

سكنا من الامم

Supplément « Sans visa »

Le Monde



15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14535 - 6 F

SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le retour de M. Arafat

Voilà quelques mois, on pouvait juger le chef de l'OLP politiquement « fini » ou presque — une nouvelle fois au cours de sa longue carrière. L'OLP semblait sur le point de perdre une grande partie de son influence. Or voici qu'il faut de nouveau compter avec M. Arafat et son organisation. Même les Américains en sont manifestement conscients.

Encore dénoncé au début de l'année comme un extrémiste, pour avoir pris le parti de M. Sadat Hussein, il est maintenant jugé modéré, jusqu'à Washington, pour avoir d'emblée déclaré, à l'ouverture du Conseil national palestinien à Alger, sa volonté de favoriser le « succès » de la conférence de paix au Proche-Orient, telle qu'elle est proposée par les États-Unis. Cette seule prise de position aura soudain renforcé les chances de M. James Baker de parvenir à mettre sur pied cette réunion, peut-être dès la fin du mois d'octobre.

Certes, M. Arafat et ses proches n'avaient apparemment guère d'autre choix que de prêter un accord plus ou moins net de l'OLP à une participation palestinienne à la conférence, dans une délégation composée avec la Jordanie. C'était sans doute le seul moyen de redonner à l'organisation un rôle relativement important et de disposer d'un minimum de crédit sur l'évolution du processus de paix. M. Arafat a estimé qu'il avait bien davantage à perdre qu'à gagner à prêter son nom à une telle démarche. Il n'est, de toute façon, pas question que l'OLP s'engage directement dans la négociation.

Il est clair que M. Arafat a compris qu'un refus d'accepter la situation de l'OLP, on ne peut plus favorable depuis le conflit du Golfe, pour avoir fait alors « le mauvais choix ». Déconsidéré aux yeux des Occidentaux et puni par les pays arabes de la coalition anti-irakienne, l'OLP, plus que jamais divisé, était en surcroît en perte de vitesse dans les territoires de Cisjordanie et de Gaza, concurrencé par le mouvement islamiste Hamas, alors que l'Intifada, le soulèvement des Palestiniens « de l'intérieur », marquait le pas.

M. Arafat n'a certainement pas encore vaincu une forte opposition qui, au sein de l'OLP, considère toujours qu'accepter une participation à la conférence revient à admettre une « Pax americana » trop favorable à Israël. Mais le président de l'OLP a, semble-t-il, su une nouvelle fois « équilibrer » les débats du parlement palestinien et ébranler ses adversaires en faisant venir à Alger les deux personnalités des territoires occupés qui, depuis des mois, ont été l'objet de conversations régulières et de pourparlers et penchent pour une solution médiane : jouer le jeu de la négociation.

Ainsi, il est tout aussi clair qu'après les grands succès des années 70, les Américains ont discrètement, mais très efficacement renoué, avec l'OLP les contacts interrompus par le président Bush, en juin 1990. Jeudi 26 septembre, M. Arafat s'est targué d'avoir reçu, par l'intermédiaire du roi du Maroc, de nouvelles assurances de Washington. La considération des États-Unis à l'égard des Palestiniens est en soi une petite victoire pour le chef de l'OLP. D'autant qu'elle tend à confirmer l'actuelle mauvaise humeur — sans précédent ces dernières années — des dirigeants américains à l'égard du gouvernement israélien. Le moment est venu où Washington et Jérusalem auront suffi à dicter la conduite de M. Arafat.

M0147 - 0228 0 - 6.00 F



En l'absence de M. Petre Roman

Négociations à Bucarest sur un cabinet d'union

Le président roumain, M. Ion Iliescu, a entamé, vendredi 27 septembre à Bucarest, des négociations avec l'opposition parlementaire, visant à former un gouvernement « d'ouverture nationale ». Le premier ministre démissionnaire, M. Petre Roman, n'assistait pas aux pourparlers dans la matinée. Au même moment, plusieurs milliers de mineurs faisaient le siège du palais présidentiel.



Lire page 3 l'article de JEAN-BAPTISTE NAUDET

L'équation militaire soviétique

Comment conserver l'essentiel de l'armée impériale alors que l'empire s'écroule

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Comment conserver l'essentiel de l'armée impériale alors que l'empire s'écroule ? Telle est l'équation à plusieurs inconnues que doivent résoudre les nouveaux dirigeants militaires de Moscou et leurs mentors politiques. Après quelques flottements au lendemain de l'échec du putsch — dus notamment à M. Eltsine, qui avait revendiqué un moment un droit de regard pour la Russie sur l'emploi des armes nucléaires stationnées sur le territoire de la République — ils sont tous d'accord aujourd'hui sur quelques grands principes, même s'ils sont divisés sur leur mise en application : une armée fédérale doit être préservée et elle sera la gardienne du feu nucléaire qui ne pourra être déclenché que par le pouvoir

politique du « centre » ; des accords doivent être trouvés avec les nouvelles Républiques souveraines pour le stationnement d'unités fédérales sur leur sol ; il faut éviter au maximum la prolifération d'armées régionales et, sinon, les intégrer dans un commandement commun (l'espoir étant que les Républiques, encore inconscientes des dures réalités

financières qui les attendent, se contenteront finalement de « gardes nationales » de quelques milliers d'hommes).

Autre point de convergence : tous reconnaissent que l'effort de défense doit être freiné, l'armement nucléaire réduit, mais les gorbatchéviens paraissent décidés à négocier, comme dans le passé, ces réductions avec les Occidentaux tout en sollicitant leur aide économique, alors que les eltsiniens sont plus favorables à une démarche unilatérale. Tous enfin reconnaissent que l'armée reste, malgré toutes ses frustrations et ses récriminations, la seule institution fédérale ayant encore « pignon sur rue » et disposant toujours d'énormes moyens d'action.

Lire aussi

- Nuit d'angoisse en Géorgie
- L'appétit boulimique du maître de Moscou par JAN KRAUZE
- La visite de M. Sobtchak à Paris
- A Saint-Petersbourg, le policier et le procureur par MICHEL KAJMAN

page 4

JACQUES AMALRIC

Lire la suite page 5

Appels au calme avant le défilé du 29 septembre à Paris

Le gouvernement craint des débordements lors de la manifestation paysanne

Avant la manifestation du dimanche 29 septembre à Paris, qui devrait rassembler plus de 100 000 personnes, les responsables des syndicats agricoles et les pouvoirs publics lancent des appels pour que le défilé, du cours de Vincennes à la Bastille, se déroule dans le calme. Ils mettent en garde contre les risques

de débordement. Plus de 6 000 policiers et gendarmes seront mobilisés. Plusieurs dirigeants politiques, de gauche comme de droite, ont annoncé qu'ils se joindraient au cortège. Cette manifestation vise à exprimer le malaise du monde agricole, notamment à propos de la « désertification » et du sort des éleveurs.

La révolte des Robin des champs

par Agathe Logeart

Ce soir-là, ils n'avaient rien d'autre de prévu, sinon une réunion de parents d'élèves qui se finirait tôt. Les femmes, pour la forme, râlèrent bien un peu de ne pas avoir leur homme à la maison. Mais, depuis le temps, elles avaient fini par prendre le pli. Dans le champ lessivé de soleil, au bord de pâturages transformés en crin jauni par la sécheresse, on avait baissé la voix malgré le ronflement des tracteurs qui tournaient toujours, pour se donner rendez-vous avec des mines de conspirateurs : « Neuf heures à l'endroit habituel. C'est d'accord, on prévient les gars. » Au bout de cordes, ils

avaient noué de vieilles herbes qui n'ont plus aujourd'hui d'autre usage que guerrier, et, à l'heure dite, s'étaient retrouvés au bord d'une nationale de l'Allier, tout près des péages d'autoroute. Nuit de « contrôle » pour ces « Robin des champs ».

La tactique est simple et tellement rodée. Il suffit de repérer ceux des poids lourds qui sont munis, au-dessus de la cabine du chauffeur, d'une petite boîte grillagée pour distinguer la possible proie. « C'est un frigo » (un camion frigorifique). Aussitôt, les herbes entrent en action dans un grincement de ferraille : une devant, une derrière le camion, bien obligé, s'il ne veut percer ses pneumatiques, de s'arrêter. « Contrôle. T'inquiète pas, on

veut juste voir ce que tu transportes ». Seule la viande les intéresse, ses certificats d'origine et, le cas échéant, les documents douaniers. Il est tard quand arrivent deux gendarmes tout juste tirés du lit.

Lire la suite page 31

« Réinventer une politique »

par Henri Mendras

Directeur de recherches au CNRS, M. Henri Mendras demande que l'on propose aux agriculteurs en désarroi une « autre politique » fondée sur les besoins du marché et non plus sur les seuls impératifs de la production.

Lire page 2

Un entretien avec le président du Haut Conseil à l'intégration

A la suite des déclarations de M. Giscard d'Estaing sur l'immigration, l'UFF a demandé l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale d'un texte reprenant les conclusions de la commission de la nationalité. Celle-ci, présidée par M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, avait publié ses conclusions en janvier 1988.

M. Long, qui est actuellement président du Haut Conseil à l'intégration, estime, dans l'entretien qu'il nous a accordé, que « droit du sol et droit du sang doivent coexister » et que « la nationalité n'est pas la clé de tous les problèmes de l'immigration ».

Lire page 9 les propos recueillis par PHILIPPE BERNARD et ROBERT SOLÉ

Polémique autour d'un livre sur l'islam

Des associations demandent la démission de M. Jean-Claude Barreau, directeur de l'Office des migrations internationales.

Lire page 11 l'article d'HENRI TINCQ

Le financement des partis politiques

Le PS sollicite le concours de plusieurs entreprises privées.

Lire page 8 l'article de PATRICK JARREAU

Les infirmières manifesteront le 3 octobre

Un nouveau défilé est annoncé après celui qui a réuni dix mille personnes, jeudi, à Paris.

Lire page 11 l'article de MARTINE LARONCHE

Les troubles au Zaïre

Une manifestation violemment réprimée.

Lire page 7 l'article de CATHERINE SIMON

Munch et la France au Musée d'Orsay

Le peintre norvégien Edward Munch fit de nombreux séjours à Paris. Son œuvre en porte les traces.

Lire page 14 l'article de GENEVIÈVE BREERETTE

SANS VISA

■ Prague, les incertitudes du bonheur. ■ Coup d'œil : le polyglotte de poche. ■ Colmar, bastide rhénane. ■ Tourisme : après la tornade. ■ Ibiza, pleine saison morte. ■ Les artistes de Beaubourg. ■ Vin : l'après-gel. ■ Jeux, table.

pages 17 à 28

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36

GLUCKSMANN

Glucksmann

LE XI^e COMMANDEMENT

348 pages, 120 F.

Flammarion

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 150 P ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 14 KRB ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Tchécoslovaquie, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Justice

Une rénovation en profondeur

par Henri Nallet

Sous le titre « Des juges à tout faire », le Monde des 10, 11, 12 et 13 septembre a publié une enquête de Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann sur la justice. Voici les réactions de M. Nallet et de M. Soulez Larivière.

LES éléments de diagnostic posés par l'enquête du Monde me semblent d'autant plus pertinents qu'ils rejoignent tout à fait ceux que j'avais retenus moi-même après ma prise de fonction.

Il est bien vrai que la justice française souffre de deux grands maux. Le premier est le manque de moyens matériels, bâtiments, équipements, bureautique... résultat de longues années de portion congrue : les gouvernements qui se sont succédés depuis trente ans ont limité la part de la justice à moins de 1 % du budget de l'Etat. Ils n'ont su ni prévoir ni préparer le développement extraordinaire de la « demande de justice » auquel nous assistons depuis quelques années. Pour 1991 et 1992 l'effort budgétaire n'est pas négligeable puisqu'il portera la part du budget de la justice à 1,45 % du budget de l'Etat. Mais il devra être poursuivi sur une longue période, conformément à la volonté exprimée par le président de la République lui-même.

Le second concerne les magistrats eux-mêmes, confrontés à la nécessité de s'adapter aux mutations extrêmement rapides de leur fonction et de leur place dans notre société. Chacun se félicite de voir s'imposer dans nos pays la conception de l'Etat de droit. Mais chacun comprend que ce développement exige beaucoup de nos

juges. Nous avons besoin de plus en plus de juristes de haut niveau, pour contribuer à la régulation du marché, des échanges, des mouvements du capital.

Mais nous avons aussi besoin de juges tutélaires pour aider chacun, surtout s'il est faible et démuné, à faire prévaloir son droit face à la complexité du monde social. Et cette deuxième fonction n'est ni moins importante ni moins noble que la première.

Pour faire face à toutes ces tâches, nos magistrats ont besoin que l'institution judiciaire soit renforcée en profondeur. C'est pourquoi j'ai fait adopter en juin dernier un programme de modernisation dont l'ambition est de renforcer les moyens humains et matériels de la justice et de rationaliser leur gestion, d'accroître les garanties offertes aux citoyens, d'améliorer l'accès à la justice, l'efficacité et la rapidité des procédures.

Ce programme s'accompagne, de la part du gouvernement, d'un réel effort budgétaire qui devra se poursuivre sur plusieurs années.

Trois objectifs vitaux

C'est dans le cadre de cette modernisation qu'il faut situer la « départementalisation » de l'organisation judiciaire dont il est question dans le deuxième article de l'enquête du Monde. J'attache une très grande importance à cette réforme qui sera entreprise dans certains départements-tests dès l'automne prochain. Elle doit nous permettre d'atteindre trois objectifs vitaux pour l'avenir de l'institution judiciaire :

— Permettre aux parquets de mieux exercer leurs prérogatives

en matière d'exercice de l'action publique et de contrôle de la police judiciaire.

— Fournir un cadre efficace à la gestion déconcentrée des moyens de la justice.

— Renforcer l'autorité de la justice vis-à-vis de ses interlocuteurs, élus locaux ou responsables des différentes administrations, en la dotant d'une représentation unique dans le cadre départemental.

C'est pourquoi je déplore la façon dont les rédacteurs de l'article ont parlé de cette réforme. Il m'apparaît en effet que l'interprétation qu'ils en donnent est fautive sur deux points très importants.

— Le premier, quand ils suggèrent qu'il s'agit d'assurer la « mainmise des préfets » sur la police judiciaire. C'est tout le contraire qui est vrai : il est clair que le contrôle de la police judiciaire par les parquets, trop souvent théorique aujourd'hui, pourra redevenir une réalité du jour où, dans chaque département, les services de police et de gendarmerie auront en face d'eux un représentant unique du parquet, et non quatre ou cinq comme c'est aujourd'hui le cas.

— Le second, quand ils prétendent que la départementalisation vise « à réduire le nombre des tribunaux de grande instance ». J'ai expressément et à plusieurs reprises déclaré le contraire : le « tribunal départemental » dont il est question sera constitué par la fédération des tribunaux de grande instance et d'instance du département. Il n'aura pas de fonctions judiciaires propres. Les ressorts et les compétences des juridictions qui le composent seront intégralement maintenus. Aucune suppression de juridiction n'est donc prévue.

Le tribunal départemental constituera essentiellement l'organe de gestion des moyens déconcentrés au niveau départemental.

Cette réforme doit aussi permettre d'assurer l'unité et la transparence de la politique pénale : il n'est pas acceptable que dans un même département, telle ou telle infraction soit poursuivie ou au contraire classée sans suite en fonction du parquet saisi.

A l'heure où chacun reconnaît la nécessité d'une justice plus proche du justiciable, il serait absurde de fermer les petits tribunaux qui participent à une « justice de proximité ».

Ainsi, la modernisation des structures de la justice est entrée dans une phase active, et il ne s'agit nullement d'une tâche désespérée.

C'est aussi dans le cadre de cette modernisation que seront très prochainement examinés par le Parlement les deux projets de loi organique portant rénovation du statut des magistrats et réforme du conseil supérieur de la magistrature.

Les Français ne méprisent pas leur justice, puisqu'ils sont de plus en plus nombreux à lui confier la sauvegarde de leurs droits. Les défauts qu'ils lui reprochent sont bien connus : c'est d'être lente, coûteuse, difficile d'accès. Mais il ne s'agit pas là de défauts irrémédiables. Nous devons nous y attaquer avec détermination, en nous appuyant sur l'ensemble des magistrats et des personnels de justice.

► Henri Nallet est garde des sceaux, ministre de la Justice.

Agriculture

Réinventer une politique

par Henri Mendras

LES agriculteurs manifestent. Une fois de plus ! dit-on. Oui, mais cette fois-ci certains se disent désespérés, et ils ont raison de l'être.

Or, à leur désespoir on répond par une aumône de quelques millions, mais personne ne leur dit rien. Pas une parole d'espoir, pas une perspective d'avenir. Mourir dans la misère avec des paroles de compassion lénaïfante, voilà ce qu'on leur annonce.

Pour l'observateur, il est fort surprenant que ces manifestations aient tant tardé. Ce retard à réagir s'explique aisément par la démolition qui a suivi l'annonce des quotas laitiers en 1985. Ce fut un coup de tonnerre dans un ciel serein. Depuis toujours les agriculteurs se savaient protégés par les politiques. Pisani et Debatisse avaient inventé en 1962 une politique de restructuration des exploitations et d'expansion européenne, qui donnait confiance. Mais depuis le début des années 70, une confiance illusoire, car il était clair pour tous les spécialistes qu'une nouvelle révolution technique s'imposait, que la saturation des débouchés européens s'annonçait et que le chômage galopant rendait antieconomique la réduction du nombre des travailleurs agricoles.

Confiants en leurs dirigeants, en leurs fonctionnaires, en leurs institutions, les agriculteurs pensaient que les orages s'éloigneraient et qu'ils pourraient continuer à produire selon leurs habitudes, nouvelles mais déjà démodées. Pendant vingt ans on leur a dit de produire du lait, on leur a prodigué conseils et crédits pour ce faire et un beau jour, en 1985, sans avertissement, on leur dit de produire moins et on inflige des quotas à ceux qui produisent « trop ». Ils se trouvent alors surendettés, incapables de rembourser.

La loi des consommateurs

Depuis cinq ans ils cherchaient à reprendre espoir et s'étonnaient de travail pour ne pas trop penser à l'avenir. Et on vient leur dire : voilà trois sous et dans cinq ans la moitié des exploitations doivent disparaître. Avouez qu'on se rebellerait à moins !

Depuis vingt ans (depuis le rapport Vedel en 1969 pour être précis) personne ne pense plus la politique agricole. Les ministères préparent les dossiers pour Bruxelles, les dirigeants agricoles calment ou excitent leurs troupes selon les besoins de la conjoncture politique. Les organisations agricoles poussent aveuglément à la rentabilité et à la productivité comme si l'on était toujours en 1960. Il est urgent de réinventer une politique si l'on ne veut pas arriver à la catastrophe. Et par conséquent réviser les fondements mêmes de la politique actuelle. Voici quelques lignes de réflexion.

Nous ne sommes plus dans une économie dominée par les producteurs mais dans une économie commandée par les consommateurs. Tous les secteurs de production sont dépendants de leurs marchés, sauf l'agriculture. « Faire

cent quintaux à l'hectare » de blé est un objectif déraisonnable dans l'état du marché mondial, surtout avec les coûts marginaux de production que cela entraîne. Nos agriculteurs se glorifient, à juste titre, d'être excellents producteurs, les meilleurs au monde, sans doute, avec les Hollandais. Mais aujourd'hui ils doivent accepter la règle du jeu économique et non accumuler des excédents. Tout le monde sait et peut produire, mais ceux qui gagnent sont ceux qui savent vendre. Les agriculteurs doivent acquiescer une mentalité de commerçants, il faut peupler le ministère de l'Agriculture, les coopératives et le Crédit agricole de « commerciaux » et d'hommes de marketing pour rechercher les « créneaux porteurs », comme ils disent, et enlever les marchés de haute lutte, en France et surtout à l'étranger, où l'image de marque de la gastronomie française est un atout sans pareil.

A quoi on répond que les ménages affectent un pourcentage décroissant de leurs dépenses à l'alimentation. Certes, mais leur budget continue à croître et par conséquent les dépenses d'alimentation augmentent globalement. C'est le cas en France et encore plus en Allemagne. Dans notre Occident bien nourri, la plupart des gens ne mangent pas plus mais ils mangent mieux et sont prêts à dépenser plus pour manger encore mieux. Il faut donc « inventer » des produits agricoles et savoir les vendre. Deux exemples : le beaujolais nouveau et la mâche nanais, voilà deux produits qui ont été véritablement « inventés » à partir d'un produit traditionnel et qui se vendent et majoritairement à l'exportation. Voilà le succès « intelligent » à envier et qui doit susciter l'émulation plutôt que, bêtement, les cent quintaux de blé.

Les produits à inventer doivent, comme ces deux-là, pouvoir être commercialisés sans transformation industrielle et avec le minimum de « conditionnement » et le maximum de marketing. Grâce à tous les progrès de la télématique, on peut organiser des réseaux internationaux de commercialisation. Les industries agroalimentaires doivent se spécialiser dans les produits qui exigent une transformation de masse comme certains produits laitiers. Une étude récente de l'INSEE a mis en question la rentabilité des filières actuelles.

Il faut enfin renoncer au mythe de l'exploitation familiale où l'homme, la femme et les enfants travaillent ensemble, si bien que le travail n'a pas de valeur. De plus en plus de jeunes femmes d'agriculteurs exercent un métier différent de celui de leur mari, et beaucoup d'agriculteurs ont une autre activité. Tant et si bien que le développement des emplois féminins dans une région rurale est la condition de la modernisation et de la rentabilité des entreprises agricoles. Aujourd'hui, les agriculteurs étant devenus minoritaires à la campagne, c'est le développement rural qui assure l'expansion de l'agriculture. La demande locale reprend de l'importance et une économie régionale est un tout :

l'expansion de chaque secteur profite aux autres. Toutes les études dont nous disposons montrent que le développement économique d'une petite région suit un mouvement social, plutôt que le contraire.

Enfin les agriculteurs peuvent assumer et assurer déjà un grand nombre de services dans la société et l'économie rurale, ces services doivent être valorisés, par exemple l'entretien de la nature, et rémunérés à leur prix. Collectivement les agriculteurs doivent prendre une mentalité de commerçants et individuellement une mentalité de prestataires de services. Ils doivent se convaincre que dans notre société, pour des producteurs qui sont fiers d'être, ce n'est pas dégrader que vendre des produits et des services.

Des terrains neufs

Il faut donc faire preuve d'imagination pour offrir aux agriculteurs des objectifs neufs et des terrains d'expansion. Il faut réfléchir pour chaque produit consommable et pour chaque service en termes de clientèle potentielles et de marchés définis et adapter le produit ou le service en conséquence. Alors on pourra envisager une augmentation de la population active agricole et non sa diminution. Dans l'ensemble de la population, les agriculteurs sont ceux qui ont la meilleure compréhension des mécanismes de l'économie. Ils sont, je l'ai dit, d'excellents techniciens, on peut donc être assuré qu'ils répondront immédiatement à l'incitation nouvelle, comme ils l'ont déjà fait par le passé, en adoptant avec une rapidité exemplaire techniques nouvelles et modes de gestion modernes de leurs exploitations.

Alors, dira-t-on, pourquoi avoir attendu si longtemps pour réinventer une politique agricole ? La réponse est double. D'un côté, personne n'est en charge de penser la politique agricole et d'autre, il n'y a qu'un seul pouvoir en agriculture. Les dirigeants agricoles sont encore ceux de la génération qui a fait la révolution des années 50 et ils restent persuadés que les recettes, qui ont fait le succès de leur jeunesse et pour lesquelles ils se sont battus avec imagination et courage, sont toujours valables. Trop assurés de leur pouvoir, ils ne se sont pas aperçus que le monde avait complètement changé et qu'il fallait oublier les combats d'autrefois pour se battre sur des terrains neufs et avec des adversaires nouveaux. Il n'est pas bon que le président de la FNSEA devienne ministre de l'Agriculture : c'est révéler qu'il y a confusion totale entre les professionnels, l'administration et la politique.

Le débat démocratique suppose que des voix divergentes se fassent entendre et que des intérêts contradictoires s'affrontent dans un marchandage d'où seul peut sortir une politique. Qui, dans la France de 1991, peut inventer une politique agricole et ouvrir un avenir aux jeunes agriculteurs ?

► Henri Mendras est directeur de recherches au CNRS.

Un grand métier

par Daniel Soulez Larivière

PARCE que je crois être un fervent avocat de la magistrature et un ardent défenseur des progrès de la justice dans notre pays, je souffre de voir rapportés des propos qui me sont prêtés et que je n'ai jamais tenus. Je n'ai écrit, ni dit nulle part, que les juges exerçaient « un petit métier pour de petites gens ». De tels propos seraient aussi outrageants que stupides. Au cas où la couverture d'un de mes livres, *Les Juges dans la balance*, mon éditeur, dans la notice, a écrit notamment : « Jadis triomphante, au sommet de l'Etat [la magistrature] passerait-elle aujourd'hui après deux siècles d'existence pour un petit métier exercé par de petites gens ? »

J'approuve cette problématique qui n'a rien à voir avec les sarcasmes déshonorants qui me sont attribués. C'est parce que cette question est vaine qu'elle a été posée. Elle est vaine car la magistrature, lors d'un des congrès récents, avait utilisé cette phrase en n'en conservant qu'un morceau pour en faire un thème de réflexion sur l'activité de ses membres « un petit métier exercé par des petites gens ? »

Une question politique et non financière

C'est en suite de cela que ce travestissement de ma pensée s'est opéré. Non, la magistrature est un grand métier, mais il est vrai que son rôle s'est rétréci à peu de choses au vingtième siècle par rapport à ce qu'il était avant la Révolution.

Dans les cérémonies, voici deux siècles, le chancelier marchait tout à côté du roi. Aujourd'hui le président du tribunal de Paris passe loin derrière le directeur de cabinet du préfet de police dans les cérémonies officielles tandis que le premier président de la Cour de cassation vient au quinzième rang derrière les députés, sénateurs et membres du conseil supérieur de la Légion d'honneur et de l'Ordre du Mérite. La matière judiciaire s'est rétrécie de plus en plus au simple conflit entre les personnes et les PME et à la répression contre les paumés de la société. Avec l'effacement de la magistrature, les six mille magistrats français se partagent les rémunérations qui, à l'âge de quarante ans, sont de trois à sept fois moins importantes que dans les professions juridiques. Les moyens matériels à leur disposition sont d'une médiocrité trop souvent affligeante et les outils de

procédure sont, au mieux, archaïques, au plan civil, et, au pire, barbares dans le secteur pénal.

Ce ne sont pas toujours les meilleurs étudiants qui se dirigent vers l'Ecole de la magistrature dont on commence à se demander si elle est le meilleur moyen pour recruter des juges dès lors que ceux-ci ne seront plus, dans la société de demain, seulement les « bouches de la loi » selon le vœu des Conventionnels et de Napoléon.

L'attrait des carrières juridiques nouvelles risque de décourager les élites qui se dirigent encore vers ce métier et déjà quelques-uns parmi les meilleurs juges songent à se reconverter dans d'autres professions plus gratifiantes. Comme dans tout corps en crise, soumis à une forte demande, devant cette transformation, un fort pourcentage se développe dont on a pu voir des exemples lamentables : ces derniers années sous la stimulation d'un pouvoir politique maladroit.

Et pourtant, les transformations de l'Etat, telles qu'analysées avec tant de brillanteur par Michel Crozier dans votre édition récente, appellent les mutations, qui devraient remplacer la magistrature dans la société à un haut niveau d'arbitrage rendu nécessaire par la complexification et la miniaturisation de plus en plus grande du fonctionnement social. A défaut d'un pouvoir judiciaire fort, nos sociétés tomberont, soit dans la violence, soit dans la paralysie. Les gouvernements doivent donc faire un considérable effort sur les cinq axes de réforme pour parvenir à restaurer un pouvoir judiciaire solide en France : la réforme du recrutement et de la formation ; la redéfinition de la matière à juger et du rôle du juge ; la réforme des procédures civiles et pénales ; la revalorisation des rémunérations par un découplage de la grille de la fonction publique ; la réorganisation territoriale adaptée à l'époque avec l'introduction de spécialisations.

C'est une question politique et non pas financière. Le jour où s'annonce ou cette politique réformatrice sera entreprise, l'argent viendra. Sans une politique lisible, pas d'argent et la magistrature ne paraîtra plus seulement mais deviendra effectivement, et d'une manière tragique, pour l'ensemble de la nation, un petit métier fait par des petites gens.

► Daniel Soulez Larivière est avocat au barreau de Paris.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 220 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Réimpressions sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33

Imprimé au « Monde » 12, r. M. Gumbourg 94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Télex : 208.806 F

Le Monde

Jacques Lesourne, président

Françoise Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75902 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Télex : MONDPUB 634 128 F

Tél. : 46-62-76-13 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Ripe France SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Télex : 261.311 F

Le Monde

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tarif

FRANCE

1 an

6 mois

3 mois

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

1 an

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois

6 mois

1 an

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Localité

Pays

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer sous pli fermé ce bulletin à l'adresse ci-dessus

111 MON 003

PP Paris 91

111 MON 003

PP Paris 91

111 MON 003

PP Paris 91

111 MON 003

PP Paris 91

111 MON 003

PP Paris 91

111 MON 003

PP Paris 91

111 MON 003

PP Paris 91

111 MON 003

PP Paris 91

111 MON 003

PP Paris 91

ROU

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale. Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le 28 septembre, à Buzovna, le président de la République a ouvert des négociations avec l'opposition pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ces négociations ont abouti à l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

سكنا من الامم

ÉTRANGER

• Le Monde • Samedi 28 septembre 1991 3

ROUMANIE : ouverture de négociations sur la formation d'un nouveau gouvernement

La confusion s'accroît à Bucarest

Le sort de la réforme économique roumaine était dans la balance, vendredi 27 septembre, à Bucarest, où le président Iliescu a ouvert des négociations avec l'opposition parlementaire en vue de la formation d'un « gouvernement d'ouverture ». Ces pourparlers se déroulent en l'absence du premier ministre, M. Petre Roman, dont les vœux descendent sur Bucarest ont obtenu la démission, mais qui affirmait jeudi soir sur TF1 qu'il entendait rester à son poste, dénonçant un « putsch communiste d'en bas ». Quelques cinq mille mineurs ont attaqué le palais présidentiel vendredi à la mi-journée, peu après que leur leader ait déclaré à la radio, à l'issue d'un entretien avec M. Iliescu, que leurs objectifs étaient atteints et qu'ils pouvaient rentrer chez eux.

BUCAREST

de notre correspondant

Tentative de « putsch communiste », selon la version à usage externe du premier ministre, M. Petre Roman, ou terrible mais inévitable retour des choses, comme le pensent des opposants, le gouvernement roumain est au bord du gouffre.

Vendredi 27 septembre au matin, des milliers de mineurs de la vallée du Jiu se trouvaient toujours à Bucarest. Un peu moins nombreux que la veille peut-être, et un peu hésitants, après deux jours d'émeutes, à continuer à demander la tête

du président Ion Iliescu, leur ancien protecteur, après avoir obtenu jeudi la démission – pour l'instant assez théorique – de son premier ministre, M. Petre Roman, qui leur avait refusé une augmentation de salaire.

Triomphalement, l'agence officielle Rompres annonçait le rétablissement de la circulation place de l'Université, après l'intervention vers 4 heures du matin des forces anti-émeutes du ministère de l'Intérieur, appuyées de blindés de l'armée, pour dégager les quelques manifestants qui occupaient ce lieu-symbole de l'opposition roumaine depuis l'arrivée des mineurs, mercredi. La radio officielle répétait que, déjà, un train de deux mille mineurs était reparti vers le bassin houiller du Jiu et que d'autres ne devaient pas tarder à faire de même.

Mais d'autres trains de mineurs, qui se sont annoncés, peuvent tout aussi bien venir, bien que le ministère des transports ait reçu l'ordre d'empêcher les arrivées sur Bucarest. Une mesure restée sans effet, grâce à la complicité des « putschistes communistes » ou d'autres sortes d'ennemis du régime ou, plus simplement, à cause de la passivité, de la peur de la violence des mineurs qui ont passé à tabac tous ceux qui se sont mis sur leur chemin.

L'étrange comportement de l'armée

Craignant une troisième journée d'émeutes qui pourrait encore faire chanceler leur pouvoir, les autorités roumaines ont pris une dangereuse précaution. Peu avant minuit, un communiqué du gouvernement démissionnaire diffusé par la télévision d'Etat, dont au même moment des milliers de mineurs tentaient d'incendier le siège aux cris de « A bas

Iliescu! », annonçait : « En raison de la situation extrêmement grave à Bucarest et dans d'autres villes du pays », le ministère de la Défense a décidé de dissoudre « des milliers de guerre à toutes les unités militaires protégeant les bâtiments du gouvernement et les institutions publiques ; elles sont autorisées à s'en servir dans les conditions définies par la loi ».

Mobilisée après la première attaque, mercredi, du siège du gouvernement, l'armée, déployée jeudi matin autour du palais du gouvernement aux vitres brisées, n'a pas réussi à empêcher, en début d'après-midi, une nouvelle attaque des mineurs. Plus, lors de la charge, les soldats ont aidé les mineurs et les civils à grimper sur leurs véhicules blindés et ont fraternisé avec eux, comme aux temps de la révolution de 1989. Le leader de la ligue des mineurs du Jiu, M. Miron Cosma, est alors apparu au balcon du premier étage. D'où le président Iliescu les avait accueillis en juin 1990. Il leur a demandé de rentrer « chez eux », parce que sinon il allait y « avoir beaucoup de sang ». Et puisque, leur annonçait-il, le gouvernement avait accepté toutes leurs revendications, et que M. Petre Roman avait démissionné.

Où, au moins, fait semblant : en fin de matinée, jeudi, M. Roman indiquait dans un communiqué qu'il avait remis son mandat au président Iliescu. Mais seulement, précisait le communiqué, pour former le « nouveau gouvernement d'ouverture nationale » qu'il souhaite depuis longtemps, avec « toutes les forces politiques responsables » du pays et en respectant les résultats des élections de juin 1990, qui assurent la prééminence du Front de salut national et son poste de premier ministre. De plus, « en attendant » cet hypothétique nouveau gouvernement, il resterait en fonctions pour « défendre la démocratie ».

L'opposition ne s'est pas précipitée au secours de M. Roman. L'Union démocratique des Magyars, premier parti d'opposition au Parlement, était fort occupée à démentir les rumeurs, largement reprises par la presse du régime, de création d'un gouvernement en exil à Budapest pour la Transylvanie, la région de Roumanie où vit la majorité des Hongrois du pays. L'opposition extra-parlementaire, ainsi qu'un leader du Parti paysan, prenaient une position dure mais habituelle, exigeant la démission de M. Iliescu. Le parti Romania Mare, dirigé par des « anciens » de l'ex-police politique, amis de la nouvelle, recommandait au président Iliescu de « coopérer avec les représentants de l'armée et toutes les forces patriotiques » pour créer un « gouvernement de transition à prépondérance militaire » afin de défendre « l'intégrité territoriale de la Roumanie ». Devant le siège du gouvernement, les mineurs se moquaient de ces subtilités, et notamment du communiqué alambiqué de M. Roman : « Le monde entier a entendu qu'il a démissionné », expliquait l'un d'eux, « mais le monde entier a aussi entendu qu'il n'a rien fait ».

Les jeunes et les intellectuels

Peu à peu contaminés par des discussions passionnées, entre deux charges, avec les jeunes et les intellectuels anticomunistes de Bucarest qu'ils avaient matraqués en juin 1990, les mineurs décidaient maintenant de s'occuper de M. Iliescu. Puisque ces gens éduqués qui leur donnaient du pain et des cigarettes expliquaient qu'il avait été un moment « le dauphin de Ceausescu », « l'ex-secrétaire à la propagande du Parti communiste roumain »...

Où – comme le veut la version de la manipulation – toujours très en cour à Bucarest, parce que de faux mineurs, casqués et habillés de bleus couverts de poussière de charbon comme les vrais (qui, vous explique-t-on, sont censés agir pour le compte de M. Iliescu, ou de l'armée, ou de la Securitate, ou du Parti communiste) les guidaient dans leur course folle.

Trois camions-bennes surchargés en tête, les mineurs et leurs nouveaux amis de combat, se rendaient au Parlement – et non « chez eux ». Après que les mineurs eurent un peu cassé leurs portes d'entrée et le hall, les députés leur expliquaient, s'excusant presque, que leur Assemblée « n'était pas compétente pour destituer le président », qui, à la radio-télévision, appelait « au calme et à la raison ». Tout le monde est reparti, son pic, sa hache ou son bâton sous le bras, pour la télévision. Les intellectuels et les jeunes avaient expliqué que la manipulation avait commencé là, en décembre 1989, lorsque MM. Roman et Iliescu étaient apparus à l'écran pleins de promesses, et qu'elle s'y était poursuivie.

Derrière les grilles de la grande tour de la télévision, les efficaces troupes du ministère de l'Intérieur les attendaient. Après quelques heures de combats à distance – tir tendus de grenades lacrymogènes et offensives contre jets de pierres et de bouillottes incendiaires – les manifestants débordés et asphyxiés, refusaient pour la nuit dans le centre de Bucarest, interrompant la diffusion de « Dallas », puis d'un concert de musique classique, la télévision montrait cette victoire, peut-être très provisoire, et diffusait les communiqués. L'un d'eux annonçait que l'armée pourrait tirer, « en cas de nécessité ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

La situation en Yougoslavie et la réorganisation de la conférence de La Haye

L'armée fédérale dément avoir l'intention d'évacuer la Croatie

BELGRADE

de notre correspondant

Les pouvoirs locaux de Vukovar, municipalité à majorité croate de treize mille habitants situés en Slavonie de l'Est, et les autorités militaires yougoslaves, sont convenus, jeudi 27 septembre, d'évacuer la caserne fédérale qui était encerclée depuis plusieurs semaines par les forces croates. En dépit de l'accord de cessez-le-feu du 22 septembre, des violents combats s'étaient poursuivis aux alentours de la caserne, et l'aviation fédérale avait, selon la radio croate, bombardé Vukovar, mercredi à l'aube. Jeudi, l'armée fédérale réclamait l'évacuation immédiate des blessés de la caserne, mais aussi de toute la garnison, qui comprenait de vivres et de médicaments.

D'autre part, la radio croate a affirmé, jeudi, qu'il avait été convenu que l'armée fédérale quitterait la ville avant le 29 septembre, ce qui a été immédiatement démenti à Belgrade par les responsables militaires. « Ils veulent que nous quittons la ville, puis la Macédoine, et après il ne nous restera plus qu'à nous retirer jusqu'à Corfu », commente le général Rasco, commandant adjoint de la cinquième région militaire.

Le vice-président du gouvernement croate, M. Zdravko Tomac, a déclaré jeudi à Zagreb qu'en signant l'accord de cessez-le-feu, « la Croatie entendait obtenir le retrait de l'armée fédérale pour le moins de victimes et

de dommages possible afin de reprendre le contrôle de l'ensemble de son territoire, par des moyens politiques ». « La Croatie ne veut pas la guerre », a déclaré à lui demander de capituler. « L'arrêt des hostilités en Croatie sous-entend donc, pour les autorités croates, non pas le retour de l'armée dans ses casernes mais son retrait de toute la République, comme en Slovénie ».

Les représentants serbes avaient admis le 18 juillet, lors de la décision concernant le retrait des forces fédérales de Slovénie, que « l'armée fédérale n'a pas besoin d'être stationnée dans des régions où elle est considérée comme une force d'occupation ». La Croatie aspire aujourd'hui à une issue semblable.

La Serbie cependant ne renoncera pas à défendre les quelque 650 000 Serbes vivant en Croatie, persuadés selon elle par « un pouvoir croate néo-fasciste ». Avec ses deux provinces de Voïvodine et du Kosovo, et son allié fidèle, le Monténégro, elle contrôle quatre des huit voix à la présidence collégiale, et pourra faire obstruction à toute décision de retrait des troupes yougoslaves de Croatie. Néanmoins, le représentant serbe à la présidence, M. Borislav Jovic, avait lundi dernier laissé entendre que « l'armée fédérale pourrait se retirer de Croatie... mais resterait sur les territoires (croates) où vivent des peuples qui la soutiennent et qui lui demandent protection ».

FLORENCE HARTMANN

Lord Carrington met à profit l'accalmie pour accélérer les négociations

LA HAYE

de notre correspondant

« Tout ce que nous espérons de la conférence [le 7 septembre, NDLR] était d'apaiser le feu par la poursuite des hostilités. Il était impossible de discuter de l'avenir politique de la Yougoslavie pendant que ses habitants s'entre-tuaient. C'est pourquoi nous avons suspendu nos travaux [le 19 septembre] dans l'espoir que la situation se clarifierait. C'est le cas, à quelques incidents près ». Ainsi, Lord Carrington, président exécutif de la conférence de La Haye, a-t-il justifié, jeudi 26 septembre, la décision des participants de « continuer » leurs travaux et même de les « accélérer dans la mesure du possible ».

La troisième séance plénière de la Conférence de La Haye s'était ouverte quelques heures plus tôt dans une ambiance plus propice que lors des deux premières sessions. A New-York, le Conseil de sécurité des Nations unies venait d'adopter une résolution qui fut « favorablement accueillie par la conférence » : en Yougoslavie même, les présidents serbe et croate et le ministre fédéral de la Défense venaient de réaffirmer ensemble qu'un cessez-le-feu absolu devait être observé : « Un développement inattendu à l'espérance », selon Lord Carrington. Enfin, et surtout, le cessez-le-feu immédiat intervenu, dimanche 22 septembre, était « suffisamment respecté ».

La réunion n'a duré que deux heures et demie. Le temps pour les participants de constituer trois groupes de travail qui se réuniront à partir de lundi prochain à La Haye « de façon permanente ». Le processus de négociation se trouve de la sorte institutionnalisé. Les séances plénières de la conférence, réunissant les négociateurs yougoslaves au niveau ministériel, continueront en revanche à se tenir de façon intermittente, « chaque fois que nécessaire ».

Le premier groupe de travail se saisira de la question des minorités. Le président de la conférence a reconnu qu'il avait reçu de nombreuses requêtes de la part de ces dernières, désireuses de participer directement aux discussions. C'est impossible, a-t-il dit sans plus de précisions, mais « les minorités doivent savoir qu'elles seront entendues ». Ce groupe de travail est appelé à remplacer celui qui présidait jusqu'à présent, sur le thème générique des droits de l'homme, le diplomate espagnol Nuno Aguirre de Carcer, dont le premier rapport, début septembre, avait été vichement réjeté par la Croatie. Elle avait notamment jugé « sensationnel » que le document ne fit aucune mention de la situation des Albanais du Kosovo, « exemple parfait de l'oppression d'une minorité par la Serbie ». Le diplomate néerlandais Carlo

Barkman, qui présidait jusqu'à présent un groupe de travail sur les questions constitutionnelles, devra également passer la main. Une « personnalité européenne » prendra le relais et dirigera des travaux d'experts sur « le cadre institutionnel » devant « remplacer ou non la Fédération », selon la formulation prudente de Lord Carrington. Le troisième groupe de travail, consacré aux ports économiques futurs entre les Républiques, constitue une innovation complète : il devrait être présidé « par un membre de la Commission européenne ». Lord Carrington a expliqué la création de ce nouveau groupe de travail par l'importance du facteur économique dans les relations entre les Républiques : « Voulent-elles créer une union monétaire, une Banque centrale ? » s'est-il demandé. Le président de la conférence a souhaité la nomination d'un

coordonnateur pour harmoniser le fonctionnement des groupes de travail, dont la tâche première sera « de dégager les lignes à soumettre à la commission d'arbitrage ». Le président de cette dernière, M. Robert Badinter, a participé jeudi pour la première fois aux travaux de la conférence. Il a exposé aux parties yougoslaves « ce que la commission d'arbitrage pouvait faire » en abordant par un biais strictement juridique des dossiers politiques. « L'Etat est une puissance d'exception », a fait valoir le président du Conseil constitutionnel.

Ainsi réorganisée, la conférence de La Haye entend rester une instance de négociation sur l'avenir de la Yougoslavie, laissant à la diplomatie le soin de traiter de la situation actuelle sur le terrain. « Le déplacement d'observateurs n'est pas de

notre ressort », a notamment affirmé Lord Carrington, visiblement soucieux de remettre la conférence sur les rails après trois semaines de discussions dominées par la question du cessez-le-feu.

Discrettement optimiste, Lord Carrington donne l'impression de vouloir s'engouffrer dans la « fenêtre d'opportunité » ouverte par l'accalmie sur le terrain et par une certaine disposition au dialogue des belligérants pour aller aussi loin que possible avant le 7 octobre. A cette date prendra fin la période de suspension par la Slovénie et la Croatie de leur déclaration d'indépendance. Lord Carrington aurait de toute façon l'intention de convoquer une nouvelle séance plénière de la conférence juste avant cette échéance importante.

CHRISTIAN CHARTIER

DIPLOMATIE

La tournée en Amérique latine du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères

M. Alain Vivien critique le « jeu brutal » des Etats-Unis vis-à-vis de Cuba

Paris n'apprécie guère les déclarations « provocatrices » du président George Bush à l'égard de Cuba et entend « favoriser l'évolution du régime » du président Fidel Castro vers davantage de démocratie et d'ouverture « plutôt que de tenter de l'abattre », a indiqué, jeudi 26 septembre, M. Alain Vivien, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.


En marge d'une rencontre avec la presse organisée à Paris pour faire le bilan d'une tournée qu'il vient d'effectuer en Amérique latine, M. Vivien a notamment fait référence aux récents propos par lesquels M. Bush a prédit la chute rapide de M. Castro et affirmé qu'il entendait sa « dictature s'effondrer et s'écrouler peu à peu »

(voir Le Monde daté 22-23 septembre). Le secrétaire d'Etat a évoqué « le jeu brutal » de Washington à l'égard de La Havane : « Nous n'avons jamais estimé », a ajouté M. Vivien, qu'un « étouffement économique permettrait des solutions politiques », allusion à l'embargo économique que les Etats-Unis imposent depuis 1961 à Cuba. M. Vivien a par ailleurs fait preuve d'un « optimisme mesuré mais certain » à l'issue de sa visite, du 16 au 23 septembre, en Uruguay, au Paraguay et en Bolivie, trois pays revenus à la démocratie « quoiqu'il y ait des rythmes différents » avec lesquels la France entend reprendre et développer ses relations.

M. J.

WITTGENSTEIN

Fiction & Cie
Brian McGuinness
Wittgenstein
1. Les années de jeunesse
1899-1921



“Une superbe biographie”.

Didier Eribon
Le Nouvel Observateur

Collection Fiction & Cie
dirigée par Denis Roche.
140 F

Editions du Seuil

Les bouleversements en Union soviétique

Équation soviétique

Selon l'ex-premier ministre Thenguiz Sigoua, qui a pris la tête de l'opposition, les opérations des forces présidentielles sont désormais coordonnées par la KGB local, dirigé à nouveau par M. Tamaz Ninoua, qui avait été démis de ses fonctions il y a deux semaines. Renforcées par des éléments du ministère de l'Intérieur dépendant de Moscou, elles occupaient vendredi matin de nouvelles positions dans la ville.

Dans la journée, la plupart des hommes de la Garde nationale alliée de l'opposition avaient quitté leur base de

festé mercredi dernier en sa faveur à Moscou, répondant de manière spectaculaire à un rassemblement hostile tenu quelques jours plus tôt. Et que des hommes comme M.M. Edouard Chevardnadze et Alexandre Iakovlev sont venus lui apporter tout leur soutien. D'ailleurs, M. Popov ne se retrouve-t-il pas à leur côté au sein du comité politique consultatif que vient de constituer M. Gorbatchev? Et ne compte-t-il pas aussi parmi les amis de Boris Eltsine?

embuscades sur les routes et tirs de roquettes entre localités s'intensifiaient après l'accord de cessez-le-feu signé lundi, dans la perspective de l'arrivée, prévue le 1^{er} octobre, des observateurs de Russie et du Kazakhstan. — (L'Espresso)

EUROPE

L'équation militaire soviétique

Suite de la première page

A la différence d'un KGB ou d'un Parti communiste, totalement discrédités et sur la défensive, dont les pouvoirs de nuisance et de sabotage sont encore considérables, mais qui ne peuvent imposer à froid aucune solution de rechange.

L'armée, dans la formidable partie politique qui s'engage en URSS et qui risque de durer bien plus longtemps qu'on ne le pense, a quelques atouts mais aussi doit faire face à de nombreux handicaps. Son principal avantage est d'exister, tout au centre de ce véritable théâtre d'ombres qu'est devenue l'Union soviétique. Autre atout : l'institution militaire en tant que telle ne s'est pas retrouvée, au lendemain du putsch raté, dans la position d'accusé, même si le maréchal Iazov, faisant partie des comploteurs et s'il n'était pas le seul de la haute hiérarchie dans ce cas. Beaucoup de Soviétiques sont conscients - sinon reconnaissants - du rôle de frein joué par la plus grande partie de l'armée dans toute l'affaire et personne ne nie que les trois morts civils du putsch, écrasés par des chars à proximité du Parlement russe, ont été beaucoup plus les victimes de tankistes peu expérimentés et paniqués que d'une volonté délibérée de tuer.

La tentative Moïssiev

Les handicaps de l'armée sont connus : le plus grave sans doute concerne son moral, au plus bas après la guerre d'Afghanistan, sa conclusion peu glorieuse et l'abandon en désordre des cantonnements d'Europe centrale et orientale. L'évacuation, ne fût-elle que partielle, des trois Républiques baltes ne fera qu'aggraver les problèmes posés par la réinstallation des militaires « rapatriés » : selon le maréchal Chapochnikov, nouveau ministre de la défense, 180 000 familles de militaires de carrière sont déjà dans l'attente d'un logement, mais d'autres sources, militaires également, parlent de 250 000 à 300 000 familles. Le corps des officiers s'attend d'autre part à des coupes d'au moins 10 % dans ses rangs que les « emplois » à l'étranger se sont évaporés aussi bien en Angola, en Éthiopie ou en Irak qu'au Mozambique ou, demain, à Cuba. Et que va devenir la région de Kaliningrad, totalement militarisée et ouverte sur la Baltique, si elle se trouve durablement séparée du « centre » par la Lituanie indépendante ? Les troubles inter-ethniques, qui ont souvent contraint les militaires à endosser une fonction policière, ont aussi des répercussions désastreuses au sein des unités. Beaucoup d'officiers, enfin, ont mal vécu la collaboration américano-soviétique pendant la crise et la guerre du Golfe et n'ont pas accepté que du bout des lèvres des

accords sur la réduction des armements stratégiques et conventionnels, qui sont de plus en plus perçus comme les prémices d'une bien plus grande braderie, même chose des dénonciations de plus en plus fréquentes du fameux complexe militaro-industriel, qui constitue à lui seul une société accapareuse et gaspilleuse de la richesse nationale.

Très vite après l'échec du putsch, l'armée est donc devenue un enjeu entre conservateurs, gorbatchéviens et élitistes, chacun présentant qu'elle risque demain d'être l'arbitre de la situation et qu'elle est dès aujourd'hui, en tant que détentrice de la deuxième panoplie nucléaire de la planète, au centre des préoccupations des Occidentaux. C'est bien pourquoi, quelques heures après son retour de Crimée, le mercredi 21 août, M. Gorbatchev tenta de prendre l'initiative sur ses rivaux en nommant le général Moïssiev, jusqu'alors chef d'état-major et dont le comportement pendant le coup pose toujours problème, ministre de la défense par intérim.

Gorbatchevien plutôt conservateur, soupçonné par certains d'avoir été au courant quelques jours à l'avance des projets des conservateurs, le général Moïssiev était l'homme idéal pour arrondir les angles, ne faire que le minimum de « ménages » dans la haute hiérarchie militaire et enterrer toute enquête tant soit peu sérieuse. Pas étonnant donc que la manœuvre ait été tout de suite contrée par Boris Eltsine, les réformateurs russes et... Washington, où l'on avait critiqué, dans les semaines qui l'avaient suivi, la promotion d'un homme qui n'avait pas publiquement condamné les putschistes et que l'on connaissait aussi depuis longtemps comme un négociateur coriace.

La galaxie Chapochnikov

Dès le 23 août, M. Gorbatchev est donc obligé de se déguer et d'annoncer le remplacement du général Moïssiev par le général Chapochnikov, « patron » de l'armée, de l'air qui avait interdit à tous ses subordonnés d'obéir à un seul ordre des comploteurs. Aujourd'hui maréchal, Evgheni Chapochnikov refuse de se situer par rapport à MM. Gorbatchev ou Eltsine. Il n'en paraît pas moins assez proche du président russe et passe pour être ami du général Alexandre Roukokoï, aujourd'hui vice-président de la Russie mais hier encore colonel de l'armée de l'air et, à ce titre, conseiller de M. Eltsine pour les questions militaires. C'est par son intermédiaire que le général Eltsine que l'armée de l'air s'opposerait par la force aux putschistes s'ils lançaient l'assaut contre le bâtiment du Parlement et du gouvernement russe.

Le nouveau ministre de la défense, un homme chaleureux et

ouvert, est bien entendu favorable au maintien d'une armée fédérale unique, seule détentrice du feu nucléaire, mais il connaît trop bien son monde pour ignorer qu'il faudra composer sur d'autres sujets avec certaines Républiques. Il voudrait en fait profiter de l'électrochoc du mois d'août pour professionnaliser sans trop le proclamer l'ex-armée rouge et la « dégraisser ».

Officiellement, il parle de ne ramener qu'à trois millions les effectifs militaires (ils sont, selon les Occidentaux, amplement supérieurs à quatre millions, surtout si on prend en compte les gardes-frontières, dépendant encore du KGB mais qui devraient être rattachés à l'armée, et les troupes spéciales du ministère de l'Intérieur) mais il veut réduire la durée du service militaire de vingt-quatre à dix-huit mois, conserver les exemptions dont bénéficient les étudiants (imposées récemment, elles sont très critiquées par les conservateurs), proposer des contrats d'engagement de deux ou trois ans à des semi-professionnels.

Que faire des commissaires politiques ?

Conscient de la mauvaise réputation de l'armée dans la société en général mais surtout dans les minorités ethniques - dont les conscriptions font très souvent l'objet de brimades - il veut aussi supprimer les bataillons disciplinaires et imposer les valeurs de la société civile à l'armée, en retirant au système judiciaire militaire toute compétence pour juger les délits de droit commun.

Il est aussi d'accord pour en finir avec une pratique très peu populaire en URSS et qui obligeait les appelés, au nom d'une fraternité entre peuples toute théorique, à ne pas faire leur service militaire dans leur région d'origine. Le

maréchal, qui a déjà changé près de 50 % du haut commandement de l'armée, il veut arriver à un taux de renouvellement de 80 %, ce qui n'est pas impossible si l'on abaisse l'âge de la retraite, qui est de soixante-cinq ans et qui était systématiquement dépassé - est beaucoup moins disert lorsqu'on aborde l'avenir des officiers politiques, les chaînes de ce réseau de commissaires du parti, eux-mêmes surveillés par le KGB, qui veillent à tuer dans l'œuf toute tentative de bonapartisme. Beaucoup, dit-on, étaient favorables aux putschistes comme l'ont été - bien plus que dans l'aviation et la marine - les officiers de l'infanterie ou des blindés. Le maréchal, qui ne manque pas de diplomatie, préfère éluder le problème en public pour ne pas se créer d'ennemis inutiles, mais on peut penser qu'il est pour beaucoup dans la récente nomination du général Doudi Volkogonov à la tête d'une commission chargée de réorganiser « les organes politiques des forces armées ».

C'est un signe, car le général Volkogonov sent le souffre pour les conservateurs : non seulement il est l'un des conseillers militaires du début de l'année des foudres de l'ancien état-major en publiant une encyclopédie de la seconde guerre mondiale dans laquelle Staline n'avait pas le beau rôle du « génial » chef des armées. Après cet incident, il avait même été obligé de démissionner de l'Institut d'histoire militaire.

Autre indice significatif : la nomination, le 21 septembre, du général Constantin Kobets à la tête d'une autre commission, chargée de superviser la réforme de l'armée. Le départ a beau être signé par M. Gorbatchev, le général Kobets, qui organisait la défense du Parlement russe pendant les trois jours du putsch, est sans

conteste un proche de M. Eltsine, tout comme, d'ailleurs, le général Gratchev, l'un des vice-ministres fédéraux de la défense.

Et les vues réformatrices du général Kobets, pour lequel l'URSS n'a pas d'ennemis à l'Ouest, sont radicales : la tâche principale de la nouvelle armée soviétique, qui doit être tenue à l'écart des conflits interethniques, est la prévention de la guerre : il faut donc éliminer les armes nucléaires tactiques et réduire massivement les armes stratégiques (il envisage même de les ramener à 10 % du stock actuel). Il est également partisan d'une seule armée - fédérale et non russe, mais la différence risque de n'être bien vite que théorique - pour ne pas effrayer certaines Républiques, comme l'Ukraine et le Kazakhstan qui rêvent de se doter de forces autonomes. De l'avis général, c'est d'ailleurs le cas ukrainien qui risque de poser les plus graves problèmes.

Marchandages et rivalités entre Républiques

Certains responsables nationalistes n'ont-ils pas déjà laissé planer le doute sur leur volonté de dénucléarisation, comme s'ils songeaient à utiliser les armes nucléaires stationnées sur leur territoire, comme monnaie d'échange, voire objet de chantage ? Mais c'est un sujet que les responsables n'aiment pas aborder en public tant il inquiète les Occidentaux. Ils préfèrent répéter qu'ils ont un contrôle absolu de la situation, sans en fournir cependant toutes les preuves.

Les marchandages risquent, de toutes façons, d'être longs et laborieux entre le centre et des Républiques parfois rivales entre elles, comme c'est le cas en Asie centrale où le Kazakhstan fait figure, pour les autres Républiques

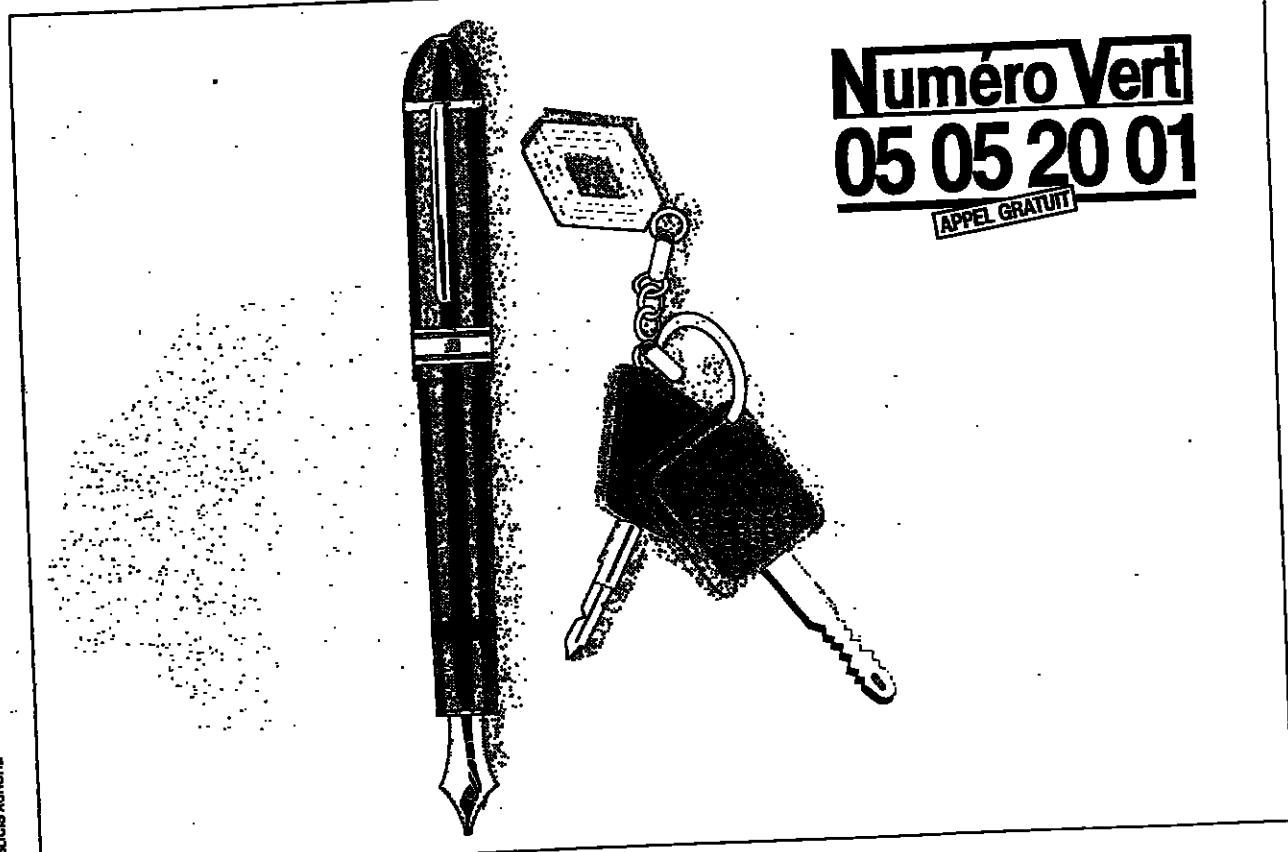
musulmanes, de création de l'impérialisme russe : dans le Caucase, où l'armée fédérale est toujours engagée dans le conflit entre Arméniens et Azéris. L'armée aimait se retirer de ce guet-apens au début de 1992, mais on sait bien à Moscou que ce ne sera pas une solution durable et on commence à réfléchir à la création de forces d'interposition européennes, que pourrait fournir... l'OTAN. Les résistances aux réformes ne viendront pas que des Républiques mais aussi, assurément, d'une hiérarchie militaire complètement désorientée par le cours des événements.

Les réformateurs avérés de l'ex-armée rouge ont décidé de donner le pain sur la planche, d'autant qu'ils vont bien devoir, à court terme, trouver avec les Occidentaux un terrain d'entente sur les armes nucléaires. Le maréchal Chapochnikov est discret sur le sujet mais ne constitue sans doute pas un blocage : il préfère, en attendant, pousser son souci de réforme jusqu'à souhaiter que le ministre de la défense soit un civil, dont dépendraient, un peu comme en France, plusieurs comités spécialisés : le comité d'état-major certes, mais aussi des comités chargés de la gestion, des achats d'armement, etc. Le souhait, tout comme l'homme, est sympathique mais on reste quelque peu interloqué lorsque le maréchal poursuit sa démonstration en affirmant le plus sérieusement du monde qu'il pourrait très bien être ce civil-là, en changeant seulement de tenue. Voilà un militaire sans doute démocrate mais parfaitement conscient que l'institution qu'il dirige pourrait avoir, un jour, un rôle déterminant.

JACQUES AMALRIC

LOCATION LONGUE DUREE

Pourquoi préférer Renault ?



Numéro Vert
05 05 20 01
APPEL GRATUIT

■ Pour votre entreprise, le parc automobile est un authentique outil de travail. La location longue durée constitue aujourd'hui la solution la plus simple et la plus complète pour gérer cet outil avec rigueur tout en maîtrisant les coûts. Chez Renault, des spécialistes de la location

longue durée et de la vente sont là pour vous conseiller. Ils sauront apporter à vos exigences les réponses les mieux adaptées : choix de véhicules, financement, assistance, sans oublier l'accueil, le service et la qualité ■

Direction Regionale Paris-Ile de France
330, Bureaux de la colline. 92213 Saint Cloud

Je souhaite recevoir :
☐ Votre dossier Location Longue Durée
☐ La visite de l'un de vos conseillers

Société :
Nom, prénom :
Adresse :

Tél. :
Fonction :
Nombre de véhicules du parc :

INSEE
la référence au bout des pages...

INSEE
PREMIERE
"le 4 pages"

• La primeur de l'information économique et sociale commentée par les meilleurs experts.

• Abonnement 1 an (60 n°s) 425 F
INSEE - CNRP - BP 2718 - 80027 AMIENS Cedex

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lespérance, directeur de la publication
Bruno Frapelet, directeur de la rédaction
Jacques Guin, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Philippe Harreman, Jacques-François Simon

Daniel Vermet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beauve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1982-1989), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

كذا من الأصل

ASIE

CAMBODGE : les perspectives de paix

Le prince Sihanouk se prononce à l'ONU pour une « démocratie libérale »

Pour sa première apparition devant la communauté internationale depuis son élection à la présidence du Conseil national suprême du Cambodge (CNS), en juillet dernier, le prince Norodom Sihanouk a consacré l'essentiel de son intervention devant l'assemblée générale, jeudi 26 septembre, à « la nouvelle ère de paix qui s'offre à son pays ».

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Rappelant les douze années « de guerre, de destruction et de souffrance » qui ont endeuillé le pays, le prince s'est félicité des dernières étapes permettant d'aboutir à un règlement du conflit cambodgien, à

savoir les réunions de Djakarta (Indonésie) et de Pattaya (Thaïlande) en juin 1991, de Pékin en juillet dernier, de Pattaya à nouveau au mois d'août et, tout dernièrement, de New-York lorsque a pu être levé le dernier obstacle : la nature du système électoral ouvrant la voie à des élections libres qui, selon les diplomates ayant participé aux négociations, devraient se tenir fin 1992 ou début 1993.

Rendant hommage aux onze autres membres du CNS, l'organe destiné à incarner la souveraineté et l'unité du Cambodge en attendant la tenue de ces élections et qui devrait être installé à Phnom-Penh en novembre prochain, le prince Sihanouk a affirmé que son pays devait adopter à l'avenir une politique « de démocratie libérale, de neutralité, de non-alignement et de solidarité avec tous les peuples qui luttent contre l'injustice, la discrimination et pour la liberté ». Un engagement du CNS qui devrait trouver son appui dans l'action de la United Nations Transitional Authority in Cambodia (UNTAC), l'instance onusienne prévue par le plan de paix.

Dans un autre registre, le prince a préconisé « une interdiction de l'usage des mines dans tous les pays, à commencer par le Cambodge », en faisant valoir que le territoire de son pays était « truffé de mines depuis des années », lesquelles ont fait de trop nombreuses victimes et « constituent une menace permanente pour notre existence ».

Dans la perspective d'un règlement du conflit, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar doit remettre dans les tout prochains jours un rapport qui servira de base à une résolution du Conseil de sécurité approuvant l'envoi d'une mission de bons offices au Cambodge chargée de préparer l'application des accords définissant des que ceux-ci auront été signés.

Prudence américaine

Cette mission, composée d'observateurs militaires et de personnel de soutien, comprendrait environ cent cinquante personnes. En revanche, au-delà de cette première étape, l'ensemble du processus de règlement de paix au Cambodge qui exigera d'importants moyens humains et financiers, sera certainement l'opération de cette nature la plus coûteuse jamais organisée par les Nations unies. Sans doute aux alentours de 1 milliard de dollars d'après les premières estimations des Nations unies. Dont 25 % à la charge des Etats-Unis, ce qui explique l'extrême prudence de la partie américaine, ces derniers jours, quant aux détails d'un plan de paix que le Congrès va certainement passer au peigne fin.

SERGE MARTI

Des milliers de réfugiés regagnent leur pays dans un climat d'insécurité croissante

Sans attendre l'aide prévue de l'ONU, des milliers de réfugiés cambodgiens, regroupés depuis douze ans dans des camps en territoire thaïlandais, regagnent leur pays, où le banditisme se développe.

BANGKOK

de notre correspondant

Des organisations humanitaires ont fait récemment état d'une chute brutale - plus de 10 %, selon une estimation - du nombre des réfugiés cambodgiens regroupés dans des camps situés en territoire thaïlandais, à proximité de la frontière khmère.

Parmi les quelque 340 000 réfugiés, le mouvement de retour au pays se serait donc amorcé sans attendre la signature d'un accord de paix, prévue à Paris le 31 octobre. Surtout, il anticipe sur un programme de rapatriement qu'élaborer en ce moment même le HCR, le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies, dont l'application ne pourra avoir lieu avant l'intervention de l'ONU au Cambodge, soit au plus tôt l'an prochain.

Les retours individuels, qui se multiplient, s'expliquent par l'impatience croissante des réfugiés, qui végètent parfois depuis plus de douze ans dans des camps ravitaillés par l'ONU, contrôlés par l'armée thaïlandaise et administrés par l'ONU ou l'autre des factions de la coalition qui s'est battue jusqu'à tout récemment contre le régime de Phnom-Penh.

En outre, les Khmers rouges continuent discrètement de rapatrier la population des camps qu'ils gèrent en Thaïlande vers les zones, souvent insalubres, qu'ils contrôlent au Cambodge. Ce double mouvement pourrait s'accroître en novembre, quand Norodom

Sihanouk regagnera Phnom-Penh pour y réunir, pour la première fois, le Conseil national suprême (CNS), présidé par lui-même et formé de représentants des quatre factions cambodgiennes.

L'ONU a besoin de temps pour mener à bien une opération de rapatriement très complexe. Réparer des terres disponibles, assurer le transport des réfugiés, leur réception dans des centres de transit et leur installation dans des conditions viables (sécurité, ravitaillement), afin de ne pas les retrouver, au bout de quelques mois, chômeurs dans les principales villes du pays.

Il faut également organiser le retour dans leurs villages de quelque deux cent mille ruraux de l'intérieur, qui ont fui les combats de ces deux dernières années. Tout cela demande du temps et des moyens. Or les Nations unies n'ont recueilli, à ce jour, que 9 millions de dollars sur les 33 millions jugés nécessaires à la seule préparation de l'opération, dont la réalisation coûtera 76 millions de dollars supplémentaires.

Une frontière truffée de mines

Les retours actuels, non organisés, posent déjà de graves problèmes de sécurité. D'abord, parce que la frontière khmère-thaïlandaise est truffée de mines placées par tous les camps en présence. Le nombre des amputés s'élèverait déjà à plus de vingt mille, dont cinq mille dans les camps de réfugiés et plus de quinze mille au Cambodge.

Les mines continuent de faire entre deux cents et trois cents victimes chaque mois. En outre, comme dans tout l'ouest du Cambodge, l'insécurité est croissante sur la frontière. Sans attendre une démobilisation qui, selon l'accord de paix, devrait affecter 70 % des

effectifs militaires des factions en présence, les bandes de déserteurs armés se sont multipliées ces derniers mois.

Pour la première fois, le 12 septembre, un membre d'une organisation humanitaire - un ressortissant espagnol travaillant pour Handicap international - a été grièvement blessé lorsque le véhicule qu'il conduisait a été attaqué par des hommes armés de fusils d'assaut, à proximité du camp de réfugiés d'O'Trao, en territoire thaïlandais. Récemment, le camp de Site-2, qui abrite deux cent mille réfugiés, a été attaqué à deux reprises par des bandes armées. Trois enfants ont été tués et plus de vingt personnes blessées lors de la première attaque.

La deuxième fois, en tentant d'éloigner les bandes, les troupes thaïlandaises chargées de la sécurité de Site-2 ont tiré par erreur un obus de mortier sur le camp, tuant un réfugié et en blessant huit autres. Les cas d'extorsions de fonds sont réguliers à Site-2. De graves incidents, provoqués par des hommes armés, auraient également eu lieu dans un autre camp, celui de Site-B.

Le banditisme se développe tout autant sur les routes du Cambodge. Le 26 août, dans le centre du pays, sur la route n° 5 entre les villes de Kompong-Chhnang et Pursat, huit civils ont été tués et quinze autres blessés lors de l'attaque d'un autobus et de plusieurs voitures. Le banditisme est encore davantage répandu dans l'ouest du pays, notamment sur l'axe Sisophon-Battambang. Et la logique voudrait qu'avec la démobilisation de gros contingents de soldats, en majorité condamnés au chômage, le banditisme de grand chemin fasse un nouveau bond avant que la présence de « caques bleues » contribue, dans la meilleure des hypothèses, à le faire reculer.

JEAN-CLAUDE POMONTI

VIETNAM

Appel en faveur de la romancière Duong Thu Huong

Un Comité international d'écrivains et d'artistes pour la libération de la romancière vietnamienne Duong Thu Huong a été créé, vendredi 27 septembre, à Paris. Deux cent quarante-six personnalités ont déjà signé une pétition en faveur de la romancière, arrêtée à Hanoï le 14 avril dernier et inculpée d'avoir « rassemblé et envoyé à l'étranger des documents nuisibles à la sécurité de l'Etat ». Il s'agit en réalité du manuscrit de son dernier roman, *L'Art de l'humilité*, qu'elle a fait parvenir à une maison d'édition parisienne.

M^{me} Duong Thu Huong, qui doit

être jugée à huis clos dans les prochains jours, risque une condamnation à dix ou vingt ans de prison, voire la peine capitale. Elle avait demandé publiquement à plusieurs reprises, notamment devant le congrès de l'Union des écrivains vietnamiens, en octobre 1989, « l'abolition de deux principes barbares : la dictature du prolétariat et le centralisme démocratique ».

► Comité Vietnam pour la défense des droits de l'homme : 25, rue Jaffoux, 92230 Gennevilliers. Tél. (Paris) : 47-93-10-81. Fax : 47-91-41-38.

AMÉRIQUES

PÉROU : tout en poursuivant sa politique de la terre brûlée dans les campagnes

Le Sentier lumineux lance une offensive dans les bidonvilles de Lima

Isolée sur le plan politique et récemment lâchée par une dizaine de dirigeants de communautés paysannes (le Monde du 21 septembre), la guérilla maoïste du Sentier lumineux tente d'investir les bidonvilles de Lima, sans pour autant abandonner sa politique de la terre brûlée dans les campagnes. Ses actes terroristes visent particulièrement les centaines d'organisations qui s'efforcent de venir en aide aux plus démunis dans la capitale.

LIMA

de notre correspondant

Les quinze kilomètres de la propriété sont entourés de hauts murs et de tranchées. A ses quatre angles, des miradors. Le visage dissimulé par un mouchoir, des hommes y font le guet, le canon de leurs armes pointé vers la piste. Ceux qui ne sont pas du quartier

et se contentent d'emprunter la voie publique en direction de la montagne doivent montrer patte blanche à de faux badauds munis de talkies-walkies. Vue de dehors, cette fortification pourrait abriter une garnison ou un camp de prisonniers. Ce n'est qu'un bidonville de terre battue, celui de La Racana, situé au sud de la capitale.

Il y a une quinzaine d'années, c'était un haras. Abandonné par son propriétaire, le terrain a été envahi par des centaines de sans-logis, qui y ont improvisé des abris de paille nattée. La tentative de la police pour les en déloger l'année dernière s'est soldée par la mort d'un de ces habitants, Felix Racauna. En son honneur, les baraquements portent désormais son nom.

La Racana aurait pu n'être qu'un bidonville de plus parmi les milliers que l'on dénombre dans la capitale, si le Sentier lumineux n'avait décidé d'y installer un des premiers « comités populaires ouverts », inspirés des cellules de base des Khmers rouges de funeste

mémoire, sous le régime « communiste » de Pol Pot, au Cambodge.

Malgré l'état d'urgence auquel est soumis Lima à seulement huit kilomètres du palais présidentiel et à un kilomètre du centre d'entraînement de la DOES - le corps de police spécialisé dans la lutte antiterroriste - le Sentier lumineux a, pendant des mois, hissé le drapeau rouge frappé du marteau et de la faucille, lancé des « vivats » à la gloire du « président Gonzalo » (surnom d'Abimael Guzman, fondateur du Parti communiste péruvien Sentier lumineux, PCP) et préparé les 1 200 familles du bidonville à la « résistance active », en prévision d'une nouvelle intervention de la police. Les gamins n'ont plus joué à la petite guerre. Entre leçons, chansons et exercices, ils ont été entraînés, dès leur plus jeune âge, à la lutte armée.

La police impuissante

Lorsque, le 9 août dernier, les camions de la police se sont diri-

gés vers La Racana pour faire respecter l'arrêt d'expulsion édicté par le juge, la population était sur le pied de guerre. La route qui mène à la cordillère avait été parsemée de barrières bien avant la déviation qui conduit au bidonville. Les cent cinquante policiers dépêchés sur les lieux, utilisant des grenades lacrymogènes et des rafales de plomb, ont résisté pendant plusieurs heures à une avalanche de pierres lancées par les habitants, presque tous des jeunes au visage masqué. A court de munitions, les policiers ont fait demi-tour. Le lendemain, le propriétaire du terrain, M. Antonio Isola, recevait, de même que sa famille, des menaces de mort des « sentinélites », qui faisaient exploser une voiture piégée devant l'une de ses usines, proche de La Racana. M. Isola a alors décidé de vendre le terrain aux envahisseurs, à un prix symbolique.

L'armée est finalement intervenue début septembre, en faisant preuve d'une retenue inaccoutumée. Mille cinq cents soldats ont encerclé le bidonville, avant d'y pénétrer de façon pacifique. Les soldats ont recensé les habitants, leur ont distribué des vivres, des vêtements et des médicaments. Dans une tente de campagne, un médecin et un dentiste ont commencé à recevoir les patients. Et le drapeau péruvien flotte de nouveau sur la place de cette barrière.

Une nouvelle « stratégie urbaine »

Le Sentier lumineux s'est provisoirement replié sur les bidonvilles voisins et la montagne, faisant au passage exploser quelques bâtons de dynamite. Les guérilleros ont en particulier tenté de s'emparer au nord de Lima, où les 12 000 familles du programme d'urbanisme populaire lancé par la mairie locale de gauche avaient, début août, affronté une meute de casseurs qui voulaient les déloger. Le bilan après quarante-huit heures d'affrontements avait été de huit morts et près de deux cents blessés.

Au nord, au sud, à l'est, dans toute la ceinture de misère qui encercle la capitale, la consigne sentinélite « combatir y resistir », déboulonnée des murs : incapable de déloger la gauche de la direction des syndicats, le Sentier s'est rabattu sur la défense des secteurs les plus démunis de la population. Après plusieurs années d'orthodoxie maoïste, l'idéologie sentinélite est en effet devenue plus pragmatique. Pour asphyxier la capitale - le cœur hypertrophié d'un pays où vit le tiers de ses habitants - et où sont installés plus des deux tiers de son appareil productif - la nouvelle stratégie du Sentier consiste à frapper en son cœur, tout en continuant d'essayer de flouler du reste du pays. Le PCP joue donc désormais sur tous les tableaux : tenter d'accroître son emprise dans le monde rural et conquérir les bidonvilles.

Mais, dans les bidonvilles comme dans les zones rurales, ou les centres miniers, la campagne du Sentier lumineux pour « combattre les contradictions » se heurte à des organisations populaires très structurées. A Lima, il s'agit des organisations de survie (soupe populaire, programme gratuit du verre de lait, etc.) mises sur pied par l'Eglise, la gauche et les organisations non gouvernementales. Pour les combattre, le Sentier lumineux dynamite les provisions de lait et de flocons d'avoine ou les centres d'approvisionnement, assassine curés, religieux, techniciens et dirigeants des programmes d'entraide et de coopération. En une semaine, la responsable des « popotes » du port de Callao a été assassinée, le centre d'approvisionnement du bidonville pilote qu'est Villa el Salvador - avec ses trois cent mille habitants - a été dynamité et quatre dirigeants populaires également massacrés. Dix mille cantines fonctionnent actuellement dans la capitale, qui contribue, tout bien que mal, à l'alimentation d'un million et demi de désemparés. Détruire cette organisation peut pousser plusieurs dizaines de milliers d'habitants au

désespoir, à la délinquance ou au terrorisme, espèrent les « sentinélites ». Ces derniers sont accusés d'être responsables de la plupart des actes terroristes qui ont provoqué, au cours des douze derniers mois, la mort de plus de 3 000 personnes au Pérou, qui a subi aussi les attentats des guérilleros du Mouvement révolutionnaire Tupac-Amaru (MRTA, d'inspiration gauchiste).

Le drapeau péruvien flotte de nouveau sur La Racana mais, lorsque l'armée pèlera bagages, il est fort à parier que les guérilleros du Sentier y reviendront pour punir « les lâches et les trahisseurs ». Sauf si la population de La Racana est suffisamment forte pour les expulser et convaincre qu'elle doit le faire. Sauf aussi si les forces de l'ordre restent en état d'alerte et disposent des moyens d'intervenir pacifiquement dans cette barrière et dans le millier de foyers insurrectionnels qui courent dans les bidonvilles de la capitale. Sauf si l'Etat parvient enfin à trouver les moyens de sortir des centaines de milliers de laissés-pour-compte de la misère.

NICOLE BONNET

Assassinat d'un général - Le

général Walter Peña Rivas, directeur de l'hôpital militaire de Lima, a été assassiné sur une plage, dans la soirée du mercredi 25 septembre, par des inconnus qui l'ont abattu de plusieurs coups de feu à la tête et au thorax, a annoncé la police. L'assassinat n'a pas été revendiqué. Par ailleurs, plusieurs attentats à l'explosif, attribués par la police aux guérilleros maoïstes du Sentier lumineux, ont plongé dans l'obscurité une grande partie de Lima ainsi qu'une vaste région côtière, dans la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 septembre. Une douzaine d'explosions ont été recensées, visant des bâtiments publics, des agences bancaires et des pylônes électriques. (AFP)

EN BREF

CHINE : démenti à propos d'un arsenal nucléaire nord-coréen. - Le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, M. Wu Jianmin, a démenti jeudi 26 septembre, en la qualifiant d'« invention complète », une information, publiée mercredi par le journal sud-coréen JoongAng Daily News, selon laquelle la Corée du Nord avait informé Pékin qu'elle allait se doter d'armes nucléaires. (AFP)

13 400 dollars par an pour une famille de quatre personnes) est passé de 31,5 à 33,6 millions en un an. Deux tiers des Américains pauvres sont blancs mais le taux de pauvreté (32 %) est plus élevé parmi la population noire. (AFP, Reuters)

INDE : vingt-sept séparatistes musulmans tués au Cachemire. - Vingt-sept séparatistes musulmans ont trouvé la mort depuis le début de la semaine dans des affrontements armés avec les forces de l'ordre au Cachemire, le seul Etat indien à majorité musulmane, selon un bilan communiqué jeudi 26 septembre par l'agence indienne PTL. Vingt et un militants ont été tués et cinq autres arrêtés alors qu'ils tentaient mercredi de franchir clandestinement la frontière indo-pakistanaise dans

une région soumise au couvre-feu, précise l'agence d'information.

SALVADOR : ouverture du procès des militaires impliqués dans l'assassinat de six jésuites. - Le procès des neuf militaires accusés d'avoir assassiné six prêtres jésuites et deux de leurs employés en 1989, s'est ouvert jeudi 26 septembre à San-Salvador. A l'exception du colonel Guillermo Benavides, tous les inculpés ont reconnu leur culpabilité. Les dirigeants jésuites et les représentants de l'Eglise catholique ont déploré que les commanditaires des assassinats ne se trouvent pas au banc des accusés. Par ailleurs, trois guérilleros ont été tués et quatre soldats blessés jeudi, à l'expiration de la trêve que les rebelles avaient décrétée pour faciliter les négociations de paix à l'ONU, qui ont abouti mercredi à la signature d'un accord de principe.

ZAIRE : alors

L'armée manifeste

Des manifestations violentes ont éclaté à Kinshasa le 26 septembre, à l'occasion de la manifestation des soldats. Une source militaire a déclaré que les soldats ont refusé de précéder le président.

La situation est tendue dans la capitale. Les soldats ont refusé de précéder le président. Les soldats ont refusé de précéder le président.

Et si

« orchestre » Les manifestations ont été violentes. Les soldats ont refusé de précéder le président. Les soldats ont refusé de précéder le président.

BRAZZAVILLE

Les manifestations ont été violentes. Les soldats ont refusé de précéder le président. Les soldats ont refusé de précéder le président.

Les manifestations ont été violentes. Les soldats ont refusé de précéder le président. Les soldats ont refusé de précéder le président.

Les manifestations ont été violentes. Les soldats ont refusé de précéder le président. Les soldats ont refusé de précéder le président.

Les manifestations ont été violentes. Les soldats ont refusé de précéder le président. Les soldats ont refusé de précéder le président.

Les manifestations ont été violentes. Les soldats ont refusé de précéder le président. Les soldats ont refusé de précéder le président.

Les manifestations ont été violentes. Les soldats ont refusé de précéder le président. Les soldats ont refusé de précéder le président.

Les manifestations ont été violentes. Les soldats ont refusé de précéder le président. Les soldats ont refusé de précéder le président.

Les manifestations ont été violentes. Les soldats ont refusé de précéder le président. Les soldats ont refusé de précéder le président.

Les manifestations ont été violentes. Les soldats ont refusé de précéder le président. Les soldats ont refusé de précéder le président.

AFRIQUE

ZAIRE : alors que la situation reste tendue dans le pays

L'armée a violemment réprimé une manifestation de l'opposition à Kinshasa

L'armée zairoise a violemment réprimé une manifestation organisée par l'opposition à Kinshasa, jeudi 26 septembre, a annoncé à Bruxelles le ministre belge des affaires étrangères, M. Mark Eyskens. Une source proche du gouvernement zairois a confirmé que ce nouvel incident avait fait plusieurs blessés, mais s'est refusé à préciser s'il y avait eu des morts.

Selon le Quai d'Orsay, la situation reste « préoccupante » dans la capitale zairoise et « tendue » dans divers points de la province. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a également affirmé que « le problème qui se pose dans les prochains jours à Kinshasa est celui de l'approvisionnement, qui risque

d'entraîner des problèmes d'ordre public ». Le gouvernement zairois a adopté un plan d'urgence pour l'approvisionnement de la population en produits alimentaires et créé un comité interministériel de crise. Des dispositions ont été prises pour améliorer « la situation sociale des militaires », a annoncé le cabinet.

A Bruxelles, une délégation de l'opposition zairoise a protesté contre l'intervention française au Zaïre, considérée comme « un soutien au régime du dictateur Mobutu ». « Si le gouvernement français a le souci de sauver le peuple zairois, il convient que la France s'engage sur la fermeté à l'égard du régime de Mobutu », estime l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), qui « constate avec amertume la collaboration des militaires français avec la DSP » (Division spéciale présidentielle). Le Quai d'Orsay

a quant à lui fait savoir qu'il continuait à faire « passer des messages pressants » au président Mobutu « pour qu'il prenne des mesures visant à accélérer le processus démocratique et à réformer la gestion du pays ».

A Washington, le département d'Etat a confirmé le soutien accordé à la Belgique au Zaïre. « A la demande des gouvernements français et belge », des avions de transport ont quitté leur base en Allemagne afin d'effectuer « probablement cinq allers-retours » vers l'Afrique.

Enfin, l'organisation humanitaire Médecins sans Frontières-Belgique, qui a des bases dans le pays, a déclaré que les équipes sur place, à l'indiqué, ont eu à soigner des blessés et à recueillir des cadavres, mais qu'elles n'ont pas pu aller plus loin en raison de la situation.

Et si les pillages avaient été « orchestrés par le régime »...

L'opposition zairoise a proposé, jeudi 26 septembre à Kinshasa, que M. Etienne Tshisekedi (UDPS, Union pour la démocratie et le progrès social), l'un des opposants les plus farouches au président Mobutu, devienne premier ministre d'un « gouvernement de salut public ». M. Nguzi Karl Bond, l'un des dirigeants de l'opposition, a également accusé le président Mobutu d'avoir délibérément provoqué les violences pour empêcher le processus démocratique attendu dans le pays.

BRAZZAVILLE

de notre envoyée spéciale

Le régime du président Mobutu a été fortement ébranlé par la récente vague d'émutes qui a secoué Kinshasa. Nul ne sait comment les choses vont tourner désormais, tant la situation reste tendue. Mais le côté spectaculaire de cette première explosion de pillage n'a pas suffi à effacer les « émeutes ». Trop de détails, dans le déroulement des émeutes, ont rendu les observations sceptiques quant au caractère réellement spontané de ces deux jours de révolte populaire.

D'ailleurs se sont ainsi étonnés de voir que les pillages aient pu se faire dans les stations d'essence, les banques. Le fait que les militaires aient convoqué les civils à se joindre à la mise à sac de la ville, tout en évitant que des violences physiques soient exercées à l'encontre des personnes démunies, laisse également soupçonner.

Malgré plusieurs cas - isolés, semble-t-il - de bousculades ou d'agressions, l'immense majorité des étrangers ont eu plus de peur que de mal. Si beaucoup ont perdu tous leurs biens, rares sont ceux, en revanche, qui ont été blessés par la nuée des assaillants. Le plupart des témoignages concordent sur ce point. Ils laissent le sentiment que les soldats-mutins avaient reçu des ordres.

Ou du moins des consignes : piller, d'accord, mais pas de bain de sang chez les Européens. De là à penser que les émeutes de Kinshasa ont été orchestrées par le régime, il y a encore un pas - que certains, dans la capitale, n'ont pas hésité à franchir.

« Lumpen-militarisme »

« Toute l'affaire aurait, en réalité, démarré le vendredi 20 septembre, jour où les militaires devaient toucher leur solde, rapporte un religieux. Une somme ridicule : 85 000 à 90 000 zaires (environ 27 F français), c'est ce qui les a rendus furieux, d'autant plus que, le mois précédent, leur paie, grossie de primes, avait atteint les 300 000 zaires. Quand ils ont vu que les gens ont refusé de prendre leur argent et ils ont écarté les officiers qu'ils allaient se servir eux-mêmes. » « Si cette histoire est vraie, cela signifierait que l'état-major et les plus hautes sphères du régime étaient au courant, presque trois jours avant le début des émeutes, du mécontentement de la troupe. Et sans doute étaient-ils conscients aussi de la détermination des soldats... »

L'impunité accordée par le maréchal Mobutu rassemblerait, dans cette hypothèse, à une « reconnaissance de dette » envers l'état-major, bien plus qu'un véritable « pardon » aux mutins. Ces derniers restent, potentiellement, les plus nombreux : ils sont, dit-on, entre 60 000 à 80 000 hommes, soldats de la gendarmerie ou de l'armée, face aux 10 000 membres de la garde civile et aux 6 000 « gros bras » de la redoutable division spéciale présidentielle (DSP). Ces derniers, pour-compte en tenue - et en armes - représentent désormais une nouvelle menace pour le régime, habitué à jouer du bâton et du pot-de-vin pour se maintenir en selle. Le terme de « lumpen-militarisme », inventé dans les années 70 pour qualifier l'armée ougandaise, pourrait s'appliquer aux « forces de l'ordre » zairoises. C'est la première fois que celles-ci

expriment aussi ouvertement et massivement leur mécontentement. La révolte des hommes de troupe ne date pourtant pas d'hier. Des scènes de pillage analogues, mêlant civils et militaires, avaient déjà eu lieu, affirmé-on, dans le quartier Kinshasa de Limete, le 3 décembre 1990. Ni le président ni le gouvernement ne s'en étaient émus. « Le problème-clé dans ce pays, c'est la nomenklatura : quelques milliers de gens très riches, qui mangent depuis trente ans dans les restaurants du régime », résume un contestataire. Accroché à ses privilèges, cette nomenklatura a longtemps résisté aux sirènes du multipartisme, finalement concédé par le chef de l'Etat en avril 1990.

Opposition divisée

Mais les privilèges du système zairois, cadiques du mouvement pour la révolution (MPR, ex-parti unique) ou proches du président, n'ont pas désarmé pour autant : la conférence nationale censée amorcer les réformes constitutionnelles et enclencher le processus démocratique n'a pas pu démarrer ses travaux. Depuis le 7 août, les séances sont régulièrement interrompues puis suspendues. Le président est tel que l'Eglise catholique, extrêmement influente au Zaïre, a préféré se retirer de la conférence.

La faiblesse de l'opposition, divisée en plusieurs dizaines de partis concurrents, aggrave mal de l'avenir. Les principaux mouvements contestataires, groupés dans un collectif baptisé Union sacrée, manquent encore d'assise et de crédibilité. Il n'y a guère de chance pour que l'appel lancé jeudi par l'ancien ministre Karl Bond, devenu un des chefs de file de l'opposition, qui a proposé la formation d'un « gouvernement de salut public », soit entendu du président Mobutu dont le mandat arrive à échéance en décembre prochain. Mais, personne, désormais, ne se fait d'illusion. « Si on évite le chaos, ce sera un miracle », dit tristement un représentant de l'Eglise.

CATHERINE SIMON

AFRIQUE DU SUD

Aide américaine à l'ANC et à l'Inkatha

Les Etats-Unis vont accorder une aide de 19,5 millions de dollars (6,9 millions de dollars) au Congrès national africain (ANC) et au parti Inkatha à dominante zouloue. Ces deux formations ont été choisies en raison de leur « décision de prendre part aux négociations en vue de mettre au point un accord constitutionnel établissant un système politique démocratique non raciste », a-t-on souligné, jeudi 26 septembre, deux cotés américains. A cet égard, deux mouvements radicaux noirs, le Congrès panafricainiste (PAC) et l'Organisation du peuple d'Afrique du Sud (AZAPO), ont conclu, mercredi, avec l'ANC, un compromis qui pourrait permettre leur présence à la conférence sur la future Constitution. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

LIBAN : à l'occasion de l'assemblée générale des Nations unies

Les « trois présidents » en visite à New-York pour attirer l'attention sur l'avenir de leur pays

Une troïka libanaise se trouve à New-York pour participer à l'Assemblée générale des Nations unies : trois présidents, celui de la République, M. Elias Hraoui (maronite), celui du Conseil, M. Omar Karamé (sunnite), et celui du Parlement, M. Hussein Hussein (chiite), ont fait le déplacement pour souligner en principe la restauration de l'autorité de l'Etat, le partage intercommunautaire du pouvoir et l'« entente nationale » retrouvée.

BEYROUTH

de notre correspondant

Conformément aux accords de Taëf conclus pour mettre fin à la guerre civile, la nouvelle pratique constitutionnelle libanaise accorde le caractère collégial du pouvoir - qui, à vrai dire, existait déjà auparavant, dans l'usage sinon dans les textes - et cette prestation à trois devant la plus haute instance mondiale est une manifestation spectaculaire du nouveau régime à Beyrouth.

C'est M. Hraoui qui prononcera le discours à l'ONU au nom du Liban, mais c'est ensemble que les trois présidents devraient être reçus par M. George Bush et rencontrer de nombreux autres personnalités internationales, notamment le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas.

De ce voyage et de ces contacts, la troïka libanaise entend ramener à Beyrouth des engagements moins flous de la part de la communauté internationale. Premier point : la résolution 425 du Conseil de sécurité qui enjoint à Israël de se retirer du territoire libanais. Les autorités de Beyrouth ont relevé une prise de position du président américain à ce propos, dissociant cette question du reste du dossier

du Proche-Orient, notamment des résolutions 242 et 338 sur un retrait israélien des autres territoires occupés et qui doivent faire l'objet de la conférence de paix actuellement projetée. Les dirigeants libanais voudraient que les Israéliens évacuent, sinon leur « zone de sécurité » le long de la frontière, tout au moins la région de Jezzine, située plus au nord.

Un fonds d'aide

Répondant avec célérité aux sollicitations américaines, le gouvernement de Beyrouth a déjà donné des gages de bonne volonté à Washington, en acceptant de participer à la conférence de paix, partant de l'idée que la présence au Liban de 400 000 Palestiniens et leur avenir le concernent fondamentalement. On se fait cependant peu d'illusions à Beyrouth sur les chances de parvenir à autre chose

que des déclarations de principe sur l'application de la résolution 425.

Le Liban fonde-t-il plus d'espoir sur le deuxième point : la création du fonds d'aide arabe et internationale qui lui a pourtant expressément été promis au début du processus de pacification, selon les accords de Taëf ? Un peu plus. Mais on est bien conscient à Beyrouth que la conjoncture n'est guère prometteuse pour le Liban. Qu'il s'agisse d'une aide substantielle des pays arabes, où l'on a trop dépensé pour la guerre du Golfe, ou bien de celle de la communauté internationale, pour laquelle les problèmes de l'URSS et d'Europe centrale sont prioritaires. A Beyrouth, on veut croire néanmoins que le fonds sera constitué et que quelques contributions y seront faites - même symboliques elles seront bienvenues.

LUCIEN GEORGE

Selon M. Walid Joublatt

Le retour des chrétiens dans la montagne druze « n'est pas encore possible »

Le chef druze Walid Joublatt a déclaré, jeudi 26 septembre, que le retour dans leurs foyers des cent cinquante mille chrétiens évacués des secteurs druzes de la montagne libanaise « n'est pas encore possible » et que ce problème doit être résolu dans le cadre d'un règlement global de la question des réfugiés dans tout le pays.

M. Joublatt a cependant appelé la communauté druze « au calme et à la raison », après qu'un chrétien eut, lundi, tué huit personnes, dont quatre militaires libanais, dans un village druze. « Nous voulons considérer qu'il s'agit d'un

incident isolé, bien qu'une personne qui a vécu de telles circonstances (la famille du meurtrier avait été massacrée par les druzes lors de la « guerre du Liban » en 1983) « devienne comme un automate qu'on peut diriger à distance », a-t-il dit.

Selon M. Joublatt, après le conflit de 1983 entre les druzes et les chrétiens - qui a provoqué l'exode de la population chrétienne - « une nouvelle réalité sociale s'est instaurée : il y a des villages dans lesquels la coexistence est actuellement impossible, et d'autres où les rancunes sont un peu moins vives ». - (AFP)

IRAK : pour que les experts de l'ONU retrouvent leur liberté de mouvement

Le Conseil de sécurité accepte un compromis avec Bagdad

NEW-YORK

de notre correspondant

A l'issue d'une réunion de consultations, jeudi 26 septembre, le Conseil de sécurité a remis à l'ambassadeur de l'Irak à l'ONU une réponse à la lettre que lui avait remise la veille ce même ambassadeur. Le Conseil, tout en exigeant « la libération immédiate » des inspecteurs de la Commission spéciale et de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) retenus contre leur gré à Bagdad, a accepté en fait la solution qui a été préconisée par l'Irak et qui doit permettre à ces experts

de quitter le bus où ils auront séjourné plus de quarante-huit heures. Vendredi, le chef de la mission d'experts de l'ONU, David Kay, a démenti les informations selon lesquelles certains des inspecteurs avaient reçu l'autorisation de regagner leur hôtel (le Monde du 27 septembre).

Dans sa lettre, qui précise que les experts doivent pouvoir quitter les lieux avec les documents saisis, le Conseil indique qu'il ne « voit pas d'objection » à ce que soit dressé un inventaire contradictoire de ces documents par l'équipe de l'ONU, y compris en présence d'officiers irakiens, de façon à permettre à la Commission de mener

à bien la tâche qui lui a été confiée par le Conseil. Dans ce même texte, le Conseil réaffirme son soutien à l'équipe dépechée sur place par l'ONU, « dont les membres sont des fonctionnaires internationaux civils opérant sous l'autorité du Conseil de sécurité et de la Charte des Nations unies ». Une façon de réfuter les accusations de Bagdad, qui voit un espion, à la solde de la CIA, en la personne du chef de cette mission, M. David Kay, un Américain originaire de Houston - il y a vingt-sept Américains parmi les quarante-quatre inspecteurs.

S. M.

Les tentatives de règlement du conflit israélo-arabe

Le roi du Maroc promet de soutenir « constamment » les Etats-Unis dans la recherche de la paix

Le président George Bush a promis, jeudi 26 septembre, à Hassan II, qu'il recevrait à la Maison Blanche, d'œuvrer à un règlement au Proche-Orient fondé sur le principe de l'échange de territoires contre la paix, mais il n'a obtenu son accord explicite pour la participation du Maroc à une conférence de paix. Selon le sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires proche-orientales, M. Frederick Vredland, le souverain marocain a affirmé à M. Bush que l'attitude d'Israël constituait une « difficulté » et qu'il devait continuer, en fin de semaine, à New-York, ses contacts avec les « pays les plus concernés par le processus de paix pour déterminer le rôle adéquat » que doit jouer le Maghreb.

Les éloges de M. Bush

Hassan II a promis que le Maroc serait « constamment » des Etats-Unis pour la recherche de la paix, ajoutant que la crise du Golfe avait permis de réaliser qu'il est « obligatoire de compter sur la légalité internationale ». « Nous espérons sincère-

ment, a-t-il dit, que la même légalité sera appliquée dans le conflit du Proche-Orient » pour que toutes les parties reçoivent « ce qui leur est dû ». M. Bush a, d'autre part, fait l'éloge des mesures de libéralisation économique et politique prises par Hassan II et a ainsi « applaudi » à la récente libération

de prisonniers politiques. Il a aussi souligné le « courage » du roi du Maroc pour avoir accepté le plan de paix de l'ONU qui prévoit un référendum d'autodétermination, au début de 1992, au Sahara occidental (le Monde du 27 septembre). Il a affirmé que les Etats-Unis souhaitent jouer un rôle « en accord avec ce plan » de l'ONU. - (AFP)

Ces deux derniers mois

Arrestations massives de Palestiniens dans les territoires occupés

L'armée, la police et les services de sécurité israéliens ont procédé « ces deux derniers mois » à l'arrestation de quatre cent soixante Palestiniens activistes de l'Intifada, dont quatre cent vingt militants du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habbache, a annoncé jeudi 26 septembre un porte-parole militaire israélien. Lors d'opérations menées simultanément dans

plusieurs secteurs des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza ainsi qu'à Jérusalem, des Palestiniens auteurs d'assassinats de civils israéliens ou de Palestiniens soupçonnés d'avoir collaboré avec les Israéliens ont été capturés, selon le porte-parole. D'autre part, on a appris jeudi qu'un Israélien de soixante-sept ans a été tué à coups de couteau au nord de Tel-Aviv. - (AFP, Reuters)

TCHAD Des partisans de l'ancien président Habré attaquent des garnisons dans le Tibesti

Une cinquantaine de militaires tchadiens ont été tués au cours de deux attaques lancées par des rebelles, à la mi-août et le 20 septembre, dans le massif du Tibesti, à l'extrême nord du pays, a indiqué, mardi 24 septembre, le gouvernement de N'Djamena.

Dans un communiqué, diffusé à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire, le gouvernement a mis en cause des partisans du « dictateur déchu » - M. Hissène Habré, renversé en novembre par l'actuel chef de l'Etat, M. Idriss Déby -, les accusant d'avoir provoqué un processus d'auto-déstruction qui aurait fait sept morts et treize blessés dans la garnison de Bardat. Une autre embuscade avait eu pour cible, le 18 septembre, des convois de fonds militaires.

Deux jours plus tard, ces rebelles s'attaquaient à la garnison de Zoum, grâce à la complicité de mutins, tuant quarante-deux personnes et prenant en otage les autres militaires ainsi que leurs familles. Face à cette « mission de destabilisation » menée depuis le Niger, le gouvernement a décidé de « poursuivre le dialogue ». Des négociations ont eu lieu avec les auteurs des enlèvements, par l'intermédiaire de chefs traditionnels. Reconnaissant que « la situation n'est pas stabilisée » dans le nord du pays, la France, par la voix d'un porte-parole, a déclaré, mercredi, son « soutien au président Déby qui a engagé un programme de réformes et de réorganisation du pays ».

L'application de la nouvelle loi sur le financement des partis

Les communistes et les « fautes » de la

PATRICK JARREAU

THIERRY BRÉHIER
Le Monde rendra compte la semaine prochaine, dans une page « Éléments », de cette mani-



(Publicité)

Lyne Dorat
Couture - Prêt-à-porter
Sur mesure
11, rue Dupont-des-Loges, PARIS-7
Tél. : 45-51-78-73

JACQUES GAUTIER



L'Espoir : Broche bronze argent cristal sur argent et émaux rubis et topaze
Boucles d'oreilles : Jeux d'Émaux : 2 600 F
OMAI : eau de parfum originale
36, rue Jacob, 75006 PARIS.
Tél. : 42-60-84-33

Chapo
en bois massif
banquette à coussins
14, bd de l'Hôpital, 75005 Paris.
Tél. : 43-31-23-19
303, rue Saint-Jacques, 75006 Paris.
Tél. : 40-51-06-70
Route Saint-Saturnin, 84220 Gordes.
Tél. : 90-72-02-35

depuis 1790
au petit matelot
27, av. de la Grande-Armée, Paris 16^e. Tél. : 45-00-15-51
LE PLUS GRAND SPÉCIALISTE
des VÊTEMENTS et CHAUSSURES
en



GORE-TEX

Accords de saison
dans la tradition

Un nouvel automne proposé à travers les grandes griffes, un prêt-à-porter de luxe, matières et coloris renouvelés pour costumes, vestes, chemises, etc., choisis à

LA VOGUE
38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

FABRICATION A L'ANCIENNE AVEC « PLASTRON VOLANT »
NON THERMOCOLLÉ POUR GARDER LE GALBE MORPHOLOGIQUE
DES ÉPAULES • DE LA POITRINE • ET LE ROULANT DES REVERS

UN VRAI COSTUME
(ENFIN) A 1500 F C'EST LE
NOUVEAU S. MEN'S DE
STEPHANE MEN'S DISCOUT DE LUXE
EN TISSUS : PERCUTÉ, DORMEUIL, SUPER 100S
LE PRÊT-À-PORTER DES GRANDS COUTURIERS
T. LAPIDUS • L. FERRAUD • P. BALMAIN
A DES PRIX : E-TON-NANTS
Tél. de 12 h à 15 h 30 (FOND DE COUR)
5, RUE WASHINGTON
M. et PARK GEORGE
103, 30 ST GERMAIN
M. et PARK GEORGE

QUELQUES AUTRES EXEMPLES : VESTES CACHEMIRE 50 % (8 coloris) : 1 000 F et en 100 % cachemire : 2 200 F (gd luxe), IMPERS : 695 F, CHEMISES T. LAPIDUS ET P. BALMAIN : 200 F, LES VRAIS DUFFEL-COATS ANGLAIS « GLOVERALL » : 1 082 F, PANTALONS DE LUXE PURE LAINE : 350 F EN TISSU CERRUI OU SUPER 100S : 500 F.

AUTOMNE HIVER

D' pensent que l'automne et l'hiver, sonnent le glas des saisons ! C'est oublier un peu vite que l'automne et l'hiver, c'est aussi la rentrée. Or, chaque rentrée est un renouvellement des modes, des couleurs, des parfums... Tout est neuf, les boutiques n'attendent que vos curiosités. Elles regorgent de nouveaux trésors, de jamais vus de folies, de désirs, d'élégances renouvelées. En fait, rien n'est plus joyeux, plus dynamisant, plus constructif qu'une rentrée. Tout recommence, après l'automne l'hiver, après l'hiver le printemps, n'entendez-vous pas sous la neige à venir crisser déjà la jonquille ?

• VRAIS COSTUMES.

Grand événement chez Stéphane Men's où l'on salue le retour des vrais costumes dans une fabrication traditionnelle, à savoir, non collés comme les costumes modernes, mais avec plastrons à volants et avec trois toiles cela donne une vraie tenue de gentleman au vêtement. Enfin et surtout, leur prix est de 1 500 F seulement, pourtant, ils sont réalisés dans des tissus Cerruti, Super-100 ou Dormeuil. Si vous voulez un deuxième pantalon, cela vous coûtera 500 F. 25 coloris au choix environ et vendus avec carnet de garantie ! Chez Stéphane, on trouve aussi des vestes griffées maison à 50 % cachemire pour 1 000 F, 100 % cachemire pour 2 200 F, des chemises Lapidus et Balmain à partir de 200 F, le vrai duffel-coat anglais « Gloverall » à seulement 1 082 F, pantalons de fabrication tailleur à partir de 295 F et mille autres affaires, 5, rue Washington et 130, boulevard Saint-Germain à Paris.

• RETOUR AUX SOURCES !

Chapo revient à la maison ! En effet, les formidables meubles en bois architecturés de Chapo font un grand retour à leur ancienne adresse et dans un nouveau bâtiment, tout juste terminé, au 14 bd de l'Hôpital 75005 Paris avec le numéro de téléphone de l'époque : 43-31-23-18. Rappelons cependant aux lecteurs qui

ne connaissent pas ce grand nom du travail du bois que Chapo crée à contre courant en faisant fi de tout ce qui est toc, trompe l'œil et modes, il aime le bois pour ce qu'il est : beau, raffiné et solide ! Chez lui, vous trouverez des meubles dont ce matériau est la véritable et unique vedette : l'orme, le chêne, quelque fruitiers, certains bois exotiques... dans des formes généreuses, épaisses et franches. En un mot, authentique !

• LE LIVRE A VOS MESURES

Les bibliothèques Leroy proposent une série de modèles qui apporteront sans doute la solution à vos problèmes de rangement de livres. Tout d'abord, vous avez le système « à montants », avec échelle, très pratique, ce modèle traite sans cesse la création à tous les jours tant de succès ! Quatre couleurs vous sont, ici, proposées, blanc, noir, faïence, cajeou ou chêne. Bien entendu, on réalise des finitions sur mesure ! Peut-être préférez-vous une bibliothèque entièrement en bois pour votre salon et avec un plateau orientable incorporé pour votre télévision, diverses portes ouvrantes ou vitrines et autres demi-étagères de librairie ? Cela est tout à fait possible ! Il existe encore un modèle dont les parties modulables sans limites en hauteur se fixent par un système de serrage ! Devis gratuit sur demande, livraison et montage assurés ! 208, avenue du Maine, 75014 Paris. Tél. : 45-40-57-40.

• LES PLAISIRS DE L'AUTOMNE

C'est avec plaisir que l'on voit l'automne arriver, si on connaît « Au Petit Matelot » bien entendu ! C'est en effet, le grand spécialiste de vêtements de loisir et c'est chez lui que vous trouverez le choix farfelu dont vous rêvez ! Voici d'abord un clin d'œil à l'air du temps avec toute une sélection de vêtements matelassés, en nylon, en « peau de pêche », avec duvet. Bref, des vestes pour hommes et femmes, à partir de 500 F. Découvrez aussi des duffel-coats matelassés, en toile hui-

lée sèche, c'est nouveau et très sympathique. D'ailleurs, si vous aimez les duffel-coats, votre bonheur est là, chez ce Petit Matelot qui propose un choix de vingt-deux coloris. Qui dit mieux ? N'oubliez pas, en plus de toutes ces merveilles, une ligne très complète en Gore-Tex ainsi que les classiques en tissu « loden » indétrônables ! 27, avenue de la Grande-Armée, 75016 Paris.

• L'ÉLÉGANCE AU FÉMININ !

Chez Lyne Dorat, on vient de présenter une nouvelle collection de prêt-à-porter, de style très court, comme d'habitude ! Les clientes le savent bien et c'est leur fidélité qui permet à cette maison de maintenir des prix très raisonnables, sans jamais faillir à la qualité, tant pour les matières que dans la façon. Vous l'avez compris, Lyne Dorat s'adresse à une femme pour qui l'élégance veut encore dire quelque chose et dont l'activité professionnelle exige une allure qui ne doit pas exclure le confort. Elle trouvera tout cela : tailleurs anthracite garnis de velours noir à 5 980 F, d'autres à partir de 2 990 F, manteaux en cachemire et laine : 2 980 F, chemises à 590 F, robes ravissantes à partir de 2 790 F. 11, rue du Pont-des-Loges, 75007 Paris.

• LA PARKA IDÉALE

Elle est arrivée, la parka idéale, vous la trouverez chez La Vogue à deux pas de l'Opéra Garnier. Multipoches, tout terrain, chaude et légère, 1 090 F à La Vogue, les imperméables sont matelassés, de style trench, très chic et en trois couleurs : kaki, vision ou gris 1 190 F. Voici encore un grand choix de costumes, signés Louis Féraud et Pierre Cardin à 2 790 F, de beaux cavares, rayons la fantaisie... La Vogue aime aussi la mode optimiste et propose un grand choix de vestes 60 % cachemire dans des coloris formidables, bleu, rouge, gris, etc. 2 990 F seulement. Toujours dans des couleurs expressives, voici des chemises en velours fines côtes 100 % coton, 395 F. Parmi les promotions du moment, on retiendra le costume croisé, gris bleu, en laine à 1 990 F. La Vogue, 38 boulevard des Italiens, 75009 Paris.

• LA CHASSE AU PRIX

La crise dont tout le monde parle n'existe pas chez David Shiff qui livre une véritable chasse au prix, ainsi les affaires ne manquent pas dans son Club des Prix ! Ici, dans cet hôtel particulier sur trois niveaux, il y a une ambiance amicale, très « club », on encourage les clients à oublier leurs soucis quotidiens à l'aide de prix serrés ! Par exemple, les vestes en cachemire à 2 990 F, et cela dans le plus grand choix de France et, sûrement même, d'Europe, c'est incroyable ! Voici encore de formidables costumes pour hommes, en laine super-100 pour 1 990 F au lieu de 5 500 F ! Madame trouvera des tailleurs en laine à 1 590 F au lieu de 4 000 F. Il en existe par ailleurs, en laine super-100 également ! Voici encore des robes en laine de styles différents, à 990 F et des manteaux en cachemire et laine à seulement 1 990 F ! De quelle crise parle-t-on ? David Shiff, 17, rue Lecourbe et 146, rue de Courcelles, à Paris.

• LA POURRURE CRÉATIVE

Tout est possible chez le fourreur Michel Muller, qui, grâce à sa formation chez Christian Dior, connaît ce métier par cœur. C'est pourquoi, dans sa boutique entièrement refaite à neuf, il se propose de transformer et de rénover votre ancienne fourrure en un vêtement tout à fait nouveau ! Bien entendu, Michel Muller crée également sa propre collection dans laquelle nous avons découvert une pelisse en popeline noire, imperméable bien sûr, au col en renard, entièrement amovible. Elle est garnie et doublée de lapin rasé façon castor, 3 890 F, une très bonne empiète en ce début de saison. Voici encore une superbe veste longue en vision couleur sauvage et col renard, à seulement 9 900 F. Chez Michel Muller vous trouverez aussi des modèles signés Christian Dior, Jean-Louis Scherrer et Guy Laroche, 160, avenue Daumesnil, 75007 Paris (CB, American Express).

• LA GRANDE TRADITION

Bien que les clients du tailleur Legrand viennent des cinq continents, rien n'empêche les Parisiens d'ouvrir les portes de ce magasin tellement sympathique, avec son plafond aux cent quarante-quatre caissons de bois, et de profiter de sa devise : « A qualité égale, nos prix sont les plus bas ». Cette maison, qui fera bientôt ses cent ans, travaille, bien sûr, dans la grande tradition, mais cela ne veut pas dire pour autant qu'elle n'ait pas un air d'aujourd'hui. Au contraire, elle vous propose un choix entre 3 000 à 4 000 tissus selon la saison, et tous dans des grandes marques, de la très solide Reil de Taylor à la flanelle Harrison et bien d'autres. Le costume « mesure » est au prix de prêt-à-porter, c'est-à-dire 2 690 F et la livraison est rapide. Avec les progrès de l'informatique, les grands sont habillés trop petits et les petits trop grands. Pas de risque chez Legrand Tailleur, Legrand, 27, rue du 4-Septembre, 75002 Paris.

• TOUTES GRIFFES DEHORS

C'est avec une quatrième boutique que les célèbres magasins « Toutes griffes dehors » ouvrent la saison ! Ce sont les spécialistes du prêt-à-porter dégriffé (et aussi griffé) des grands couturiers. Il s'agit de fins de série et de retour de l'exportation, ce qui vous permet de bénéficier de prix exceptionnels, bien que ces prix soient pour des modèles de la saison en cours ! Bref, des affaires en or. Comme, par exemple, ces petites robes, très jeune, en laine à 490 F. Plus habillées, des robes en soie à 890 F. On aime beaucoup les manteaux cache-poux à capuche, rose pailé, à 990 F et encore les vestes trois quarts, en mohair rosé, noir ou violet. Et encore mille surprises que nous vous laissons découvrir en compagnie d'un café ou d'une coupe de bulles offerts par la maison ! 84, rue de Sèvres, 76, rue Saint-Dominique, 17, rue Lecourbe et 146, rue de Courcelles, à Paris.

Ça vient de sortir

L'univers Guerlain !

L'univers Guerlain est de plus en plus sophistiqué. Monsieur, vous découvrez votre eau de toilette *Habit Rouge* et l'exquis *Vétiver* dans des flacons de 200 ml à 395 F. Aujourd'hui, ces flacons sont biseautés et deviennent des objets raffinés pour la salle de bains. Quant à vous, madame, vous adopterez *Elysium*, un nouveau fond de teint fluide, très agréable, qui offre en plus les performances d'un soin, grâce au collagène, 150 F.

Au petit feu !

C'est avec une technique datant du dix-huitième siècle, dite « au petit feu », que l'atelier de Ségrès parvient à redonner aux bijoux de famille comme en ce temps-là, avec ses rares couleurs pourpres, sa palette à l'huile et si étonnante aux effets de relief soyeux. Le service « Soeurs » en est un magnifique exemple, avec ses bijoux démontés comme une feuille d'arbre naturelle, 392 F l'ensemble place 113, rue de la Petite-Fusterie en Aulnay et aussi à New-York !

Le Bas-Armagnac.

Offrez-vous une superbe dégustation d'Armagnac de Castelnau de la région du Bas-Armagnac, cela grâce à Auzil, qui propose un coffret « Découverte de l'Armagnac » dans lequel vous trouverez trois grands millénaires de trois domaines différents ainsi que la Réserve des Moines. Coffret bouteille est de 20 ml, 460 F le coffret. La gamme Camille, gar, très homogène et d'une qualité sans faille, propose, par ailleurs, des millénaires superbes allant de 1918 à 1983, dans les épiceries fines.

L'art de Dior.

Christian Dior est le premier créateur à avoir en l'idée de créer des objets d'art de valeur : c'était en 1955. Ce rayon est devenu un département à part entière de cette maison. C'est ainsi que Jean-Pierre Frère, le responsable de la ligne, a mis en scène quatre tables, chacune représentant une saison, à l'aide d'objets qui remontent jusqu'au premier service créé en 1955 : *Royauté en Coton*. Cette exposition d'art de la table est présentée jusqu'aux fins dans la boutique Christian Dior, 30, avenue Montaigne à Paris.

Renaissance et arabesque !

Une nouvelle et très belle collection de tapis et coussins chez Lesage éditions. Elles ont fait appel à deux stylistes, Agnès Comar, qui excelle avec beaucoup de talent dans les arabesques hispaniques, un style franc du collier qui n'est pas sans rappeler le nouveau baroque ! Et Chantal Thomas, la dame qui donne dans le froissé. Elle propose ici une ligne d'inspiration Renaissance, comme la statue fin et délicat d'un Palladio italien dont le dessin serait noir sur fond blanc, or, rouge ou bleu ! Ces lignes sont disponibles au Printemps et dans les magasins de décoration élégants.

GUNNAR P.

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

laure la me
Jacques Vergès
« testament »

حکذا من الاحول

SOCIÉTÉ

Après la mort de l'ancien chef de la Gestapo de Lyon

M^e Jacques Vergès affirme détenir un « testament » de Klaus Barbie

M^e Jacques Vergès, avocat de Klaus Barbie, décédé mercredi 25 septembre, a affirmé, jeudi 26, que l'ancien chef de la section anti-juive de la Gestapo de Lyon avait laissé un document posthume, expliquant les conditions qui avaient permis l'arrestation des chefs de la Résistance en 1943. « Barbie a laissé un testament, qui est le récit de tout ce qu'il a fait. C'est lumineux, tout devient clair, il n'y a plus de mystère », assure M^e Vergès.

L'avocat a estimé qu'un tel document (dont il ne donne pas le nom des dépositaires) « ne restera pas secret très longtemps » et serait

certainement rendu public « le jour et le moment venus ». De son côté, M. Roger Pando, vice-ministre bolivien de la justice, a indiqué qu'il ne donnerait pas suite à une demande éventuelle de transfert, dans son pays, du corps de Klaus Barbie pour y être inhumé.

Celui-ci avait émis le vœu de « reposer » en Bolivie où sont enterrés, depuis 1982, sa femme et son fils. Il a souligné que l'ancien chef nazi, expulsé de Bolivie en février 1983, pour avoir été un « étranger indésirable », n'était pas un ressortissant bolivien. Il avait acquis la nationalité bolivienne, en 1957, sous une fausse identité, celle de Klaus Altmann. — (AFP, Reuters.)

Les réactions

■ Mme Beate Klarsfeld a estimé que l'ancien chef de la Gestapo de Lyon « a eu la chance de mourir naturellement, ce qui n'était pas permis à ses victimes qui ont eu une mort horrible et brutale ». Celle qui, avec son mari Serge, a consacré sa vie à la poursuite des criminels de guerre nazis a noté : « Nous avons aussi poursuivi ses chefs, mais Klaus Barbie est l'un des rares qui soit mort en prison. C'est grâce à la France qu'il est resté en prison jusqu'à la fin. » M^e Klarsfeld avait retrouvé Klaus Barbie en Bolivie, alors que la justice allemande avait classé son dossier en 1971.

■ M. Alain Jakubowicz, partie civile pour la consécration israélienne du procès de Klaus Barbie : « A l'heure actuelle, on pense plus aux victimes, aux enfants, qu'à Klaus Barbie. Ce décès rappelle le combat mené depuis 1983, depuis ce samedi où il a débarré sur le sol français. C'est grâce à la France qu'il a été un combattant contre une défense (voir : M^e Jacques Vergès) dont on a beaucoup parlé à l'époque et deux mois de débats, de témoignages, sous un angle qui ne s'était jamais vu. »

■ M. Pierre-Marcel Wiltzer, sous-préfet de la région de Belley (Ain) d'octobre 1942 à janvier 1944 et président du musée-mémorial d'Anzin : « Le destin rend justice tardivement. Les tribunaux humains ont fait ce qu'ils pouvaient. Le destin a prononcé la sanction finale contre cet homme qui a fait tant de mal. »

■ M. Frédéric Dagnieu, chez qui Jean Moulin et les chefs de la Résistance française avaient été arrêtés par Klaus Barbie le 21 juin 1941, a déclaré, jeudi, qu'il n'avait « jamais souhaité la mort de personne ». « Je me suis posé la question ces jours derniers lorsque j'ai lu que Klaus Barbie avait été condamné à la peine de mort. C'est une justice que je ne pouvais pas lui faire. »

■ M. Richard Wertheim, le grand rabbin de Lyon : « La diffusion posthume du procès de Klaus Barbie à la télévision témoigne à tout jamais pour les générations futures, à quelles extrémités conduit l'antisémitisme. »

■ Mgr Albert Decourtray, archevêque de Lyon, a mis en garde « les hommes de bonne volonté » contre « tout germe de nazisme » et « tout acte de violence » dans « quelques années, une nouvelle vigilance s'impose. »

H. de B.

MÉDECINE

Dix mille manifestants dans les rues de Paris

Les infirmières en révolte contre « la galère »

Près de dix mille infirmières ont manifesté, jeudi 26 septembre, à l'appel de la Coordination nationale infirmière. La Coordination, la CGT et la fédération CRC (Coordonner, rassembler, construire) appellent à une nouvelle manifestation le 3 octobre, date à laquelle M. Bruno Durieux, ministre de la santé, devrait recevoir les différentes organisations. L'Union infirmière France, préfère, quant à elle, attendre le résultat de cette rencontre. M. Bruno Durieux a annoncé, jeudi soir à Nîmes, sa décision d'« appliquer une méthode décentralisée pour régler, à partir du terrain, les problèmes qui se posent aux hôpitaux » par le biais de « contrats d'aménagement et de conditions de vie » entre ces établissements et les Directions départementales de l'action sanitaire et sociale.

Place Denfert-Rochereau à Paris, rassemblés sous un ciel menaçant, les manifestants se mettaient en mouvement de prendre le chemin du ministère de la santé. « Infirmières en colère, l'enfer est venu à l'appel des différentes organisations syndicales, professionnelles ou non, défilant pour de meilleures conditions de travail. Pour l'occasion, les trois organisations, issues du mouvement revendicatif de 1988, ont eu leurs dimensions pour défilé côte à côte. La Coordination nationale en tête, l'Union infirmière France et la Fédération CRC (Coordonner, rassembler, construire), s'accordent pour réclamer de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires et un accroissement de l'effectif.

Fabienne, elle, n'est pas syndiquée. Infirmière à l'Hôtel-Dieu, diplômée depuis 1988, elle se demande aujourd'hui pourquoi elle n'a pas choisi, une fois son bac en poche, la place d'assistante de direction que lui proposait une



société d'immobilier. On lui offrait un meilleur salaire, sans étude supplémentaire. A 8 500 F, la « vocation » d'infirmière s'effondre. « Les conditions de travail vont en empirant, remarque-t-elle. Il m'arrive souvent d'être seule dans une salle de vingt malades. »

La solidarité des médecins

Toutes les infirmières ne sont pas en proie au doute. Même si, dans l'ensemble, elles quittent la profession au bout de neuf ans d'exercice, certaines tiennent bon. Après trente-cinq ans de carrière, Claude, cinquante-quatre ans, avoue n'avoir jamais été tentée de « laisser tomber ». Surveillante dans un service de psychiatrie au Centre hospitalier de Corbeil, elle raconte les difficultés pour mettre au point le planning, pourvoir aux cinq postes vacants pour lesquels on ne trouve pas d'infirmières, mais aussi l'amour des malades et la passion de la psychiatrie.

Vieille litane du dévouement, disent les plus jeunes qui ne veulent plus continuer « à se faire avoir ». « J'espère arrêter dans deux ou trois ans, confie une infirmière du service des urgences de l'hôpital de Rouen. Mais pour quoi faire ? » Son travail, qui lui voit trois week-ends sur quatre, lui permet à peine de voir grandir ses deux enfants. « Je n'ai plus la même pêche qu'il y a quinze ans », ajoute-t-elle en secouant la tête.

Dans le cortège, plusieurs méde-

cins, hospitaliers ou libéraux, se sont joints aux infirmières. « Nous défendons la même idée de la santé », explique un professeur de pédiatrie de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul. « Pour nous, chaque nouveau-né est un cas d'urgence et toute défaillance serait dangereuse. Alors nous ferons des salles faute d'infirmières. »

Ici et là, au fil du cortège, on aperçoit les petits badges, en forme de cœur, d'Action santé. Ce regroupement de professionnels libéraux est venu en nombre. Donnant, donnant. « On vient soutenir les infirmières, comme ça on espère qu'elles viendront à notre manifestation du 17 novembre », explique le docteur Gérard Maudoux, président de cette organisation.

Vers 13 heures, au moment des négociations, la belle entente des syndicats est mise à mal. Ce n'est pas une, mais deux délégations, qui seront reçues au ministère de la santé. Plus tard, vers 16 heures, à l'occasion de l'assemblée générale à la Bourse du travail, les discussions reviennent au galop. Faut-il appeler uniquement les infirmières à manifester, le 3 octobre, comme le veut la Coordination, ou d'autres catégories de personnel, comme le déclarent le CRC et la CGT ? Faut-il tout simplement manifester, s'interroge l'Union qui préfère, pour sa part, attendre l'entrevue prévue avec le ministre de la santé.

M. L.

« Le code du travail doit aussi s'appliquer aux hôpitaux »

non déclare la présidente de la coordination nationale infirmière

M^e Mireille Cez, présidente de la coordination nationale infirmière, qui compte environ 2 000 adhérents, précise, dans l'entretien qu'elle nous accordé, les revendications de la profession.

« Quelles sont les raisons qui conduisent à nouveau les infirmières dans la rue, trois ans après les accords de 1988 avec M. Evin ? »

« Il s'agit principalement de la dégradation de nos conditions de travail. Depuis les accords de 1988, rien n'a changé ou presque. Nous sommes un monde à part. Les infirmières hospitalières font parfois 35 heures ou plus dans la semaine, sans paiement de leurs heures supplémentaires. On n'imaginait pas cela pour d'autres professions. Le code du travail doit aussi s'appliquer aux hôpitaux. Pour ma part, je travaille la nuit dans un service de pédiatrie avec huit lits de soins intensifs et je suis à mes côtés qu'une auxiliaire de puériculture. Normalement, il faut 2,7 postes d'infirmières pour huit lits de soins intensifs. »

« Où en sont vos négociations avec le ministère de la santé ? »

« A la pénurie des infirmières, on répond par des mesures comme la fermeture de 60 000 lits hospitaliers ou le redéploiement des effectifs. On nous a dit que les directeurs d'hôpitaux recevraient une lettre leur demandant d'améliorer les conditions de travail des infirmières. Mais je ne crois pas que les directeurs d'établissements, qui sont pieds et poings liés par le budget global de l'hôpital, puissent quelque chose pour nous. »

« Nous réclamons donc l'ouverture de négociations sur des bases bien précises : augmentation des effectifs, du salaire, mise en place d'une meilleure formation professionnelle et continue, réduction du temps de travail à 35 heures le jour et 32 heures la nuit, véritable participation aux décisions dans les établissements. »

« Pensez-vous que les infirmières soient prêtes à se mobiliser, comme en 1988, pour atteindre ces objectifs ? »

« La manifestation du 26 septembre doit les aider à reprendre confiance. Plutôt que de démissionner, il faut que les infirmières aient la possibilité de se battre. Les pouvoirs publics devront compter avec elles et, pour cela, elles descendront dans la rue. »

Propos recueillis par MARTINE LARONCHE

ESPACE

■ Nouveau succès pour la fusée Ariane. — La fusée européenne Ariane a enregistré, vendredi 27 septembre à 1 h 43 (heure française), un nouveau succès avec la mise en orbite depuis la base guyanaise de Kourou du satellite de télécommunications canadien Anik-E1. Pour cette opération, Arianeespace a fait appel à l'une des plus puissantes fusées de son catalogue, une Ariane-44 P équipée de quatre propulseurs d'appoint à poudre. Le satellite canadien, construit à deux exemplaires pour le compte de la société Télésat Canada pour une somme de 550 millions de dollars canadiens (2,7 milliards de francs), pèse en effet près de trois tonnes.

Dans la presse allemande

La « mort douce »

BERLIN

de notre correspondant

« Gestapo-Barbie : il est mort d'une manière plus douce que ses victimes ». La disparition du « boucher de Lyon » n'a pas échappé au populiste Bild, qui, avec ses six millions d'exemplaires, livre quotidiennement à l'Allemagne ses thèmes de méditation du jour entre deux pin-ups à croquer et si possible quelques victimes expiatoires à pourchasser.

Le procès Barbie avait été suivi avec attention en Allemagne. L'écrivain Lothar Baier rappelle, dans le quotidien alternatif berlinois Die Tageszeitung, que ce procès s'était voulu « une leçon historique-pédagogique contre la bagatellisation du passé nazi » et qu'il avait raté son but.

Un an après la condamnation de Barbie, souligne l'écrivain allemand, « 15 % des électeurs français n'ont rien contre le fait de donner leurs voix à ce même Le Pen qui, peu de temps après la fin du

procès Barbie, avait qualifié les massacres dans les chambres à gaz de détail de l'histoire de la Seconde guerre mondiale. » La polémique autour des camps de concentration d'Allemagne de l'Est et les récentes scènes de chasse à l'étranger de Hoyerswerda ont, elles aussi, rappelés l'Allemagne à une dure réalité.

Pour l'ancienne Allemagne de l'Ouest, le procès Barbie venait parmi une série d'autres procès menés ces dernières années contre d'anciens tortionnaires nazis. Actuellement, encore, on juge à Stuttgart un ancien SS, Josef Schwemmer, ancien responsable de camps en Pologne, âgé de soixante-dix-neuf ans, qui est accusé d'avoir exécuté de sa propre main quarante-cinq personnes.

On a fait venir les témoins d'Israël et des Etats-Unis. Les dirigeants politiques allemands n'en sont que plus désemparés de voir resurgir dans l'Allemagne réunifiée un passé que l'on espérait définitivement révolu.

H. de B.

RELIGIONS

Président de l'Office des migrations internationales

M. Jean-Claude Barreau est au centre d'une polémique sur l'islam

La Ligue des droits de l'homme et la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) ont demandé, jeudi 26 septembre, la démission de M. Jean-Claude Barreau, président de l'Office des migrations internationales (OMI). Elles entendent ainsi protester contre des déclarations de M. Barreau mettant en cause la compatibilité de l'islam avec le monde moderne. Dans un entretien paru mercredi 25 septembre dans le Quotidien

de Paris, M. Barreau estimait que « l'intégration réussie passe par l'abandon de la pratique musulmane ». Il ajoutait que « les musulmans (...) refusent de se conformer aux lois civiles et au mode de vie des « infidèles » et que « seuls ceux qui ont évolué quittent l'islam (...) la religion la plus asservissante, la plus fermée qui soit ». Il analysait aussi « le problème des bours » comme « la permanence en eux d'un islam refusé ». Le président de l'OMI a démenti,

dans une mise au point diffusée mercredi, avoir dit qu'il fallait « abandonner la pratique musulmane » pour réussir l'intégration, mais a répété qu'il fallait « prendre ses distances avec la Charia » telle qu'elle est pratiquée au Soudan ou en Iran. Cette polémique fait suite à la publication d'un livre de M. Barreau, intitulé *De l'islam en général et du monde moderne en particulier*, qui entend pourtant définir les conditions d'une meilleure compréhension de l'islam.

Le devoir d'irrespect

Ce livre est un pamphlet. Un pied-de-nez à tous les conformismes sur l'islam. Un appel au devoir d'irrespect pour briser le tabou, défaire la « légende dorée », le fœtus de commerce des orientalistes nommément cités, rompre l'« extraordinaire inhibition » qui paralyserait l'intelligence européenne dans son interprétation de l'islam, sa critique d'une œuvre et d'une civilisation, de textes et d'un prophète sacré.

Un blasphème ? Ancien prêtre catholique, aujourd'hui président de l'Office des migrations internationales (OMI) et de l'Institut national d'études démographiques (INED), Jean-Claude Barreau, l'auteur, ne recule pas devant le mot. « L'auteur de cet essai est un croyant. Il n'éprouve aucune envie de blasphème, prévient-il. Mais comment ne pas être indigné de voir qu'en pays d'islam le blasphème risque la peine de mort ? »

Les mines explosent à chaque page. Mahomet, le Coran, « livre archaïque », qui « se situe très en-dehors des autres grands textes religieux de l'humanité ». Désacralisé, le prophète Mahomet, dépeint comme un chef de guerre conquérant, homme à femmes et à poigne. Démystifié, le « grand « faux » prophète » d'un islam qui « a poussé l'enfermement de la femme plus loin qu'aucune autre civilisation ». Caricature, le rama-

dan, « intimidation culturelle et aberration économique ». Stigmatisé, enfin, la loi islamique, qui fait régner le terreur : « L'islam est un voyage dont il est interdit, sous peine de mort, de revenir. »

Par ses provocations, ce livre est courageux et salutaire. Il aura fait le succès du « parti dévot » (le clergé khoméniste) en Iran, les poussées de ferveur islamistes en Égypte ou en Algérie ou la manipulation d'un Saddam Hussein pour sortir de sa saignée un Occident qui en était resté, de sa connaissance de l'islam, à la splendeur des Cordoue, Grenade, Damas et Bagdad du Moyen Âge. Jean-Claude Barreau arrose à l'acidité pure et décapante. Par le brio des évidences — quand il rappelle que l'islam a été plus longtemps colonisateur que colonisé — ou des formules définitives : « L'islam est une religion née du désert et créatrice de déserts. »

Des entorses à l'histoire

La fin de son livre fourmille de propositions pour un islam « réformé ». Mais le genre choisi du pamphlet supporte mal les faiblesses de raisonnement ou les entorses à l'histoire. On peine à suivre l'auteur dans sa théorie du « temps psychologique », cherchant à démontrer l'archaïsme de l'islam

et de Mahomet, « culturellement contemporain du prophète Abraham, qui vivait vingt-trois siècles avant lui ». Jean-Claude Barreau a le droit de préférer l'Illade au Coran et le prophète Jérémie à celui de Médine, mais quand il affirme que « la notion de guerre sainte est indiscutablement d'origine musulmane », il oublie que l'expression vient du pape Urbain II, celui de la première croisade, que le christianisme a aussi ses « guerres justes » (saint Augustin et saint Thomas) et le judaïsme ses « guerres prescrites ».

Il opère un singulier retournement de l'histoire quand il écrit que « la guerre sainte musulmane a infecté le christianisme de la Reconquête espagnole », dont chacun sait qu'elle fut coupable de l'Exil et de la mort de milliers de musulmans et de juifs. Et pour qu'il reprenne la fable des musulmans de Marseille, qualifiés d'intégristes parce qu'ils prient sur la chaussée, alors que c'est d'abord parce qu'ils manquent de mosquées ? Que penser, enfin, de la comparaison entre des pays maritimes comme les Pays-Bas et le Bangladesh, ce dernier jugé coupable, à cause de l'islam, de croupir dans sa pauvreté ?

Le choix du pamphlet est-il le meilleur pour tenter de faire évoluer les esprits, de rendre service aux musulmans modérés en

France qui commencent laborieusement à s'organiser, ou à ceux isolés, baïllonnés, dans les pays dominés ou menacés par les intégristes ? Si, hier, le « sanglot de l'homme blanc », catholique et colonisateur, a pu sembler cautionner les aspects les plus insupportables de l'islam, aujourd'hui, la tentation de juger de cette religion à partir des seuls critères de la modernité occidentale risque de conduire à la même impasse.

HENRI TINCQ

► De l'islam en général et du monde moderne en particulier. Jean-Claude Barreau, Pré aux Clercs, 140 p., 79 F.

SPORTS

■ TENNIS : Lyon accueillera la finale de la Coupe Davis. — La finale de la Coupe Davis de tennis entre la France et les Etats-Unis, les 29, 30 novembre et 1^{er} décembre, sera organisée à Lyon, au Palais des sports de Gerland (9 000 places). Alors que Grenoble était aussi candidate, le bureau fédéral de la Fédération française a pris sa décision « à l'unanimité, et en accord avec les joueurs. »

Ca vice de son

ER

anti-crise

5500 1990

7500 2990

REMARQUABLES

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

La polémique autour de « Nature et fertilité »

Une autre banque de sperme fonctionnait sans agrément à Montpellier

La polémique sur le caractère « illégal » ou médicalement dangereux de quelques banques de sperme humain n'appartenant pas au réseau de la Fédération nationale des CECOS (Centre d'études et de conservation du sperme humain) s'est focalisée fort curieusement sur l'association marseillaise Nature et fertilité. Or cette association n'est pas la seule à avoir fait fonctionner ces dernières années une banque de sperme humain. Une autre association, baptisée Eurospérme, basée à Montpellier, a longtemps œuvré de manière similaire.

Cette association a pour siège le cabinet des docteurs Gabriel Gribou et Nicolas Frits au 131, avenue de Lodève. Eurospérme s'est constituée à partir du stock de sperme congelé conservé à Marseille dans le cadre du CEFER (Centre d'explorations fonctionnelles et d'étude de la reproduction), association créée en 1973 par le docteur Sacha Geller. Il s'agissait alors pour le docteur Geller de s'opposer à la philosophie (dons de couples fertiles à des couples stériles) défendue par le professeur Georges David, qui venait de créer le premier CECOS à l'hôpital de Bicêtre.

Quoique critiqué par les responsables des CECOS, le CEFER devait, compte tenu de l'absence de toute réglementation, fonctionner sans difficultés majeures pendant plus de quinze ans, établissant différentes antennes comme à Montpellier. Le docteur Geller décidait de cesser ses activités, le CEFER devait disparaître en 1989. Le stock de paillettes de sperme congelé par congélation et provenant du plus souvent de donneurs jeunes et célibataires, ne fut pas pour autant détruit. On le retrouva quelque temps plus tard à Montpellier, où le docteur Gribou, un proche du docteur Geller, avait créé l'association Euro-

sperme. En l'absence de tout agrément, mais sans recruter de nouveaux donneurs, Eurospérme développa une activité de banque de sperme en dehors du cadre réglementaire qui commençait, de manière quelque peu contestée, il est vrai, à se mettre en place. Il ne s'agissait nullement d'une activité clandestine, la Sécurité sociale acceptant sans difficulté, au dire du docteur Gribou, de rembourser les paillettes ainsi délivrées. Ce remboursement n'étant plus obtenu depuis quelques mois et dans l'attente d'un éventuel agrément, Eurospérme a cessé toute activité.

A la différence des responsables marseillais, le docteur Gribou ne souhaite pas rendre public le bilan d'activités (volume du stock disponible, nombre d'inséminations artificielles et de grossesses obtenues...) de son association. Il ne cache pas néanmoins une très vive animosité envers le docteur Jean-Jacques Adnet, directeur du CECOS de Reims, qui avait par voie télévisée dénoncé l'existence d'un trafic « illégal ». « A la suite de cette émission, je ne compte plus le nombre d'appels de mères ayant eu recours à une insémination artificielle avec sperme de donneur et qui croient aujourd'hui avoir un enfant contaminé par le virus du sida quand elles n'imagi-

nent pas l'être elles aussi. » Comme dans le cas de Nature et fertilité, le dossier montpelliérain ne pouvait être ignoré du ministère de la Santé. S'adressant au médecin directeur de la santé des Bouches-du-Rhône, le docteur Jean-Pierre Defretin, vice-président de Nature et fertilité, avait exposé, le 20 mars 1990, tous les éléments du problème.

« Il apparaît, comme je vous l'ai dit lors de notre entretien à la DASS puis de votre visite, que le CEFER s'est reconstitué à Montpellier sous la dénomination « ambitieuse » d'Eurospérme écrit-il. Il ne fait donc aucun doute qu'Eurospérme est bien à Montpellier la résurgence intégrale et personnalisée du CEFER de Marseille. Bien que celui-ci ait été, apparemment, dissout... »

« En conséquence, ajoutait le docteur Defretin, un peu lassé de trouver derrière moi la trace de cet organisme fantôme, transporté ou reconstitué, avec lequel je n'ai jamais eu le moindre contact personnel, je vous prie d'annuler ce courrier au dossier en votre possession et d'en faire parvenir la copie au ministère. Ceci afin de me démarquer très officiellement de ces bruits tendancieux et sans doute organisés tant sur la région qu'à Paris. »

J.-Y. N.

Mauvais procès

par Jean-Yves Nau

ALLAIT-IL, comme l'a fait le docteur Jean-Jacques Adnet, accuser quelques médecins de se livrer à un trafic de sperme? Rares les génétiques et infectieux, contaminés par le virus du sida, bénéficiaires substantiels, les accusations formulées sans nuances ne pouvaient qu'émouvoir. Or, elles apparaissent aujourd'hui en grande partie injustifiées. D'abord parce que toutes les précautions techniques indispensables à tout recours à l'in-

sémination artificielle avec donneur étaient bien prises, du moins par l'association Nature et fertilité qui visait le docteur Adnet. Ensuite parce qu'il n'apparaît pas qu'il y ait eu ici de bénéfice particulier né de l'utilisation des paillettes de sperme congelé. Enfin et surtout, parce que les autorités de tutelle - les services sanitaires concernés, le directeur général de la santé et le ministre en personne - étaient informés depuis longtemps déjà de l'existence de ces banques et de leur activité, par ailleurs prise en charge par la Sécurité sociale.

Qu'attendait-ils lors de ce mauvais procès que l'on pourrait à tort croire intenté par les responsables des CECOS soucieux d'imposer dans ce domaine un véritable monopole? Comment faire pour calmer les inquiétudes des femmes qui ont eu recours à l'insémination artificielle avec donneur, et plus généralement pour calmer le doute concernant l'ensemble des activités de procréation médicalement assistées? Le ministère de la Santé n'a en rien cherché à apaiser les esprits, les déclarations de M. Bruno Durieux accablant au contraire la thèse du marché clandestin.

Dans l'attente d'une législation sur les procréations médicalement assistées, il conviendrait de rappeler avec force que les véritables dangers médicaux et éthiques sont ceux que font courir les quelques gynécologues-obstétriciens pratiquant dans le secret de leur cabinet les inséminations artificielles de sperme « frais » provenant de donneurs rémunérés.

JUSTICE

□ Dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis pour un chasseur-métrier par maladresse. - Un chasseur, M. Didier Baubière, vingt-deux ans, qui, le 20 octobre 1990, avait tué par méprise, au cours d'une partie de chasse, en amont de Solihass (Alpes-de-Haute-Provence), un ramasseur de champignons (le Monde du 21 septembre) a été condamné, jeudi 26 septembre, par le tribunal correctionnel de Digne, à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis, assortis d'une suspension de son permis de chasser pour une durée de cinq ans. (Corresp.)

□ Affaire Bakhtiar : une femme placée en garde à vue. - Une femme d'origine iranienne, soupçonnée d'avoir servi d'intermédiaire pour la seconde « planque » parisienne utilisée par Farydoun Boyer-Ahmadi, l'un des trois hommes soupçonnés de l'assassinat de Chabour Bakhtiar, a été placée en garde à vue, jeudi 26 septembre, dans les locaux des enquêteurs. L'interpellation, mercredi 25, de cette femme qui aurait reconnu appartenir aux services de renseignement iraniens, fait suite au séjour des policiers de la brigade d'élite et du juge Jean-Louis Brugnière en Turquie.

F. N.

Les travaux du professeur Zagury

Le Conseil national du sida dénonce l'émission « Le droit de savoir » de TF 1

« Manipulation », « désinformation caractérisée », « déclarations tronquées et trompeuses » : le Conseil national du sida a vivement critiqué, mercredi 25 septembre, la dernière émission « Le droit de savoir », le 12 septembre sur TF 1, consacrée aux travaux du professeur Zagury.

Dès le lendemain de l'émission, portant sur les expérimentations d'immunothérapie menées par le professeur Daniel Zagury (université Pierre-et-Marie-Curie) sur des personnes atteintes de sida, les standards des différents services hospitaliers français spécialisés dans la prise en charge des personnes atteintes de cette maladie étaient assaillis de coups de téléphone. Des malades anxieux réclamaient la possibilité de bénéficier de ces traitements, présentés la veille sous un jour particulièrement favorable.

Le présentateur de l'émission, M. Patrick Poivre d'Arvor, avait même cru pouvoir affirmer que le ministre de la Santé, M. Bruno Durieux, donnait le « feu vert » aux essais thérapeutiques menés par le professeur Zagury, un moment interrompu du fait d'une enquête dont les motifs n'étaient pas précisés.

« Désinformation caractérisée »

La partialité de cette émission était telle que de nombreuses personnalités médicales et scientifiques se sont émuës auprès des responsables de la chaîne. Fait exceptionnel, lors de sa séance plénière du 23 septembre, le Conseil national du sida a adopté le communiqué suivant : « Le Conseil national du sida regrette vivement que des déclarations excessives, tronquées et trompeuses aient pu faire penser aux auditeurs et notamment aux personnes vivant avec le sida qu'un traitement « miracle » existait. Les travaux préliminaires du professeur Zagury

sont l'objet d'une controverse scientifique et de graves réserves ont été formulées à leur endroit par le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale de recherche sur le sida. [...] »

« Construite de façon univoque autour du témoignage très ému d'un patient, l'émission ne présente pas le professeur Zagury comme un sauveur quasi mystique, injustement calomnié, elle n'a pu que susciter de faux espoirs et, en retour, une angoisse additionnelle chez des personnes déjà soumises à une extrême souffrance. »

« Le Conseil national du sida proteste contre cet acte de désinformation caractérisée. Il lui apparaît que les producteurs de l'émission n'ont pas pris la mesure de leur responsabilité face à une maladie transmissible au pronostic si sévère. Le Conseil national du sida rappelle que, dans la lutte contre la maladie, la qualité de l'information reste un impératif d'éthique absolue. »

Dans l'entourage de M. Bruno Durieux, on indiquait, mercredi 25 septembre, que le ministre de la Santé « s'étonnait de la présentation qui a été faite de son interview à l'occasion de cette émission ». Cette présentation, expliquait-on, « est en contradiction avec le fond même de l'interview. Le ministre de la Santé n'a en effet pas à donner un quelconque quitus aux chercheurs. En revanche, il doit s'assurer de la qualité scientifique et éthique des recherches menées. »

A la suite de la publication, le 14 juin dernier, du rapport du professeur Jean-Paul Lévy consacré aux essais d'immunothérapie active menés chez les sujets infectés par le virus du sida, M. Bruno Durieux avait décidé de saisir l'ordre des médecins et de transmettre ce document aux autorités zai-

COMMUNICATION

Une émission de la RAI et du groupe Berlusconi sur la Mafia

Cause commune contre « Cosa nostra »

ROME

de notre correspondant

« Casa nostra... ». Soirée écœurnique à Rome, ce jeudi 26 septembre. Tandis que dans un étonnant duplex entre le Quirinal et la place Del Gesù, la présidence et les chefs de file de la Démocratie chrétienne, après des mois de querelles fratricides, décrètent soudain l'union sacrée, « planchaient » sur la loi de finances tant attendue qui leur évitait peut-être le désagrément d'élections anticipées, un autre dialogue, beaucoup plus surprenant, se mettait en place.

Déposant les armes pour une trêve de cinq heures, la RAI (RAI-3) et sa concurrente privée la plus féroce, la Fininvest (Canale-5) de Silvio Berlusconi ont - fait unique - élaboré un programme à deux voix pour dénoncer la Mafia. Cinq heures de reportages, d'interviews, de témoignages parfois bouleversants sur la loi enfin rompu du silence, le racket, le meurtre.

Personnage central de ce grand exercice d'exorcisme collectif, Libero Grassi, cet industriel sicilien assassiné il y a quelques semaines pour avoir non seulement refusé de céder au chantage mais pour l'avoir dit haut et fort, notamment à la télévision. Un assassinat qui avait fortement secoué l'opinion publique.

« L'Etat en Italie, ça n'existe pas ! »

Pour honorer son courage, Naples, Palerme, Catane, mais aussi Milan étaient au rendez-vous donné par les animateurs dans des théâtres ou plus simplement sur des places publiques comme à Capo d'Orlando en Sicile, où les petits commerçants se sont organisés pour « résister ». Leur message est clair : rester unis, entre nous, pour rompre la loi du racket : « casa nostra » pour en finir avec la « Casa nostra ». Un message auquel s'étaient associés jeudi soir la plupart des grands journaux ita-

liens, mais aussi des juges, des ministres, et une bonne partie de la classe politique.

L'initiative n'a pas manqué de critiques. Mais s'il est vrai que les artifices du « show » l'emportent à l'occasion sur le désir de témoigner, il n'en reste pas moins que les questions ont été posées : Mafia et politique, Mafia et ignorance, Mafia et pauvreté, et surtout la plus importante : Mafia et impunité. « L'Etat en Italie, qu'est-ce que c'est ? Ça n'existe pas ! », s'insurgeait quelqu'un au début de l'émission, tandis que sur l'image suivante, un autre, hébété, regardait brûler, pour la troisième fois sous ce regard, le refus de faire « protéger ». Quand les animateurs demandèrent toutefois aux « témoins » d'allumer des lanternes chez eux en signe de solidarité, l'horizon ne s'est pas embrasé. Peut-être reste-t-il encore beaucoup de lumière à faire sur le sujet.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

« Le Monde » se retire de la revue « Médiaspouvoirs »

Le groupe Le Monde a décidé de se retirer du capital de la revue Médiaspouvoirs. En juin, le Monde avait accepté de participer, par l'intermédiaire de sa filiale Le Monde Editions, à la relance de cette revue trimestrielle consacrée à la politique, l'économie et la stratégie des médias, aux côtés d'éditeurs de presse comme Libération, le Point, l'Evénement du jeudi, Télérama et Bayard-Presses, de l'association Les Amis de Médiaspouvoirs et de l'éditeur La Découverte, ce dernier étant l'opérateur du titre et son PDG, M. François Gèze, le directeur de la publication (le Monde du 18 juin).

Le désaccord entre le Monde et ses partenaires a pour origine la publication, dans le prochain numéro de Médiaspouvoirs, d'un article consacré à l'organisation de la rédaction du Monde durant la guerre du Golfe. Il a été rédigé par une élève de deuxième année du Centre de formation des journalistes (CFJ), Nathalie Segouin, lors d'un stage encadré notamment par Jean-Marie Charon, rédacteur en chef de Médiaspouvoirs.

Apprenant la présence de cet article dans le sommaire du numéro à paraître en octobre, la direction du Monde en a demandé communication à Jean-Marie Charon. Ce dernier a refusé. Après avoir obtenu cet article de M. Gèze, la direction du Monde a estimé que son « caractère superficiel, inexact, en un mot fort peu sérieux » faisait qu'il « n'est pas l'article » que le Monde se proposait d'analyser - ne pouvait avoir sa place dans une revue de qualité, soucieuse d'offrir à ses lecteurs des études sur la presse et les médias fondées sur des méthodes rigoureuses, voire d'inspiration scientifique. »

Une réunion entre les parties prenantes n'a pas permis de concil-

lier les points de vue. La direction du Monde a donc estimé « qu'il y avait eu méprise quant à la vocation et à la mission de la revue » et a fait connaître à ses partenaires son retrait de la société éditrice de Médiaspouvoirs et la démission de Manuel Luchet (secrétaire général du Monde) du comité d'orientation de la revue.

« Ce retrait jette un doute sur les conditions dans lesquelles on peut faire vivre cette revue de façon indépendante, à partir d'une entreprise qui regroupe un ensemble d'éditeurs de presse », déclare pour sa part Jean-Marie Charon. La question des rapports entre actionnaires et équipes éditoriales devait être évoquée lors d'une réunion des actionnaires de Médiaspouvoirs prévue pour le 3 octobre, qui devait mettre en place le nouveau comité d'orientation de la revue.

□ Un numéro de nouveau quotidien La Truffe distribué gratuitement en avant-première. - Deux millions d'exemplaires du nouveau quotidien La Truffe ont été gratuitement mis à la disposition du public dans les points de vente de la presse, vendredi 27 septembre. La parution officielle du quotidien est prévue lundi 30. Il sera tiré à 280 000 exemplaires et vendu 5 F. Imprimé sur huit pages grand format, abondamment illustré de photos, de dessins et de photographies tournées par Karl Zéro (Canal Plus), ce numéro en avant-première, à l'ambition - selon M. Jean Schait, directeur-fondateur, - « de dévoiler au grand jour ce que beaucoup préfèrent passer sous silence ». La Truffe, qui n'a pas recouru à la publicité, dispose de 10 000 lecteurs actionnaires, et souhaite en séduire 20 000.

AGENDA

□ FORUM. - Peut-on croire l'image? Tout peut-il faire image? Quelles images pour mieux penser et défendre les droits de l'Homme? Ces trois thèmes seront au centre du deuxième Forum des droits de l'Homme qui se déroulera à Orléans, dimanche 29 septembre. Tables rondes et débats seront animés par Antoine Spire.

► Renseignements au 38-42-22-22.

□ ANIMAUX. - La Société protectrice des animaux (SPA) procédera, le 28 et le 29 septembre, à un grand week-end d'adoption dans tous ses refuges, en avant-première de la Journée mondiale des animaux, qui se tiendra le 4 octobre. Dimanche, au refuge de Gennevilliers (Hauts-de-Seine), une messe solennelle en l'honneur de saint François d'Assise sera célébrée par le Révérend-Père Jean-Michel Di Falco. Enfin, le

2 octobre prochain, Jean-Paul II délivrera au Vatican un message de soutien aux associations de protection animale et renouvellera son appel pour le respect de la vie animale.

► SPA, 39, boulevard Berthier, 75017 Paris. Tél. : 43-80-40-66.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 26 septembre 1991 :

DES DÉCRETS

- N° 91-978 du 20 septembre 1991 fixant la liste des forêts et terrains à boisier ou à restaurer appartenant à l'Etat, dont la gestion et l'équipement sont confiés à l'Office national des forêts ;

- N° 91-980 du 20 septembre 1991 modifiant le décret n° 81-324 du 7 avril 1981 fixant les normes d'hygiène et de sécurité applicables

aux piscines et aux baignades aménagées ;

- N° 91-981 du 25 septembre 1991 pris pour l'application des articles L.333 et L.332-4 du code de la santé publique et relatif à l'organisation et au fonctionnement de la commission départementale des hospitalisations psychiatriques.

UN ARRÊTÉ

- Du 29 août 1991 portant création d'une école nationale de police à Roubaix.

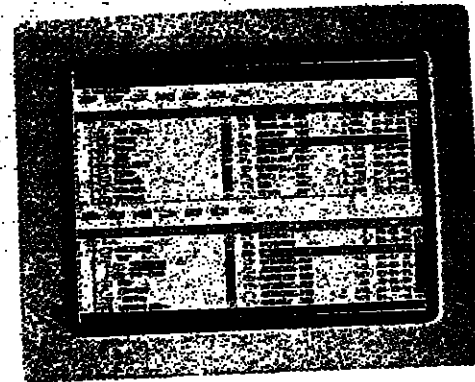
| MERCREDI 26 SEPTEMBRE 1991 | |
|----------------------------|-------|
| 1000 | 1000 |
| 2000 | 2000 |
| 3000 | 3000 |
| 4000 | 4000 |
| 5000 | 5000 |
| 6000 | 6000 |
| 7000 | 7000 |
| 8000 | 8000 |
| 9000 | 9000 |
| 10000 | 10000 |

| TACOTAC | |
|---|----------|
| LE N° 661 271 GAGNE 400 000 F | |
| TOUS LES JEUX DE TACOTAC PAR | |
| 61 271 | 40 000 F |
| 1 271 | 4 000 F |
| 271 | 400 F |
| 71 | 40 F |
| 1 | 10 F |
| DATE LIMITE DE PAIEMENT DES COUPONS : 30 SEPTEMBRE 1991 | |
| TIRAGE DU 26 SEPTEMBRE 1991 | |
| 30 TRANCHE | |
| DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT | |
| Le Monde RADIO TÉLÉVISION | |

هكذا من الوجل

Nouveau Microsoft MS-DOS 5.0: votre micro va se sentir rajeunir pour moins de 790 F. ttc.*

Rajeunir! Retrouver l'énergie et la souplesse de la jeunesse, c'est ce que va pouvoir réaliser votre plus fidèle allié: votre micro. C'est pour lui que Microsoft lance aujourd'hui la Mise à Jour MS-DOS 5.0



conçue pour les systèmes d'exploitation des micros IBM PC, PS/2 et compatibles. Bien que la mémoire conventionnelle de votre PC soit loin d'être défailante, lui en donner plus lui permettra d'accueillir des applications à court de mémoire ou de repousser les limites de taille de fichiers. Sur un PC 80286 ou i386™, MS-DOS 5.0 augmente ainsi la mémoire disponible d'au moins 45 Ko dans la plupart des configurations.

MS-DOS 5.0 dispose d'un centre de contrôle totalement renouvelé à partir duquel peuvent être exécutées toutes les commandes DOS. Ce "Shell" MS-DOS, avec son interface à menus déroulants et son support complet de la souris, constitue un environnement beaucoup plus convivial que la célèbre ligne de commande DOS.

Avec MS-DOS 5.0, Microsoft s'est attaché à rendre les manipulations les plus courantes à la fois simples et performantes. Ainsi, un système complet d'aide est accessible à tout moment, soit par le menu dans le "Shell", soit en une seule instruction à la ligne de commande. Dans le Gestionnaire de Fichiers, répertoires et fichiers se présentent sous forme d'une arborescence d'icônes. Ainsi, pour déplacer un fichier, il suffit de déplacer son icône avec la souris ou d'ouvrir une simple boîte de dialogue.

Le Gestionnaire de Programmes permet de regrouper les applications en fonction de votre propre organisation. Et, avec la nouvelle fonction de Commutation de Tâches, vous pouvez charger puis mettre en attente plusieurs applications sans qu'il soit nécessaire de les fermer pour passer de l'une à l'autre.

L'ancien éditeur de ligne "Edlin"

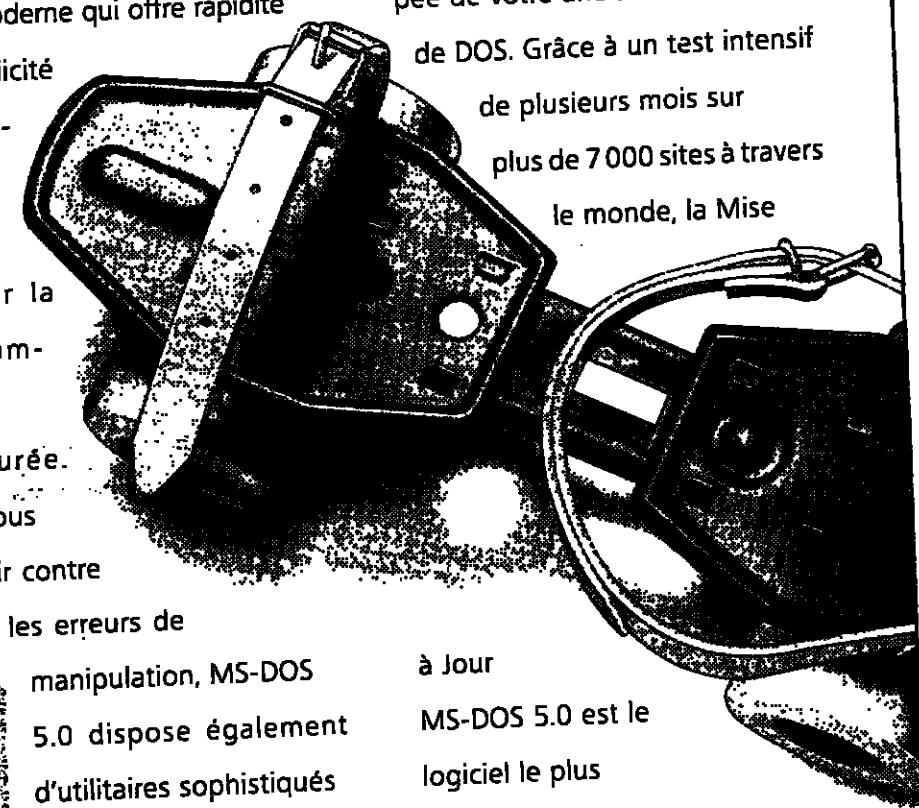
est remplacé par un nouvel éditeur pleine page à menus déroulants "Edit" Succédant à l'interpréteur GW-Basic, le MS-DOS QBasic est un langage de programmation Basic moderne qui offre rapidité et simplicité aux utilisateurs intéressés par la programmation structurée. Pour vous garantir contre toutes les erreurs de



manipulation, MS-DOS 5.0 dispose également d'utilitaires sophistiqués tels que les commandes "Undelete" (récupération de fichiers effacés), "Unformat" (annulation de formatage de disque), ou encore la fonction de reformatage rapide d'une disquette.

Enfin, la Mise à Jour MS-DOS 5.0 est si facile à installer (quelle que soit votre version antérieure de MS-DOS à partir de la 2.10) que vous pourrez remettre à niveau chaque PC de votre parc en un clin d'œil. L'installation peut même se faire à travers le réseau lors d'une session de connexion. De plus,

le package de Mise à Jour dispose d'une procédure de désinstallation vous permettant de retrouver, si besoin était, votre configuration initiale équipée de votre ancienne version de DOS. Grâce à un test intensif de plusieurs mois sur plus de 7 000 sites à travers le monde, la Mise



à Jour MS-DOS 5.0 est le logiciel le plus testé de l'histoire de l'informatique avant sa mise sur le marché. Toutes les configurations matérielles et logicielles possibles ont été envisagées pour offrir une fiabilité maximale à votre configuration.

La Mise à Jour Microsoft MS-DOS 5.0 est maintenant disponible chez votre revendeur habituel.

Pour toutes informations complémentaires, appelez le Service Clients au (1) 69 86 46 46 ou tapez 3616 code Microsoft.

Microsoft, 91957 Les Ulis cedex et à Infomart La Défense - Stand N° 276 niveau 2.



LES LOGICIELS QUI DONNENT DES AILES.

* Prix public conseillé de la mise à jour MS-DOS 5.0. L'abonnement annuel à la revue "Le Monde" est offert gratuitement à tous les abonnés. Microsoft est une marque déposée et l'International Business Machines Corporation est une marque déposée d'IBM Corporation.

ARTS

Le cri de Paris

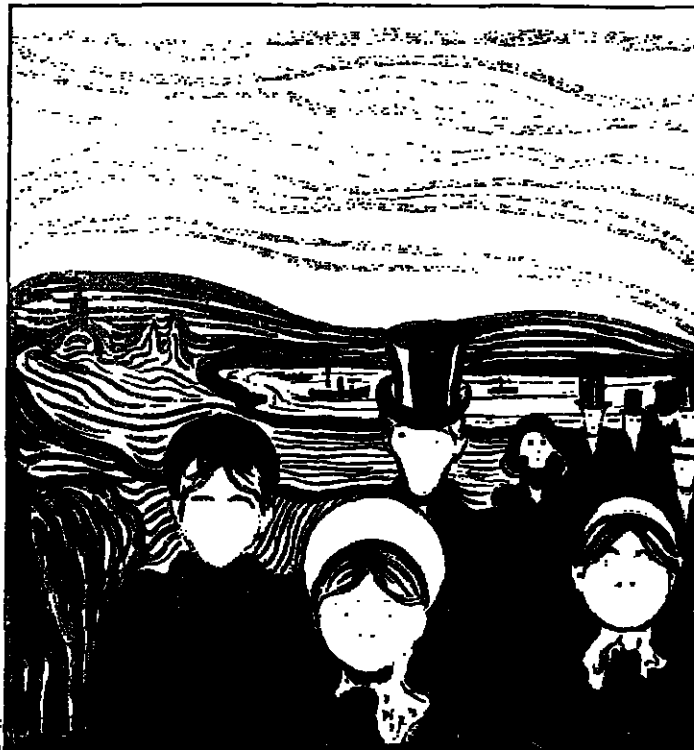
La rencontre du peintre norvégien Edward Munch avec la France, au tournant du siècle dernier, est le prétexte d'une exposition au Musée d'Orsay

Après avoir reçu quelques leçons de naturalisme à la française, à Christiania, aujourd'hui Oslo, où la « bohème » se battait ferme contre l'art des académies à l'allemande, Edward Munch, jeune peintre au talent prometteur, reçut une bourse lui permettant de faire le voyage à Paris. De ce premier séjour, qui dura trois semaines, on ne sait pas grand chose, mais à son retour en Norvège Munch peignit un grand portrait en pied de son ami le peintre Karl Jensen-Hjell, auquel il donna la tournure fine et souple d'un Manet. Beaucoup plus tard, le peintre se souviendra d'ailleurs qu'à l'époque il s'intéressait aux mêmes maîtres que Manet : Velasquez et Courtois.

Ce grand portrait, généralement considéré comme une des œuvres majeures de sa jeunesse, était exposé lors de la rétrospective Munch organisée en Allemagne et en Suisse en 1987-1988, fort peu soucieuse pourtant des liens de Munch avec la France. Mais il ne figure pas, allez savoir pourquoi, dans l'exposition du Musée d'Orsay, dont le propos est justement de débrouiller ces liens volontiers négligés. Munch, considéré comme le grand précurseur de l'expressionnisme, un courant qui n'a rien d'hexagonal, pouvait jusqu'à sembler-il, fort bien s'en passer. Alors que le peintre n'a cessé de regarder vers la France, d'y séjourner, presque autant qu'à Berlin, jusqu'en 1908, date de sa grande déprime après laquelle il ne voyagea plus.

Soit, le traitement de l'affaire par le Musée d'Orsay, avec la complicité du musée Munch d'Oslo, paraît légitime : pourquoi ne pas tenter de montrer les sources françaises de l'auteur du *Cri*, un tableau venu de loin, certes, mais à Berlin, en 1895, mais préparé à Nice par un Munch abreuvé de peinture française ? Mais c'est une affaire compliquée, qui demande du doigté, autant que de l'érudition. Tout ce que peut avancer, dans un livre, un historien d'art, prompt à réduire le phénomène de la création à un vaste réseau d'influences, n'est pas forcément bon à exposer sur des cimaises, où on ne peut nuancer.

Voici donc Munch l'impressionniste, pris entre Sisley et Monet, avec des tableaux des bords de Seine, à Saint-Cloud, où l'artiste norvégien habite quelque temps. Une cimaise plus loin, intérieur nuit : Munch et Monet, avec chacun une fenêtre au fond, et en découpe une lampe et une silhouette. Le sujet est plutôt rebattu à l'époque, mais il y a ce bout de rideau traité pareillement chez l'un et chez l'autre, pour vous convaincre qu'assurément Munch avait vu le tableau du Français. Et ça continue. Munch, à n'en pas



« Angoisse », 1896. Lithographie, Oslo, musée Munch.

douter, a penché pour Jean-François Raffaëlli et sa peinture à tendance sociale, qui fait fureur quand Munch est à Paris. Lequel peint des habitués des cafés et des buveurs d'absinthe, aussi. Comme lui et combien d'autres ?

Pour troubler un peu, voici des grands dessins d'académie, en souvenir du passage de Munch chez Bonnat, en 1889. Puis Munch est confronté à Caillebotte dont le *Balcon boulevard Haussmann* de 1880 a visiblement inspiré directement sa *Rue Lafayette* de 1891 : même composition, même angle, même balcon en oblique, même personnage en haut de forme. Oui, et après ? Après, des tableaux de Munch sont confrontés tour à tour à des tableaux de Van Gogh : l'étoilante *Salle de danse à Arles* aurait bien pu servir à la *Roulette* de Monte-Carlo ; d'Anquetin, de Degas, de Lautrec, *Rose et Amélie* de Munch, au moins en commun avec *Ces dames au réfectoire* la profession, sinon la complicité, mais puisque jeu de rapprochements il y a, nous verrions bien, dans les visages, quelques signes de Seurat, absent de la démonstration, on se demande encore pourquoi. Pardon de n'y rien comprendre.

Puis Munch est rapproché d'Emile Bernard, de Sérusier et bien sûr, de Gauguin. Il fallait bien venir, au cloisonnisme, au vague à l'âme des peintres de Pont-Aven, et aux forêts de symboles, avec lesquels Munch peignait *Mélancolie*, ou la *Voix*, ne pouvait pas ne pas se sentir en sympathie. Là, il aurait peut-être fallu insister, car autrement le problème, qui sait ? En exposant aussi quelques Maurice Denis, de Gauguin les *Misères humaines*, ou *Vendanges à Arles*, sont là, pas très loin du *Cri* (version tempera et pastel sur carton), qui ne s'éclaircit guère. Et plus loin *Uppsal* (1891), son feu de nuit, ses danseurs, ses violons, sont à côté de la *Danse sur la plage* que Munch peint vers 1900. L'espace et les couleurs sont proches, mais le style, comme toujours, est différent et encore une fois on ne sait pas

quelle leçon tirer de la comparaison. Pour finir, on approche le temps du fauvisme, non sans certain relâchement dans la démonstration : il ne suffit pas de deux ou trois drapeaux de Dufly et Marquet, ni même d'une route en perspective accélérée de Derain pour montrer que, cette fois, les Français sont tributaires de l'art de Munch, ou que le matisisme n'aurait pas existé sans lui, comme naguère on l'a dit.

Des références littéraires à foison

Rodolphe Rapetti, pour le musée d'Orsay, et son complice du moment, Arne Eggum, pour le musée Munch d'Oslo (il est bien du mérite à avoir tenté de dépister ce que, sur sa route, Munch le voyageur a vu, retenu de ses rencontres, de ses visites de musées et d'ateliers. Il n'empêche que le jeu des rapprochements engendre bien de la confusion, bien des distorsions quant à la lecture de Munch, ce pauvre Munch éclaté, réduit à une somme d'apports français dont les exemples ne sont pas forcément les bons, au bon endroit, au bon moment. Alors qu'en outre dans son art bien d'autres composantes : berges (Rops), suisses (Hodler), allemandes, viennoises, que sais-je ? des références littéraires à foison, des souvenirs personnels, que chacune de ses œuvres est faite de reminiscences, et que lorsque le peintre est à Paris, il pense à Christiania, qu'à Christiania il pense à Paris et Berlin, et que lorsqu'il emprunte une idée plastique, c'est pour en faire autre chose, la tourner autrement.

Munch a promené partout son histoire personnelle chargée (maladie, mort de la mère, des sœurs, du père, alcoolisme, déceptions amoureuses), sa psychologie morbide, ses femmes vampires aux chevelures tentaculaires et ses images d'échanges de sang. Ce frère de Strindberg avait à dire « la vie moderne de l'âme », sa vie, au tournant du siècle, et cherchait partout comment traduire l'afflux de ses

Les sons norvégiens à Orsay

« Citez un compositeur norvégien, Grieg excepté ». C'est la question à mille francs. Qui explique que Jean-Michel Vester, musicienologue et conservateur à Orsay, se soit lancé dans une mission exploratoire à Oslo, siège d'un nouveau festival : Grieg, à lui aussi, son festival à Bergen, sa ville natale.

« J'ai découvert une vraie école nationale, tributaire par le folklore », Ole Bull, virtuose du Hardanger (violon traditionnel) qui entendit Paganini. Johan Svendsen, violoniste aussi, moins réputé pour son œuvre que pour sa carrière de chef. Thomas Tellefsen, qui étudia auprès de Chopin. David Monrad Johansen, le plus proche des traditions populaires. Fartein Valen, le plus international, proche des sériels...

L'Orchestre de chambre de Norvège, formation bien connue des Français, a inscrit plusieurs de leurs œuvres instrumentales ou mélodiques à ses concerts

A. R.

MUSIQUES

Sappho ou la Grèce enchantée

Angélique Ionatos et Nena Venetsanou conjuguent poésie antique et chant d'aujourd'hui

SAPPHO DE MYTHÈNE aux Bouffes du Nord

Elles sont deux pour chanter à une seule voix les vers de Sappho de Mythène, insolente poétesse d'il y a deux mille cinq cents ans, la « dixième muse » selon Platon. Elles sont deux : Angélique Ionatos, silhouette frêle vêtue de dentelles noires, que l'on imagine en adolescente rebelle, courant pieds nus sur les chemins pierreux de la Grèce, et Nena Venetsanou, mezzo-soprano enveloppée de voiles bleus, blonde rayonnante à la stature de diva. Elles sont, dans le décor dépensé et poétique en diable des Bouffes du Nord, comme chez elles, joues, lèvres, diadèmes, chanteuses hors pair, qui s'octroient dans les deux fois sonnet des vers de Sappho, des séquences récréatives et des silences réparateurs.

Ionatos entame un chant mélancolique : « J'étais mes vers avec de l'air ». Venetsanou, Athénienne éprise d'Édourd, de Garcia Lorca et de Nikos Kazantzakis qu'elle a chantés, s'arrête. Assise en silence sur le banc qui sert de décor, elle laisse couler les mots, aussitôt la musique qu'Angélique Ionatos a composée avec la complicité de Christian Boissel. Puis reprend : « J'ai vu cueillant des fleurs une enfant joyeuse au cœur tendre, plus blanche que le lait, plus souple que l'eau », accompagnée par sa compagne à la guitare, et les quatre musiciens multi-instrumentistes (clarinettes, hautbois, claviers, percussions, massa, marimbass, luth.), qui donnent à tout cela des allures d'authentique musique grecque. Ils tissent à eux tous les

filis de l'imaginaire d'une jeune femme, lointaine par le temps, contemporaine par les sens, dont le Prix Nobel de littérature Odyssée Elytis, son traducteur en grec moderne, nous dit qu'il croit « la voir comme une cousine lointaine avec qui je jouais dans les mêmes jardins, autour des mêmes grenadiers, au-dessus des mêmes puits ».

Pour écrire ce spectacle, créé au printemps dernier au Théâtre de la Ville à Paris, puis au Théâtre de Sartrouville, dont elle est artiste, Angélique Ionatos, Grecque vivant en France depuis de longues années, a retrouvé la complicité de l'écrivain dont elle avait mis les textes en musique par deux fois (*Marie des brumes*, en 1984, le *Monogramme*, en 1987). La vingtaine de poèmes choisis pour *Sappho de Mythène* sont chantés en grec moderne (traduction d'Elytis) et en grec ancien, par respect pour « leur musicalité naturelle ». L'acte ardue, le temps n'a livré des poèmes de Sappho que des fragments entrecoupés d'énigmatiques absences. Nullement dérobée, Angélique Ionatos en a profité pour dévider des silences, appuyer les mots charnières, amplifier les voix, faire sonner les clarinettes et les hautbois, ou au contraire se recueillir dans l'univers saphique, peuplé de couches molles, de rossignols chanteurs et de lunes fuyantes. Preuves du travail, du souci du détail, de la rigueur professionnelle d'une artiste qui n'a jamais dévié du chemin poétique.

VERONIQUE MORTAGNE

► Jusqu'au 6 octobre, à 21 heures. Tél. : 48-07-34-50. Album, *Sappho de Mythène*, chez Tempo-Aurville (Grand Prix de l'Académie Charles-Cros 1991).

CINÉMA

Viviane Romance, la vamp des faubourgs

L'actrice est morte dans la nuit de mercredi à jeudi à Nice. Elle était âgée de soixante-neuf ans.

Elle connut avant la guerre une célébrité, une popularité immenses. Cette brune aux yeux ardents, au physique sensuel, au sourire volontiers canaille, avait été vouée à l'emploi de femme légère ou de prostituée. Elle en dépassa les stéréotypes et s'éleva contre cette image d'elle-même, que d'ailleurs le public ne lui reprochait pas. On aimait chez elle le réalisme, la bonne franchise, un jeu et une diction dont le naturel n'avait pas été entachés de métier théâtral. En 1938, en tête du référendum de la Cinématographie française, organisée auprès des spectateurs, elle battit d'une longueur Danièle Darrieux. Devenue vedette, Viviane Romance bénéficia d'un pouvoir lui permettant d'imposer à l'écran ses partenaires dans la vie privée (Georges Flamant pendant cinq ans, puis à la fin des années 40, Frank Villard, et Clément Duhour), de contrôler les scénarios par la mise en scène de ses films. Elle fit tout avec passion.

Née à Roubaix le 4 juillet 1912, Pauline Ortmans débute très jeune dans la danse, au théâtre du Châtelet. A seize ans, elle pose pour des cartes postales à sujet religieux (on la verra en Jeanne d'Arc), et à dix-huit ans, choriste girl au Moulin-Rouge, elle gifle Mistinguett, qui la fait exploser. A celle qui est devenue Viviane Romance, ce scandale procure une publicité inattendue. Pourtant, de 1930 à 1934, elle végète, figurante dans une flopée de films. 1935 est l'année de sa première rencontre avec Julien Duvivier pour une scène de la *Bandera*, et de son premier rôle intéressant dans *Princesse Tam-Tam*, d'Edmond T. Gréville, réalisateur pour qui elle gardera toujours une profonde amitié.

En 1936, la *Belle Équipe* de Duvivier lui apporte une éclatante consécration. Elle est Gina, la naïve femme qui dresse Charles Vanel et Jean Gabin l'un contre l'autre. On la verra souvent désolée en déshabillé, enfilée ou retirée de la scène depuis 1937. Ses qualités en firent un partenaire privilégié de Nijinsky notamment dans le *Spectre de la rose* aux États-Unis en 1916, de Anton Dolin et de Lifar pour *Giselle*. Formée à l'école du Ballet impérial de Saint-Petersbourg, Olga Spessivtseva y entra en 1914 et, en fin première danseuse en 1918, avant de rejoindre en 1921 Diaghilev à Londres, pour incarner la *Belle au bois dormant*. — (AFP).

Jusqu'au bout du personnage

Ni *Feu sacré* de Maurice Cloche ni *Une femme dans la nuit* que Flamant et elle ont fait réaliser par Edmond Tellepsen, alors interdit sous la pression des autorités allemandes, ne convaincront le public des qualités de la nouvelle Viviane. On la préfère reine des gitanes dans *Carta alba*, de Léon Mathot, également tourné en 1941. Sous la direction de Christian-Jaque, elle se lance, en 1942, dans l'aventure de *Carmen* (d'après Mérimée), film surprenant pour bien des raisons. Quant à la *Boîte aux rêves* (1943-1944), malheureux essai de comédie à l'américaine, signée Yves Allegret, passons...

Jusqu'au bout du personnage

Retirée dans l'arrière-pays niçois, elle entreprend la restauration d'une ancienne cantonnière de tampliers, découvre la foi et relate cette expérience qui la transforme dans un livre, *Romancette à mourir* (Éditions Vertiges du Nord / Carrère). C'était en 1986. Elle lutait depuis contre le cancer.

EN BREF

► M. Raymond Barre n'attend pas pour participer à la polémique sur le Bâtiment de France. L'ancien premier ministre apparaît parmi les signataires de l'Association des amis de la Bdf qui entendait répondre à la lettre ouverte, envoyée au président de la République (le *Monde* des 25 et 26 septembre), mettant en cause l'architecture du futur établissement. M. Barre indique dans un communiqué, avoir reçu le 12 septembre un projet de lettre préparé à l'initiative du président de l'Association. Il n'a pas cru devoir la signer. Sans remettre en cause l'intérêt du projet et la réalisation d'une Bibliothèque nationale moderne, il estime qu'un certain nombre d'observations techniques présentes dans le projet doivent être examinées et écartées.

Après la guerre, c'est de nouveau le malentendu. Si, en 1946, Marcel L'Herbier (*L'affaire du collier de la reine*) et Julien Duvivier, revenu d'exil (*Panique*) savent l'utiliser à son avantage, et mettent en valeur son vrai talent, elle ne connaît par ailleurs que des déceptions (*La Maison sous la mer*, *Carrefour des passions*, *Maya*, *Rasson*, *Au cœur de la cabine*, *Légion étrangère*, etc.) et il faudra Henri Decoin pour qu'en 1955 on la retrouve, remarquable, dans *L'affaire des poisons*.

Un nouveau mariage qui tourne mal des activités de productrice qui la ruinent amènent Viviane Romance à prendre ses distances avec le monde du cinéma. Elle ne reviendra qu'épisodiquement à l'écran (*Mélie de nos-soi*, d'Henri Verneuil, 1962, *Nada*, de Claude Chabrol, en 1973).

Retirée dans l'arrière-pays niçois, elle entreprend la restauration d'une ancienne cantonnière de tampliers, découvre la foi et relate cette expérience qui la transforme dans un livre, *Romancette à mourir* (Éditions Vertiges du Nord / Carrère). C'était en 1986. Elle lutait depuis contre le cancer.

JACQUES SICLIER
► Films avec Viviane Romance disponibles en cassette vidéo : *La Bandera*, *La Belle Équipe*, *L'Étrange Monsieur Victor*, *Le Maison du Maltais*, *Princesse de femmes*, *La Boîte aux rêves*, *L'affaire du collier de la reine*, éditions René Chateau. *Naples au bal* de feu, *L'Esclave blanche*, éditions Montparnasse. *Carmen*, éditions Robur-vidéo.

مكتبة الأصل

LES DOULEURS

Dans une...

1. chapitre des...
2. chapitre des...
3. chapitre des...
4. chapitre des...
5. chapitre des...
6. chapitre des...
7. chapitre des...
8. chapitre des...
9. chapitre des...
10. chapitre des...
11. chapitre des...
12. chapitre des...
13. chapitre des...
14. chapitre des...
15. chapitre des...
16. chapitre des...
17. chapitre des...
18. chapitre des...
19. chapitre des...
20. chapitre des...
21. chapitre des...
22. chapitre des...
23. chapitre des...
24. chapitre des...
25. chapitre des...
26. chapitre des...
27. chapitre des...
28. chapitre des...
29. chapitre des...
30. chapitre des...
31. chapitre des...
32. chapitre des...
33. chapitre des...
34. chapitre des...
35. chapitre des...
36. chapitre des...
37. chapitre des...
38. chapitre des...
39. chapitre des...
40. chapitre des...
41. chapitre des...
42. chapitre des...
43. chapitre des...
44. chapitre des...
45. chapitre des...
46. chapitre des...
47. chapitre des...
48. chapitre des...
49. chapitre des...
50. chapitre des...
51. chapitre des...
52. chapitre des...
53. chapitre des...
54. chapitre des...
55. chapitre des...
56. chapitre des...
57. chapitre des...
58. chapitre des...
59. chapitre des...
60. chapitre des...
61. chapitre des...
62. chapitre des...
63. chapitre des...
64. chapitre des...
65. chapitre des...
66. chapitre des...
67. chapitre des...
68. chapitre des...
69. chapitre des...
70. chapitre des...
71. chapitre des...
72. chapitre des...
73. chapitre des...
74. chapitre des...
75. chapitre des...
76. chapitre des...
77. chapitre des...
78. chapitre des...
79. chapitre des...
80. chapitre des...
81. chapitre des...
82. chapitre des...
83. chapitre des...
84. chapitre des...
85. chapitre des...
86. chapitre des...
87. chapitre des...
88. chapitre des...
89. chapitre des...
90. chapitre des...
91. chapitre des...
92. chapitre des...
93. chapitre des...
94. chapitre des...
95. chapitre des...
96. chapitre des...
97. chapitre des...
98. chapitre des...
99. chapitre des...
100. chapitre des...

3. END D'UN CH...

23 septembre

24 septembre

25 septembre

26 septembre

27 septembre

28 septembre

29 septembre

30 septembre

1 octobre

2 octobre

3 octobre

4 octobre

5 octobre

6 octobre

7 octobre

8 octobre

9 octobre

10 octobre

11 octobre

12 octobre

13 octobre

14 octobre

15 octobre

16 octobre

17 octobre

18 octobre

19 octobre

20 octobre

21 octobre

22 octobre

23 octobre

24 octobre

25 octobre

26 octobre

27 octobre

28 octobre

29 octobre

30 octobre

31 octobre

1 novembre

2 novembre

3 novembre

4 novembre

5 novembre

6 novembre

7 novembre

8 novembre

9 novembre

10 novembre

11 novembre

12 novembre

13 novembre

14 novembre

15 novembre

هكذا من الاجل

CULTURE

MUSIQUES

Les douleurs de croissance de la chaîne musicale

Dans une ambiance préélectorale, MCM poursuit sa difficile gestation

C'est mathématique : à chaque fois qu'approchent les échéances électorales, la polémique autour de la chaîne musicale se fait plus bruyante. Ses partisans - le ministère de la Culture, les industriels du disque et le public des jeunes, régulièrement invoqué par les deux camps - réclament toujours une fréquence hertzienne à Paris pour la chaîne musicale, y voyant un élément essentiel de l'équilibre de l'industrie musicale en France. En face, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), M6 et les opérateurs de réseaux câblés voient dans cette hypothèse un facteur supplémentaire de déstabilisation de l'économie de la télévision - hertzienne et câblée - en France. Pour l'instant, ces dernières semaines, certaines positions se sont assoupies, et ces divisions dans le sursis du référendum pourraient profiter à MCM-Euroculture, la chaîne musicale française, dont le tour de table réunit opérateurs de réseaux câblés et industriels du disque, et dont le principal mérite a été jusqu'à présent de survivre, et qui tente maintenant de se débarrasser de l'étiquette infamante de « robinet à clips ».

Pour les industriels du disque, c'est pourtant la première raison d'être d'une chaîne musicale. « Le public ne peut pas voir aujourd'hui les clips dans des conditions acceptables », explique Patrick Zelnick, qui dirige le groupe Virgin France et préside le Syndicat national de l'édition phonographique. « Nous, artistes et producteurs, faisons beaucoup d'efforts pour réaliser ces clips, et le retour d'images n'est pas suffisant. Le mode de diffusion d'une chaîne musicale n'est pas une question prioritaire pour nous, mais il faut qu'elle touche son public ».

Henri de Bodinat, président de Sony Music France, voit aussi dans une chaîne musicale un « boulevard des clips ». « C'est le cas de MTV, aussi sophistiqué que soit son habillage. Nous avons besoin des clips pour présenter au public de nouveaux artistes. Aux États-Unis, c'est devenu le moyen privilégié pour les faire connaître. L'existence d'une chaîne musicale est la priorité numéro un pour préserver la création musicale en France ».

Les espoirs déçus de Sony Music et de NRJ

L'été dernier, Sony Music et NRJ, tous deux actionnaires de MCM, ont présenté un nouveau projet de télévision musicale, dans l'espoir avant de voir le CSA lancer un appel d'offres pour une fréquence hertzienne sur Paris et dans celui, plus discret, d'obtenir les câbles-opérateurs actionnaires de MCM à demander un canal hertzien pour celle-ci. Espoirs déçus : « Aujourd'hui, je suis réaliste », avoue Henri de Bodinat. « Je sais que personne dans les poids lourds de l'audiovisuel ne veut d'une chaîne musicale hertzienne à Paris. Il me semble que le partage d'un canal entre MCM et la chaîne culturelle serait une solution ».

Au ministère de la Culture, on aimerait bien voir la chaîne culturelle franco-allemande, qui n'aurait que quelques heures par jour, partager ses fréquences hertziennes (dont le très convoité canal 55 à Paris) avec la chaîne musicale. Seul que Jérôme Clément, patron de l'actuelle Sept et de la future chaîne culturelle européenne, ne veut pas de ce partage. Mais les partisans de la chaîne musi-

cale ne désespèrent pas des pouvoirs de persuasion de Jack Lang auprès du président de la Sept.

Au CSA, on continue de s'affirmer convaincu de la non-viabilité économique d'une chaîne musicale hertzienne. Quant à M6, elle tient toujours à son titre de chaîne musicale. Les professionnels de la musique ont beau trouver que les horaires de diffusion des clips (dans la journée avant 18 heures et la nuit) y sont incompatibles avec le mode de vie de leurs auditeurs, Alexandre Baloud, directeur des programmes de M6, rappelle que le quota de 30 % de programmation musicale prévu par le cahier des charges de M6 est respecté. « Une chaîne musicale, une vraie chaîne musicale, devrait être la chaîne de toutes les musiques, ne pas diffuser que des clips, explique-t-il. L'audience des émissions musicales ne permet pas d'atteindre l'audience économique avec une diffusion hertzienne. C'est sur le câble, et à mon avis en demandant un abonnement supplémentaire, que le projet peut être viable ».

Le directeur des programmes de M6, qui continue de revendiquer l'appellation de chaîne musicale française, finit par ajouter : « Je ne suis pas sûr que les jeunes y tiennent tant que ça. Pour eux, la musique, c'est surtout le walkman, la chaîne stéréo. La musique, ça s'écoute plus que ça ne se regarde. Il est permis de demander si la vidéo musicale ne va pas sur le câble ».

Pendant ce temps, à MCM, on observe. Diffusé en hertzien (dans la journée et en soirée) dans le midi sur TMC, à Lyon sur TLM et à Toulouse sur TLT et sur la plupart des grands réseaux câblés, MCM revendique six millions d'auditeurs en France et dix millions en Europe après des accords de diffusion conclus essentiellement dans les pays de l'Est. François Thiellet, directeur général de la chaîne, affirme que celle-ci a renoncé à toute prétention hertzienne : « J'ai un plan de développement sur cinq ans qui ne tient compte que du câble et du satellite. Mais la chaîne n'est pas visible à Paris. Sur l'instance du CSA, qui - en échange de son refus d'un canal hertzien - avait promis de faire pression sur les opérateurs de réseaux câblés pour qu'ils incluent MCM dans leur « bouquet », Paris-Câble a généreusement accordé à celle-ci le centre de la musique, c'est-à-dire la chaîne sur laquelle sont présentés simultanément dans de petites cases les programmes diffusés par le réseau. Bien sûr, Paris-Câble est une filiale de la Lyonnaise des eaux, le seul opérateur de réseaux câblés à être parvenu dans le capital de MCM. En attendant, les artistes, les patrons des maisons de disque, le

milieu musical ne peuvent pas regarder leurs chaînes. Du coup, François Thiellet envisagerait volontiers un autre compromis : toujours sur le canal attribué à la chaîne culturelle, deux heures par jour, MCM servirait de toile de fond à une « vitrine du câble ». Entre les clips, les chaînes présentes sur le câble présenteraient leurs programmes.

Au ministère de la Culture, Bruno Lion, chargé de mission pour le rock et les variétés, voit dans MCM, déjà implantée à Prague ou en Grèce, les prémices de la chaîne musicale du sud de l'Europe, qui fera pièce à l'antenne MTV. « Si MCM a remplacé MTV sur la troisième chaîne à Prague, c'est que la chaîne française a accepté des échanges de programmes avec les producteurs tchèques », fait remarquer Bruno Lion.

A Londres, Brian Diamond, l'un des responsables de MTV Europe, reste sceptique : « Quand je vois les difficultés que nous avons eu à nous implanter sur toute l'Europe alors que nous bénéficions déjà de l'expérience de MTV aux États-Unis, je ne peux que souhaiter bonne chance à une autre chaîne musicale européenne. Pour l'instant, en revanche, des chaînes nationales pourront peut-être mieux répondre que nous à la demande locale. En 1993, MTV se divisera en trois chaînes visant des publics différents grâce à une nouvelle technologie qui permet de sélectionner les programmes sur un même canal. A ce moment, nous serons sans doute à même de mieux nous adapter aux différents marchés européens ».

De toute façon, Bruno Lion est catégorique : « Aujourd'hui, la question n'est pas : quelle chaîne musicale, mais d'avoir une chaîne musicale, même s'il s'agit de la chaîne industrielle du disque. Ce n'est pas le rôle de la télévision que comme un élément de leur stratégie de marketing. Cela les a par le passé coupés d'appuis potentiels comme la SACEM, dont le président, Jean-Loup Tournier, s'est prononcé contre l'attribution d'une fréquence hertzienne à la chaîne musicale (le Monde du 19 juin). Ou comme les premiers intéressés, les créateurs, musiciens ou gens de télévision. Martin Meissonnier, qui réalise Mégarix pour la SEPT, explique : « Au lieu d'un robinet à clips, il faudrait un peu de création. Il faudrait demander des émissions aux musiciens. C'est ce qui m'est arrivé sur la SEPT : je n'ai jamais fait de télévision. Pour la musique, comme pour le reste, le débat ne devrait pas porter sur la nécessité d'une chaîne mais sur la qualité. Une chaîne musicale risque d'être soumise à la logique du « Top 50 », comme les radios le sont aujourd'hui ».

THOMAS SOTINEL

SPECTACLES

VENDREDI 27 SEPTEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
Fortitude (1992), de Marcel L'Herbier, 16 h : Quen Kelly (1928), d'Eric von Stroheim, 19 h : Viridiana (1961), de Luis Buñuel, 21 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)
Festival du film en trois dimensions.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE
(42-78-37-28)
Le Cinéma australien : Getting Wat (1989, v.o. s.t.f.), de Paul Hogan ; A Song of Air (1990, v.o. s.t.f.), de Merilee Bennett ; The Cheaters (1929, v.o. s.t.f.), de Pauline McDonough, 14 h 30 ; Michael (1971, v.o. s.t.f.), de Peter Weir, The Plumber (1980, v.o. s.t.f.), de Peter Weir, 17 h 30 ; The Devil's Playground (1976, v.o. s.t.f.), de Fred Schepisi, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte de Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)
Paris la nuit : Travail de nuit : les Halles centrales (1927) de B. Kaufmann, Encours un jour (1970) de J.-P. Bonnaud, Tous les jours le nuit (1982) de Joannick Deslandes, 14 h 30 ; Nous blanches : le Passage de la comète de Halley (1988) d'Henri de Turenne et Jean-Noël Delamarre, Montmartre nocturne (1954) de J.-C. Bernard, Femmes de Paris (1953) de Jean Boyer, 18 h 30 ; Détrusces, l'Italien des roses (1972) de Charles Manton, 18 h 30 ; Soirée spéciale abonnés, 19 h ; Paris nous appartient (1960) de Jacques Rivette, 20 h ; les Paris de la science : Un couple d'artistes (1970) de Bruno Gantillon, le Testament du docteur Cordier (1981) de Jean Renoir, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).
AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).
L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
ATLANTIS (Fr.) : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
LA BANDE A PISOU (A., v.f.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Cinéoches, 6 (45-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).
BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (finnais, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85).
LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrand, 6 (42-22-87-23) ; Les Trois Balcons, 6 (45-61-10-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
BOYZ'N THE HOOD (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Miramar, 14 (43-20-88-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).
LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-ind., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
LA CHAIR (It., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-89) ; Lucarne, 6 (45-44-57-34).
CHER (Fr.-Arg.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-77).
CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; v.f. : Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Les Montparnois, 14 (47-42-72-52) ; UGC

LE CHOIX D'AMER (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-84) ; Le Gambetta, 20 (45-38-10-86).
CITY SLICKERS (A., v.o.) : UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Ronde, 6 (45-74-94-84) ; George V, 8 (45-62-41-46).
LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34) ; Le Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).
DANS LA SOIRÉE (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (45-54-42-42).
DANGE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Les Montparnois, 14 (43-27-52-37) ; Studio 28, 19 (46-06-36-07) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88).
DELICATESSEN (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95).
LA DISCRÈTE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-48-18) ; Club Gaumont (Publicis Montparnasse), 9 (45-59-21-97).

LES DOORS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
DOUBLE IMPACT (A., v.f.) : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40).
LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-48-18) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33).

Lire la suite page 16

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS

Samedi 28 septembre
Agnès Venetsanou, 15 h : affiches de cinéma.

ÎLE-DE-FRANCE

Samedi 28 septembre
Chartres, 14 h : poupées, jouets ; Compiègne, 14 h : art d'Asie ; Nogent-le-Rotrou, 14 h : finge, dentelles.

Dimanche 29 septembre
Angoulême, 14 h 30 : mobilier, instruments de musique ; Chantilly, 14 h 30 : vins, alcools ; Chartres, 14 h : poupées, 17 h : automates, musique ancienne ; Elampes, 14 h : mobilier, objets d'art ; Fontainebleau, 14 h : mobilier, argenterie ; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : vins, alcools ; Provins, 14 h : tableaux modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 h : mobilier, objets d'art ; Sens, 14 h 30 : mobilier, argenterie.

PLUS LOIN

Samedi 28 septembre
Aulun, 14 h 30 : vins ; La Rochelle, 14 h : livres ; Lyon (Sidoine Apollinaire), 14 h 15 : automobiles miniatures ; Marseille (Prado), 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Marseille Castellane, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Montauban, 14 h 30 : gravures ; Montpellier, 14 h : mobilier, argenterie ; Villefranche-sur-Mer, 11 h 30 : jouets ; 14 h 30 : orfèvrerie, bijoux ; Vitry-le-François, 10 h : objets publicitaires, 14 h : art populaire.

Dimanche 29 septembre

Arlès, 14 h : tableaux modernes ; Aubagne, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Avignon, 14 h 30 : gravures, armures, placards ; Béziers, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Calais, 14 h 30 : mobilier, argenterie ; Doullens, 14 h 30 : armes, tableaux ; Falaise, 14 h 15 : livres, autographes ; Honfleur, 14 h 30 : tableaux modernes ; Marseille (Castellane), 10 h 30 : finge, 14 h : Orient, Extrême-Orient ; Mayenne, 14 h : art d'Asie, tapis d'Orient ; Nancy, 14 h : militaria ; Rochefort, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Rouen, 14 h : orfèvrerie, bijoux ; Saint-Amand-de-Colly, 10 h : vaisselle, objets d'art ; 14 h : meubles, bibelots ; Vieux, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Villefranche-sur-Mer, 14 h : dessins, tableaux.

FOIRES ET SALONS

Chartres, Arles, Durtal (dimanche seulement), Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne), samedi seulement.

THEATRE DE CHELLES

du 1^{er} au 22 octobre

Caligula

d'ALBERT CAMUS

mise en scène d'Yves Le Guillochet

avec Gérard ORTEGA

musiques de Denis LE GUILLOCHET

écrit par Jacques ROUVYER

avec le GOUPE - Michel MORGENTHAU

avec Marie ALBERT - Marie-Françoise

SAINT-PIERRE - François GARCIA

avec Paul GLENGANT - Serge

DEBRAMER - Christine TUAL - Yves

LE GUILLOCHET - Eric DONANGE

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

FRANÇOIS TARDIEU - Fabrice

THEATRE MONTPARNASSE
rire, émotion!
CALAMITY JANE
de JEAN-NOËL FENWICK
MISE EN SCÈNE
JACQUES ROSNY
AVEC
AGNÈS SORAL
AU FOYER DES 19^h ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS
TARIF JEUNES : 90 F
43 22 77 74

FESTIVAL D'AUTOMNE
A PARIS
HEINZ HOLLIGER
AURELE NICOLE
LONDON YOUNG
ENSEMBLE MODERN
DIRECTION HEINZ HOLLIGER
BRUNO MADERNA
ANTON WEBER
ALBAN BERG
HEINZ HOLLIGER
ORCHESTRE NATIONAL
DIRECTION HANS ZENDER
THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

LES FILMS NOUVEAUX

AY CARMELA | Film espagnol de Carlos Saura, v.o. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Latina, 4 (42-78-47-89) ; Espace Saint-Michel, 5 (43-25-59-32) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
BACKDRAFT | Film américain de Ron Howard, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 6 (45-25-59-33) ; Bratagno, 6 (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-93-50) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20 (45-38-10-86).
BARTON FINX | Film américain de Joel et Ethan Coen, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-93-50) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
LA MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ | Film japonais de Kei Kumai, v.o. : Espace Saint-Michel, 5 (43-25-59-32).
TROUBLES | Film américain de Wolfgang Petersen, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Odéon, 6 (45-25-59-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Gau-

صحة من الامم

30 Le dialogue entre les deux mondes
La Commission des régions de 29 septembre

31 La révoche des Robins des champs
32 Fiat annonce de mauvais résultats

32 Marchés financiers
33 Bourse de Paris

BILLET

Commissaire contre commissaire

Brittan contre Millan. Le commissaire européen à la concurrence opposé à celui chargé de la politique régionale. Tous deux sont britanniques, mais le premier conservateur, le second travailliste. Et pour pimenter l'histoire, le litige qui les oppose trouve sa source dans un dossier en large partie français. Le traité de Rome a confié à la Commission de Bruxelles le soin de déterminer dans quelles zones géographiques les autorités nationales sont autorisées à accorder des aides au développement régional. A ce titre, Sir Leon Brittan a averti récemment Paris que onze départements (Charente, Cher, Indre, Landes, Mayenne, Orne, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Ile-et-Vienne, Vienne, Indre-et-Loire), jugés sans doute suffisamment prospères, ne pourraient plus bénéficier des primes d'aménagement du territoire (PAT). Mais M. Bruce Millan a alors bloqué la procédure engagée, en faisant valoir qu'il serait parfaitement incohérent de priver ces départements des PAT alors que sept d'entre eux avaient été sélectionnés par la CEE pour recevoir des crédits des fonds structurels européens. Or ces trinités communautaires ne pouvaient pour l'essentiel, intervenir qu'en complément d'un effort financier du pays concerné. Insistons les PAT signifiaient aussi interrompre dans ces départements les programmes d'appui communautaires qui doivent normalement s'appliquer jusqu'à la fin 1993. Un problème délicat, car pour le projet d'arrêté des Abruzzes. La grande majorité des membres de la Commission ont partagé l'opinion de M. Millan. M. Jacques Delors a insisté pour que les deux «casses» coïncident, celle des régions aidées par l'Etat et celle concernant les programmes financés par les fonds régionaux, agricoles, sociaux européens. Ce qui reviendrait à reporter à fin 1993 l'opération chirurgicale projetée par M. Brittan. C'est-à-dire, qui est la bête noire de Paris à propos de nombreux dossiers régionaux, industriels, voire s'incrimine ? Rien n'est acquis. On fait déjà valoir dans son entourage que la Commission, au cours des deux heures passées sur le dossier, a surtout parlé des Abruzzes et que, par conséquent, le cas français n'est pas tranché.

PHILIPPE LEMAITRE

La Caisse des dépôts va rendre ses activités plus transparentes

Pour rendre certaines de ses activités plus transparentes et plus faciles à contrôler, la Caisse des dépôts et consignations va mettre en route deux nouvelles réformes, a annoncé son directeur général, M. Robert Lion, en s'adressant au président de la République, vendredi 27 septembre, à l'occasion de la célébration du cent soixante-quinzième anniversaire de l'établissement.

Première réforme annoncée par M. Robert Lion : toutes les participations de la Caisse des dépôts, celles qui sont stables et gérées en actionnaire actif, vont être regroupées dans une filiale qu'elle contrôlera totalement, et dont le capital pourra s'ouvrir éventuellement par la suite. Cette filiale sera dotée d'un conseil de surveillance, véritable instance de contrôle, dans lequel figureront, outre M. Lion, quatre membres de la commission de surveillance de la

Caisse, non parlementaires (pour éviter les reproches de collusion), auxquels se joindront des personnalités du secteur privé, tels que des patrons en semi-retraite, dont les fonctions ne les mettront pas en conflit d'intérêt avec l'établissement.

De ces patrons, M. Lion attend des conseils, notamment sur des sujets sensibles tels que les jugements à porter sur la gestion des dirigeants des participations et sur les possibilités de mutations, chan-

gements ou arbitrages. Dans le patrimoine de la nouvelle filiale, dont le directeur sera présidé par M. Hélène Ploix, directrice générale adjointe de la Caisse, on trouvera les participations du secteur financier (Banque française pour le commerce extérieur, Crédit national, Crédit foncier de France, Crédit lyonnais), des secteurs tourisme et communication (Wagons-Lits, Accor, Club Méditerranée, Canal Plus, Havas et Eurotunnel), plus une série d'investissements de faible dimension en capital-risque. La valeur de ce patrimoine sera de 5 à 6 milliards de francs, en termes de bilan, et de 8 à 10 milliards de francs, compte tenu des plus-values latentes.

rées par les dépôts sur ces mêmes livrets A et Codevi.

Pour M. Robert Lion, de tels ajustements sont sans doute pragmatiques, mais tout à fait importants et porteurs de symbole sur le plan de la déontologie, notamment en ce qui concerne la création d'une direction de l'épargne. Ils s'inscrivent, certes, dans la réforme permanente de la Caisse (décentralisation, partenariat et construction des groupes), amorcée dès 1983 avec la constitution de la filiale C3D, l'autonomie donnée dès 1987 à la Caisse nationale de prévoyance et au Crédit local de France, et la première séparation, en 1986, des fonds d'épargne et de la section générale.

Mais il est bien certain que les difficultés de compréhension apparues ces dernières années, notamment à propos du rôle joué par la Caisse dans l'affaire de la Société générale, qui provoqua une sorte de basculement dans l'opinion en 1988, ont jeté sur la Caisse une sorte de voile que la direction générale actuelle désire totalement lever. Depuis l'affaire en question, aujourd'hui complètement hors de saison, le climat a bien changé, de même que les règles du jeu, qui n'étaient pas suffisamment rigoureuses, on l'a bien vu. M. Lion s'efforce donc de rouvrir l'ensemble de ces dispositifs afin de mettre la Caisse à l'abri des critiques dans les années qui viennent.

FRANÇOIS RENARD

Le même statut depuis près de deux siècles

Le fait de remplir mes fonctions, avec honneur et probité, d'exécuter en ce qui me concerne, les lois et règlements qui régissent la Caisse des dépôts et consignations, de faire exécuter lesdits règlements et de maintenir l'inviolabilité de la Caisse. Tel est le serment que, le 24 juin 1816, Antoine Pierre du Tremblay, premier directeur général de la Caisse, et qu'ont prêté ses successeurs, les seuls chefs d'établissement financier qui soient assermentés en France, à la tête d'un organisme qui n'a pas changé de statut depuis cent soixante-quinze ans.

En 1816, la France était un pays ruiné, occupé, rançonné par les alliés, et le Trésor était vide après avoir servi, pour payer les troupes livrées par Napoléon avant Waterloo, les derniers dépôts de la Caisse d'amortissement de la dette, créée en 1800. De plus, le statut de l'Etat n'était plus le même, l'emprunt ne put être lancé pour payer la contribution de guerre confiée aux mains des banques étrangères. Il fallut donc rétablir une confiance, totalement ébranlée, et garantir que les dépôts-consignations des notaires et fonds de prévoyance (pour la retraite des fonctionnaires) seraient intouchables et remboursables à première réquisition. « La dette est sacrée. Elle repose sur la foi publique », rappelle à l'époque le ministre des finances Corvetto, et, à cet effet, la surveillance de la Caisse fut confiée à l'instance suprême, le Parlement. Son directeur général, comme maintenant, ne rendait pas de comptes au pouvoir exécutif. Il n'était pas sous la tutelle du ministre des

finances, et son mandat n'avait pas de terme pour qu'il ne vive pas dans la préoccupation de plaire en vue d'être renouvelé dans ses fonctions.

Rapidement, le crédit de l'Etat fut restauré, les dépôts affluèrent, utilisés pour souscrire et acheter de la rente perpétuelle, chère à Bataz, et un emprunt put être levé pour payer la rançon aux alliés.

Marche en avant

En 1837, une accélération décisive est donnée aux activités de la Caisse avec une loi qui décide le transfert, à son bénéfice, des fonds collectés par les caisses d'épargne depuis 1820 et confiés jusqu'alors au Trésor, trop soumis à la tentation. Après une crise grave, provoquée par les événements politiques de 1848, la Caisse des dépôts reprit lentement son chemin en avant, pour financer des dépenses militaires, de 1870-1871, à la consolidation de la dette publique et au financement des grands travaux. Elle souffrit du scandale de Panama, qui compromit le crédit public, et retrouva sa mission fondamentale, qui était de gérer des ressources privées, notamment les dépôts des caisses d'épargne, dont l'effectif atteignait déjà l'objet de vives querelles.

Après la guerre de 1914, qui entraîna l'effondrement des trusts publics français et russes, la Caisse connut une expansion soutenue jusqu'en 1933, en raison de l'afflux de la clientèle des commerçants et des petites et moyennes entreprises, qui utilisaient les caisses d'épargne pour leur fonds de roulement, et

aussi grâce au financement du logement social, avec la loi Loucheur de 1928. Après 1933, la crise mondiale entraîna un très vif repli des activités de la Caisse, dont le bilan en francs constants revint au niveau de celui de 1881. A partir de 1948, la croissance reprit, forte, régulière, et quasi ininterrompue avec un désengagement de certaines tâches traditionnelles, comme le financement de la dette publique, qui se résorbe grâce à l'inflation, et l'apparition de nouveaux besoins tels que la reconstitution de l'équipement collectif et le financement de l'urbanisme, par exemple. En outre, la Caisse devint un intermédiaire bancaire puissant, développant nombre d'innovations financières - comme les SICAV - à partir de début 1980.

En revanche, cette croissance va se ralentir en même temps que la constitution d'épargne collective. La diminution de l'épargne entraîne au profit de nouveaux produits financiers plus alléchants, tels que les SICAV monétaires, compromettant le financement du logement social. La Caisse est alors écartelée entre des exigences contradictoires : maintenir ses privilèges statutaires pour préserver sa mission d'intérêt général et commercialiser ses activités pour affronter un système bancaire de plus en plus concurrent. Elle va alors amorcer une réforme profonde de ses structures, sorte d'aggiornamento, pour mieux répondre aux tâches nouvelles qui constituent pour elle, un défi désormais permanent.

F. R.

Ajustements pragmatiques

En second lieu, il sera créé une direction des fonds d'épargne, directement rattachée à la direction générale, dont les activités seront suivies de manière particulière par la commission de surveillance, tout en faisant l'objet d'un chapitre spécial et du compte rendu annuel au Parlement. Cette direction aura la responsabilité de la gestion de 800 milliards de francs d'actifs, dont 400 milliards de francs dans le logement social, 200 milliards de francs dans les prêts aux HLM et un peu moins de 200 milliards de francs d'actifs financiers au titre des livrets A des caisses d'épargne et des Codevi. Ces 800 milliards de francs sont la contrepartie des ressources procu-

Menaçant l'organisation du marché mondial de l'or noir

La taxe sur l'énergie proposée par Bruxelles inquiète les producteurs pétroliers

Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont vivement réagi à la proposition de la Commission européenne de taxer l'énergie pour lutter contre la pollution (le Monde du 27 septembre). Réunis cette semaine à Genève, les représentants de l'OPEP estiment que ce projet pourrait remettre en cause le fonctionnement du marché mondial du pétrole et l'action du cartel.

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

La taxe sur l'énergie « serait considérée comme une agression et pourrait provoquer une révision de fond de la politique suivie par le cartel [de l'OPEP] », notait jeudi 26 septembre, en privé, un ministre, réitérant l'opinion de la totalité de ses confrères, pour une fois unanimes sur ce sujet. « A long terme, cette politique discriminatoire modifiera la vision du marché qu'ont les producteurs dans un sens négatif : la stabilité des prix du brut, la constitution de capacités supplémentaires pour satisfaire la demande et éviter les chocs, tout cela sera remis en cause », explique un expert proche de la délégation saoudienne.

« Pourquoi faire des sacrifices ? »

Mercredi, les treize pays membres de l'OPEP, réunis pour fixer un nouveau plafond de production, avaient en fait consacré plusieurs heures à ce sujet. Et, fait inhabituel, plus de la moitié du communiqué final publié à l'issue de la réunion traitait des problèmes liés à l'environnement. « Les pays membres de l'OPEP sont profondément préoccupés par la taxe sur l'énergie envisagée par la Commission européenne, notait le communiqué. Le pétrole fait déjà l'objet d'une taxation discriminatoire au niveau du consommateur. (...) Une taxe additionnelle, que son objet soit l'environnement ou autre chose, affecterait négativement le libre commerce entre nations. Elle placerait le pétrole en position défavorable par rapport aux autres énergies, affecterait négativement la croissance économique mondiale, notamment dans le tiers-monde, et pourrait provoquer des réactions négatives de la part des pays producteurs. »

Provoquée par son ampleur même - la Commission propose de porter cette taxe à 10 dollars par baril en l'an 2000, ce qui représente plus de la moitié du prix de vente international du brut actuellement - la proposition de Bruxelles risque de déclencher au sein de l'OPEP une vague de fond beaucoup plus importante. Elle pourrait conduire à une profonde remise en cause de la politique suivie par le cartel depuis 1986. Cette politique, dite de « part de marché », vise à accroître à long terme la part du pétrole de l'OPEP dans la consommation mondiale, grâce au maintien de prix relativement bas, décourageant la concurrence.

Cette stratégie, imposée notamment par l'Arabie saoudite, a jusqu'ici réussi puisque, depuis la grande chute des cours de 1986, la part du marché de l'OPEP a augmenté de 50 %. Mais elle risque d'être totalement battue en brèche par les propositions de la Commission. « Pourquoi faire des sacrifices (sur les prix) pour une part de marché future si les pays consommateurs font artificiellement chuter la demande au nom de la défense de l'environnement ? », s'interrogeait, jeudi, le ministre algérien du pétrole, ajoutant : « Si les ministres européens adoptent cette recommandation, il faudra peut-être repenser la politique de l'organisation. »

En décourageant la consommation de pétrole, au nom de ce qu'un ministre nommait la « pétrophobie », les pays consommateurs risquent donc de pousser les pays jusqu'ici les plus modérés, principaux défenseurs de bas prix du brut, à changer leur stratégie. Première en ligne, l'Arabie saoudite a clairement manifesté, au cours de la réunion de Genève, son hostilité au projet européen, déclarant publiquement qu'elle était un « ennemi » de la taxe sur l'énergie.

VÉRONIQUE MAURIS

Des ordinateurs américains privés d'écrans plats ?

IBM, Apple et Compaq, parmi d'autres constructeurs informatiques américains, vont-ils être privés des écrans plats nécessaires à leurs ordinateurs de poche et autres portables ? La menace est suffisamment prise au sérieux par les industriels aux Etats-Unis, pour que ces derniers, ainsi que le rapporte l'International Herald Tribune du 27 septembre, multiplient les mises en garde envers l'administration américaine.

Saisie par les fabricants nationaux, celle-ci avait décidé, au début de l'été, d'appliquer un droit de douane dissuasif de 63 % sur les écrans plats de provenance du Japon. La réaction des fournisseurs nippons a été brutale. Plusieurs d'entre eux ont déjà déclaré qu'ils cesseraient d'approvisionner les Etats-Unis. Maintenir la compétitivité des constructeurs informatiques américains en leur donnant accès, à prix égal, à des produits dont bénéficient leurs concurrents japonais ou protéger les fabricants nationaux d'écrans plats : le dilemme qui se pose à Washington, est un joli cas d'école.

PUBLICITE / SALON

18-21 Octobre / Grande Halle - La Villette / Paris

PARIS CITE 91

un salon exceptionnel sur 14000 m²

Pour sa deuxième édition, PARIS CITE, organisé par Francis Balagou et son équipe, a tout naturellement trouvé sa place entre la Cité des Sciences et de l'Industrie et la Cité de la Musique, à la Grande Halle de la Villette.

Ce pôle de rencontre entre les technologies industrielles, scientifiques de la communication et de la création artistique va accueillir plus de 250 exposants.

Les Exposants

Parmi les exposants citons : Apple, Bull, CGE, EDF, France Telecom, Locatel Videac, Matra Communication, Quantel, Sony... 14000 m² de stands seront couverts.

Les Concours

Des créateurs et des innovateurs seront également présents dans le salon sur le Marché de la Création et de l'Innovation dans ces domaines : musique et son, image, audiovisuel, langage, art de synthèse.

Parmi les membres des jurys, citons Ragnar GRIPPE (compo-

siteur suédois), Yoichiro KAWAGUCHI (Nippon Electronic College - Japon), Steve GOLDBERG (Walt Disney feature animation - USA), Gregory MAC NICOL (Computer Graphics World - USA), Colin BANKS (Banks Miles - Grande Bretagne), Benoît MANDEL-BROT (IBM - USA)...

Les Plateaux d'Animation - Les Débats

Un plateau multimédia situé au centre du salon, permettra rencontres et échanges en permanence et sera ouvert aux entreprises, aux créateurs et aux innovateurs.

Dans la salle Boris Vian, situé sous le plateau Multimédia, seront présentés sous l'égide d'Action HD au cours de quatre rencontres thématiques, des programmes haute définition dans les catégories :

- Musique : opéra, concert classique, vidéo clip rock.
- Sport.
- Films d'entreprise.
- Vidéo de création : fiction et documentaire.

Ces programmes émanant du monde entier seront projetés pour la première fois dans les deux standards : européen 1250/50 et japonais 1125/60 sur un vidéo projecteur Talaria triple light valve d'une puissance de 5000 lumens. D'autres événements auront lieu dans ces salles.

Visiteurs

75000 visiteurs sont attendus à ce rendez-vous des arts et des Nouvelles Technologies. Parmi ceux-ci, les délégations commerciales des pays de la CEE, des collectivités nationales et locales (Conseils Généraux, Conseils Régionaux, Municipalités, Technopoles...).

PARIS CITE 91, Organisation Générale : MAIRIE DE PARIS - ADAC. Tél. (1) 43 26 29 99 Fax (1) 43 29 38 01 Service Commercial : PRODIMEDIA - PARIS Tél. (1) 42 89 18 49 Fax (1) 45 63 98 24

Le Monde

PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements : 46-62-72-67

révolte Robin des

Le souci d'une coopération efficace Nord-Sud l'a emporté au congrès forestier mondial

Rhône-Poulenc Rorer a achevé l'essentiel de sa restructuration. Un an après la fusion de la pharmacie de Rhône-Poulenc et de l'américain Rorer, la restructuration a été menée « du pas de charge », et l'essentiel du travail est maintenant terminé. Les chiffres de 26 septembre les dirigeants des laboratoires Rhône-Poulenc Rorer, qui tablent sur un profit net de 1,3 à 3,15 millions de dollars (1,7 à 1,8 millions de francs) pour l'année 1991. Le dixième groupe pharmaceutique mondial, contrôlé à 67 % par Rhône-Poulenc, avait tout juste atteint l'équilibre l'année dernière, avec 280 millions de dollars affectés à la recherche. Pour les six premiers mois de l'année, il a affiché un résultat net de 122 millions de dollars

BOURSE D

100

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 27 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 47

| VALEURS | | | | | | | | | | Règlement mensuel | | | | | | | | | | VALEURS | | | | | | | | | |
|---------|---------------|---------------|---------------|-------|------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------|---------|-------|-------|-------|--|--|--|--|--|--|
| Alders | Compt. précé. | Précéd. cours | Dernier cours | % | % | Compt. précé. | Précéd. cours | Dernier cours | % | % | Compt. précé. | Précéd. cours | Dernier cours | % | % | Compt. précé. | Précéd. cours | Dernier cours | % | % | | | | | | | | | |
| 4051 | CANEX | 4080 | 4080 | -0.48 | | VALEURS | Compt. précé. | Précéd. cours | Dernier cours | % | % | VALEURS | Compt. précé. | Précéd. cours | Dernier cours | % | % | 255 | Electron | 28870 | 28870 | 28870 | -1.19 | | | | | | |
| 4052 | SNAP T.P. | 861 | 865 | +1.53 | | Compt. précé. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 142 | Estacorp | 131 | 137 | 138 | +0.74 | | | | | | | | |
| 4053 | Colson T.P. | 1400 | 1400 | 0.00 | | 126 | 126 | 126 | 0.00 | | 3070 | 3070 | 3070 | 0.00 | | 142 | Essex Corp. | 34120 | 34120 | 34120 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4054 | Thomson T.P. | 1800 | 1800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Franklin | 4230 | 4230 | 4230 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4055 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4056 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4057 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4058 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4059 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4060 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4061 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4062 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4063 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4064 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4065 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4066 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4067 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4068 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4069 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |
| 4070 | Alcan | 800 | 800 | +0.08 | 1100 | Comp. Mod. | 1102 | 1106 | 1116 | +1.18 | 335 | 1680 | 1680 | -0.05 | | 49 | Gator | 2430 | 2430 | 2430 | +0.00 | | | | | | | | |

COMPTANT (selection)**SICAV** (sélection)

26/9

| VALEURS | | | VALEURS | | | VALEURS | | | VALEURS | | | VALEURS | | | VALEURS | | | VALEURS | | |
|------------------|------------|-------------|---------|-------------------|------|---------|----------------|-----|---------|---------|------|---------|------------|-----|---------|------------|-------|---------|----|----|
| | % du cours | % du coupon | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Obligations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Emp.Ét. 6.95/77 | 121 | 10 | 3.05 | C.I.M. | 1082 | 1035 | Mog. Indus. | 185 | 182 | A.A.A. | 1056 | 92 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| Emp.Ét. 6.95/78 | 100 | 45 | 2.67 | C.I.T.R.A.M. (R) | 2800 | | Agropar | 700 | 710 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.00/85 76/94 | 102 | 80 | 0.68 | Colonat | 95 | 95 | Mil. Delph. | 558 | | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| Emp.Ét. 13.45/94 | 104 | 24 | 10.27 | Colong | 266 | | Mog. | 88 | 88 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| Emp.Ét. 12.25/94 | 104 | 24 | 10.27 | Cogit | 331 | 335 | Navigation (R) | 210 | 207 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| Emp.Ét. 11.75/95 | 110 | 40 | 8.57 | Comptex | 511 | 530 | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.20/95 95/98 | 104 | 30 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/95 92/93 | 105 | 35 | 5.67 | Cit Indus. Aléman | 4730 | | Opay | 320 | 320 | Asfinis | 216 | 10 | Facilities | 861 | 86 | Pont Genin | 51632 | 51632 | 30 | 30 |
| 10.10/ | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Cote des Changes | M |
|------------------|---|
|------------------|---|

Marché libre de l'or

| MARCHE OFFICIEL | COURS préc. | COURS 27/8 | COURS DES achats | VENTES ET DEVISES | MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 27/9 |
|---------------------|----------------|---------------|---------------------|----------------------|------------------------|----------------|---------------|
| Euro-Usds (1 unit.) | 5 737 | 5 739 | 5 450 | 5 950 | | | |
| Rou. | 8 975 | 8 972 | | 340 | Or fin (pds en bars) | 85100 | 84500 |
| Allemagne (100 dm.) | 340 800 | 340 800 | | | Or fin (en lingot) | 85450 | 84800 |
| France (100 fr.) | 81 836 | 830 | 16 | 17 | Napoléon (20 fr.) | 373 | 370 |
| Pologne (100 z) | 340 240 | 302 231 | 231 | 1 511 | Franc (10 fr.) | 380 | |
| Italie (100 lire) | 4 556 | 4 556 | 63 | 81 | Franc Suisse (20 fr.) | 389 | 384 |
| Belge (100 francs) | 55 770 | 85 394 | 9 950 | 10 350 | Franc Lira (20 fr.) | 389 | 386 |
| Gr. Bretagne (1 £) | 9 845 | | 2 700 | 399 | Souverain | 480 | 490 |
| 100 (100 francs) | 3 085 | | 379 | 97 | Places 20 dollars | 2085 | 2065 |
| Canada (100 \$) | 35 430 | 89 | 89 | 87 | Places 10 dollars | 1040 | 1025 |
| Suède (100 kr.) | 87 100 | | 82 | 80 | Places 5 dollars | 565 | |
| Norvège (100 kr.) | 87 100 | | 42 900 | 49 900 | Places 50 pence | 2420 | 2425 |
| Amérique (100 \$) | 48 425 | 5 150 | 5 150 | 5 350 | Places 10 shillings | 398 | 387 |
| Inde (100 roup.) | 5 377 | | 3 850 | 4 400 | | | |
| Portugal (100 esc.) | 3 947 | | 4 500 | 5 380 | | | |
| Canada (1 \$ csw.) | 5 055 | | 4 150 | 4 580 | | | |
| Gr. Bretagne (1 £) | 4 296 | | | | | | |

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - < : prix précédent - ■ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

حکذا من الاصل

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 28 septembre

IMAGES

PIERRE GEORGES

Gueules noires blouses blanches

EST-CE cela la vraie image télévisuelle d'une dictature, contondante, du prolétariat? Sur les quais de gare à Bucarest, des trains spéciaux, ou spécialement détournés, ont déversés des milliers de mineurs, casqués, armés de barres de fer et de haches, la queue noire comme peinture de guerre.

Les mineurs roumains ont pris le pouvoir en otage. Normal, puisque celui-ci les avait fait suppléer. Ce sont les risques du désordre social. Les mineurs roumains ne sont pas des plaisantins. Ils avaient soutenu, à la barre à mine, le gouvernement de Petre Roman. Ils l'ont défilé. Ils avaient soutenu, sournoisement, peut-être encore le président Iliescu. Ils le défilent le jour où ils considèrent que leurs coups de main servent plus les coups tordus qu'eux-mêmes.

Un reportage les montrait, installés dans le confort ouaté d'un grand hôtel. Ils y étaient entrés, les plus prévoyants par la porte, les plus pressés en fracassant les baies. Et la vue de ces hommes allongés sur la moquette, fixant avec un luxe inaccessible, montrait, mieux que tout, que ce jour de révolte à compte d'auteurs n'est peut-être plus très loin.

L'automne sera rude en Roumanie. Et peut-être mouve-

menté en France. Cela n'a rien à voir bien sûr. Mais ces autres images des sidérurgistes lorrains construisant une cloison pour murer symboliquement le local d'un comité d'entreprise montraient bien que le dialogue social a connu des jours meilleurs. Les sidérurgistes, de restructuration en restructuration, n'en finissent plus depuis quinze ans d'être sauvés. La pire, leur pire est sans doute qu'ils l'ont cru et que les milliers de licenciements annoncés ne les consolent guère de voir leur avenir mourir ainsi en bonne santé. On sait des images d'archives, d'une époque pas si lointaine, où les bouillons et bouteilles d'acide volaient bas vers Longwy, ou Denain, dans le Nord.

Non pas qu'on souhaite un remake ou le pressenti. Mais, de fait, l'actualité sociale, ce temps-ci, a un petit air de recommencement. Et même de renouveau pour les infirmes. Trois ans après, jour pour jour, les vides reviennent sur le pavé parisien. Toujours aussi populaires. Toujours déterminés. Toujours capables de manifester leurs désillusions en les chantant. Ce qui, plus que tout, devrait inquiéter les patriotes de la gauche en route tentative de mobilisation générale. Car les colères sont parfois conviviales.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signifié dans « le Monde radio-télévision » : ◊ Film à éviter ; ◊ On peut voir ; ◊ Ne pas manquer ; ◊ ◊ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 27 septembre

- TF 1**
- 20.45 Variétés : Tous à la Une.
- 22.50 Magazine : Si on se disait tout.
- 23.55 Spécial sports : Boxe.
- 1.10 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.45 Jeu : Fort Boyard.
- 22.05 Série : Pas de faire-part pour Max.
- 22.50 1, 2, 3. Théâtre.
- 23.00 Cinéma : Les Sentiers de la gloire. ■ Film américain de Stanley Kubrick (1958). Avec Kirk Douglas, Ralph Meeker, Adolphe Menjou (v.o.).
- 0.25 Journal et Météo.
- FR 3**
- L'ANTENNE EST A NOUS
- LE MAGAZINE TELE DU CONSEIL GENERAL DE SEINE-SAINT-DENIS
- SAMEDI A 11 H 30 SUR FR 3
- 20.45 Magazine : Thalassa.
- En direct de Brest, à bord du Redoutable, premier sous-marin nucléaire lanceur d'engins français. Les Redoutables de Brest.
- 21.40 Magazine : Caractères.
- Invités : Anne Edwards (Margaret Mitchell, biographie); Georges Bonnet (le Cour des grands, les Colisses des romans); Françoise Mallet-Joris (Divina); Rachid Mameur (Une peine à vivre).
- 22.45 Journal et Météo.
- 23.10 Magazine : Musicales.
- Cycle Beethoven. Symphonie n° 5, dite « La Destinée », par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Sir Colin Davis; Variations pour violoncelle sur le thème de J. S. Bach, par l'Orchestre symphonique de Beethoven, par Suzanne Ramon, violoncelle.
- 0.05 Sport : Golf. La Ryder Cup, en Caroline du Sud.
- CANAL PLUS**
- 20.05 Sport : Football. Championnat de France : Auxerre-Marseille, en direct d'Auxerre.
- 22.40 Sport : Equestre. Masters de Paris : Résumé de la 1^{re} journée.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Un prince à New-York. ■ Film américain de John Landis (1987).
- 0.55 Cinéma : Erik le Viking. ■ Film britannique de Terry Jones (1989).
- LA 5**
- 20.50 Série : Les Enquêtes de Christine Cromwell.
- In Vino Veritas.
- 22.30 Téléfilm : La proie du désert.
- 0.00 Journal de la nuit.
- M 6**
- 20.40 Téléfilm : Meurtre en vidéo.
- 22.20 Série : Equalizer.
- 23.15 Série : Emotions.
- 23.45 Magazine : Culture rock.
- 0.10 Capital.
- 0.20 Six minutes d'informations.
- 0.25 Boulevard des clips.
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 20.00 Documentaire : L'Anthropologie.
3. Médiums.
- 20.55 Cinéma d'animation : Images.
- 21.00 Téléfilm : Boulevard et Pélicanet. (1^{re} partie).
- 22.20 Court métrage : Le Goût amer de l'eau.
- 22.40 Court métrage : La Fête de Neptune.
- 23.25 Court métrage : Le Porcelet récalcitrant.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives.
- 21.30 Musique : Black and Blue.
- 22.40 Les Nuits magnétiques.
- Les noms en personne. 4. La route des noms.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.
- Textile de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Concert (donné le 17 septembre à Leipzig) : Concerto pour violon et orchestre en mi mineur op. 64, de Mendelssohn; Symphonie n° 9 en ré mineur, de Bruckner, par l'Orchestre symphonique de la radio de Leipzig, dir. Daniel Barenboim; sol. : Leticia Händel-Rosenberg, violon.
- 23.07 Poussières d'étoiles. Pti Ups; à 0.00, Poissons d'or.

Le Monde
PUBLICITE LITTERAIRE
Renseignements : 46-62-74-43

- TF 1**
- 13.15 Magazine : Reportages.
- La Vie de château.
- 13.50 La Une est à vous.
- Avec la série Matt Houston.
- 17.20 Divertissement : Mondo Dingo.
- 17.50 Magazine : Trente millions d'amis.
- 18.20 Jeu : Une famille en or.
- 18.50 Série : Marc et Sophie.
- 19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.45 Divertissement : La Bébête Show (et à 01.30).
- 19.50 Tirage du Loto.
- 20.00 Journal, Tiercé, Tapis vert, Météo et Loto.
- 20.45 Variétés : Sébastien c'est fou!
- 22.35 Téléfilm : Les Douze Salopards.
- 0.15 Magazine : Formule sport.
- Football : Rugby : Voile : Boxe.
- 1.35 Journal et Météo.
- A 2**
- 13.40 Magazine : Objectif économie.
- Travailleurs saisonniers : la relève polonaise; Tourné ou ferries; La Lozère désertifiée; La rubrique des livres économiques.
- 14.10 Magazine : Animaux.
- 15.00 Magazine : Sports passion.
- Sécher-kill; Golf.
- 17.00 Série : Les Cinq Dernières Minutes.
- 18.30 INC.
- 18.35 Jeu : Dessinez, c'est gagné!
- 19.00 Série : L'homme qui tombe à pic.
- 19.50 3 Minutes pour faire lire (et à 0.30).
- Nouvelles londoniennes, de Louis Hémon.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Magazine : La Nuit des héros.
- Quatre faits divers, Mireille Darc, un jeu au profit de la

- fondation Adicora pour l'innovation, la recherche et l'enseignement en cardiologie.
- 22.30 Magazine : Double jeu.
- 23.35 Journal et météo.
- 0.00 Concert : Paris Moscou, le concert pour les héros.
- FR 3**
- 14.00 Variétés : Eurotop.
- De 15.00 à 19.00 La SEPT
- 19.00 Le 19-20 de l'information.
- De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- De 20.00 à 0.00 La SEPT
- 0.00 Sport : Golf.
- La Ryder Cup, en Caroline du Sud.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.
- 15.00 Sport : Equestre. Masters de Paris : 2^e journée.
- 16.45 Sport : Aviron.
- France-Angleterre : sur la Seine, à Paris.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.00 Décade pas Bunny.
- 19.05 Dessin animé : Les Simpson.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Le Top.
- 20.30 Téléfilm : Les Camassiers.
- Un boxeur contre la mafia du ring.
- 22.00 Documentaire : Les Dragons de la rivière Grumeti.
- Les crocodiles attaquent.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Les Frissons de l'angoisse. ■ Film italien de Dario Argento (1975). Avec David Hemmings, Daria Nicolodi, Macha Méril.
- 0.45 Cinéma : L'été en ville. ■ Film français de Michel Deville (1990). Avec Marie Trintignant, Jean-Hugues Anglade.
- 2.05 Cinéma : Le Monocle rit jaune. ■ Film français de Georges Lautner (1984).

- LA 5**
- 13.20 Magazine : Formule 1.
- Séance d'essais avant le Grand Prix d'Espagne à Barcelone.
- 14.05 Magazine : Intégral.
- Grand Prix de Formule 1 d'Espagne à Barcelone.
- 14.40 Série : La Retour de Mike Hammer.
- 15.30 Série : Lou Grant.
- 16.20 Tiercé à Evry.
- 16.50 Divertissement : C'est pour rire.
- 17.00 Spécial drôles d'histoires.
- 17.25 Série : Riptide.
- 18.15 Série : La Loi de Los Angeles.
- 19.05 Série : L'Enfer du devoir.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Téléfilm : Papy superstar.
- Retracté des chemins de fer et passionné de musique.
- 22.30 Feuilleton : Shogun.
- D'après le livre de James Clavell.
- 23.20 Journal de la nuit.
- M 6**
- 13.50 Série : Supercopier.
- Série : Laramie.
- 14.40 Série : Les Espions.
- 16.20 Jeu : Hit hit hit hurra!
- 16.25 Série : Vic Daniels.
- fic à Los Angeles.
- 16.50 Série : Vegas.
- 17.40 Série : L'Homme de fer.
- 18.30 Série : Les Têtes brûlées.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Papa Schultz.
- 20.35 Téléfilm : Tant qu'on a la santé il y a des jours où tout va mal.
- 22.25 Téléfilm : Le Témoin silencieux.
- Son frère est l'agresseur.
- 0.00 Six minutes d'informations.
- 0.05 Musique : Rapline.
- 1.00 Boulevard des clips.
- 2.00 Rediffusions.

- LA SEPT**
- 13.10 Documentaire : L'Héritage de la chouette.
- Téléfilm : Boulevard et Pélicanet (1^{re} partie).
- 15.00 Musique.
- Christian Zacharias joue Scarlatti.
- 16.00 Documentaire : Les Nouvelles Grandes Personnes.
3. Henri Cuoco et Sophie Lefèvre.
- 17.00 Magazine : Avis de tempête.
- 19.00 Documentaire : La Matière. 3. La matière et la vie.
- 20.00 Histoire parallèle.
- Documentaire : Sartre contre Sartre.
- 22.35 Le Courrier des téléspectateurs.
- 22.40 Soir 3.
- 23.00 Documentaire : Salsa opus 2.
- Colombie, un pays tropical.
- 23.55 Images d'animation : Air, de Paul Driessen.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Photo-portrait.
- Pierre Dietrich, collectionneur.
- 20.45 Dramatique. James deux sans trois, de Joan Schenkar.
- 22.35 Musique : Opus. Charles Münch aurait cent ans. Œuvres de Bartók, Debussy, Ravel, Roussel, Milhaud, Martinu, Hindemith, Honegger, Dutilleul, Poulenc.
- 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Opéra (donné le 28 juillet lors du Festival de Bregenz) : Mazeppa, opéra en trois actes de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de Vienne, le Chœur du Volkoper de Vienne, le Chœur de chambre de Sofia, le Chœur du Festival de Bregenz, dir. Pinchas Steinberg.
- 0.05 Poussières d'étoiles.
- Œuvres de Schrecker, Mahler, Schoenberg.

Dimanche 29 septembre

- 20.05 Série : Benny Hill.
- 20.40 Cirque : Les Grands Cirques russes de Moscou et Leningrad.
- 21.45 Magazine : Le Divan.
- Invité : Jean-Claude Carrière, scénariste, romancier (1^{re} partie).
- 22.10 Journal et Météo.
- 22.25 Histoire de voir.
- Alphonse Bertillon.
- 22.30 Cinéma : La Figurant. ■ Film américain d'Edward Sedgwick (1929).
- 23.45 Sport : Golf.
- La Ryder Cup en Caroline du Sud.
- 0.45 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 14.00 Série : La Gang des tractions.
- L'Homme aux chiens.
- 15.30 Magazine : 24 Heures.
- 16.35 Dessin animé : Les Simpson.
- 17.05 Documentaire : Dinosaures, le retour.
- 18.00 Cinéma : Un million d'années avant Jésus-Christ. ■ Film britannique de Don Chaffrey (1967).
- En clair jusqu'à 20.30
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Ça cartoon.
- 20.25 Magazine : L'Équipe du dimanche.
- 20.30 Cinéma : Un week-end sur deux. ■ Film français de Nicole Garcia (1989).
- 22.00 Flash d'informations.
- 22.10 L'Équipe du dimanche.
- 1.10 Cinéma : La Nuit du loup-garou.
- Film britannique de Terence Fisher (1961).
- LA 5**
- 13.20 Magazine : La Club F1.
- A 14.00 retransmission en direct du Grand Prix de formule 1 d'Espagne.
- 15.50 Spécial drôles d'histoires.
- 16.20 Tiercé à Autueil.
- 16.45 Série : L'homme qui valait 3 milliards.
- 17.30 Divertissement : Dimanche et la Belle.
- 19.00 Magazine : Dimanche 19 h Elkabach.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Cinéma : Opération Lady Marlène. ■ Film français de Robert Lamoureux (1974).
- 22.30 Magazine : Reporters.
- Grèves : le commerce de son corps; La fêta des femmes; Le dernier jour de... Nasser.
- 23.25 Magazine : Top chrono.
- 0.15 Journal de la nuit.
- M 6**
- 13.50 Magazine : Prise de tête.
- 14.50 Variétés : Multitop.
- 16.20 Série : Clair de lune.
- 17.15 Série : L'Homme de fer.
- 18.05 Série : Supercopier.
- 19.00 Série : Les Routes du paradis.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.30 Magazine : Sport 6.
- 20.40 Téléfilm : Princesse Daisy. (2^e partie).
- 22.20 Informations : M 6 express.
- 22.25 Capital.
- 22.35 Cinéma : La Bourgeoise et le Pucier. ■ Film allemand de Bob W. Sanders (1984).
- 0.05 Six minutes d'informations.
- 0.10 Magazine : Sport 6.
- 0.25 Boulevard des clips.
- 2.20 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 15.25 Jazz : Carla Bley et The Big Band.

- 16.30 Documentaire : On a raison de se révolter. 2. Du communisme au maoïsme.
- 17.25 Court métrage : La Fête de Neptune.
- 18.15 Court métrage : Le Porcelet récalcitrant.
- 19.00 Documentaire : L'Anthropologie. 3. Médiums.
- 20.00 Documentaire : L'Héritage de la chouette.
- 20.25 Le Courrier des téléspectateurs.
- 20.30 Cinéma : Cria Cuervos. ■ Film franco-espagnol de Carlos Saura (1975).
- 22.15 Court métrage : Le Drame du taureau.
- 22.30 Cinéma : Les Favoris de la lune. ■ Film français d'Otar Iosseliani (1984).
- 0.10 Court métrage : Appelez le 17.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Atelier de création radio-phonique. La forêt, la jungle - Autriche, Zambie. Bil Fontaine en Autriche; Pierre Hugues et Olivier Tostain en Zambie.
- 22.35 Musique : Le Concert. Soirée Ramenco. Manuel de los Santos Pastor, dir. Aquilino, chanteur de Jerez de la Frontera, en Andalousie, avec Jean-Luc Camnans, guitare.
- 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné les 13 et 14 juin à la philharmonie de Berlin) : La Pia voleuse, ouvertures, de Rossini; Concerto pour piano et orchestre n° 24 en ut mineur K 491, de Mozart; Symphonie n° 2 en si bémol majeur K 125, de Schubert, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado; sol. : Sviatoslav Richter, piano.
- 23.05 Poussières d'étoiles.
- Enrico Leone, opéra en trois actes de Steffani.

LE DIMANCHE SUR ANTENNE 2

à midi

29 septembre

Louis MERMAZ

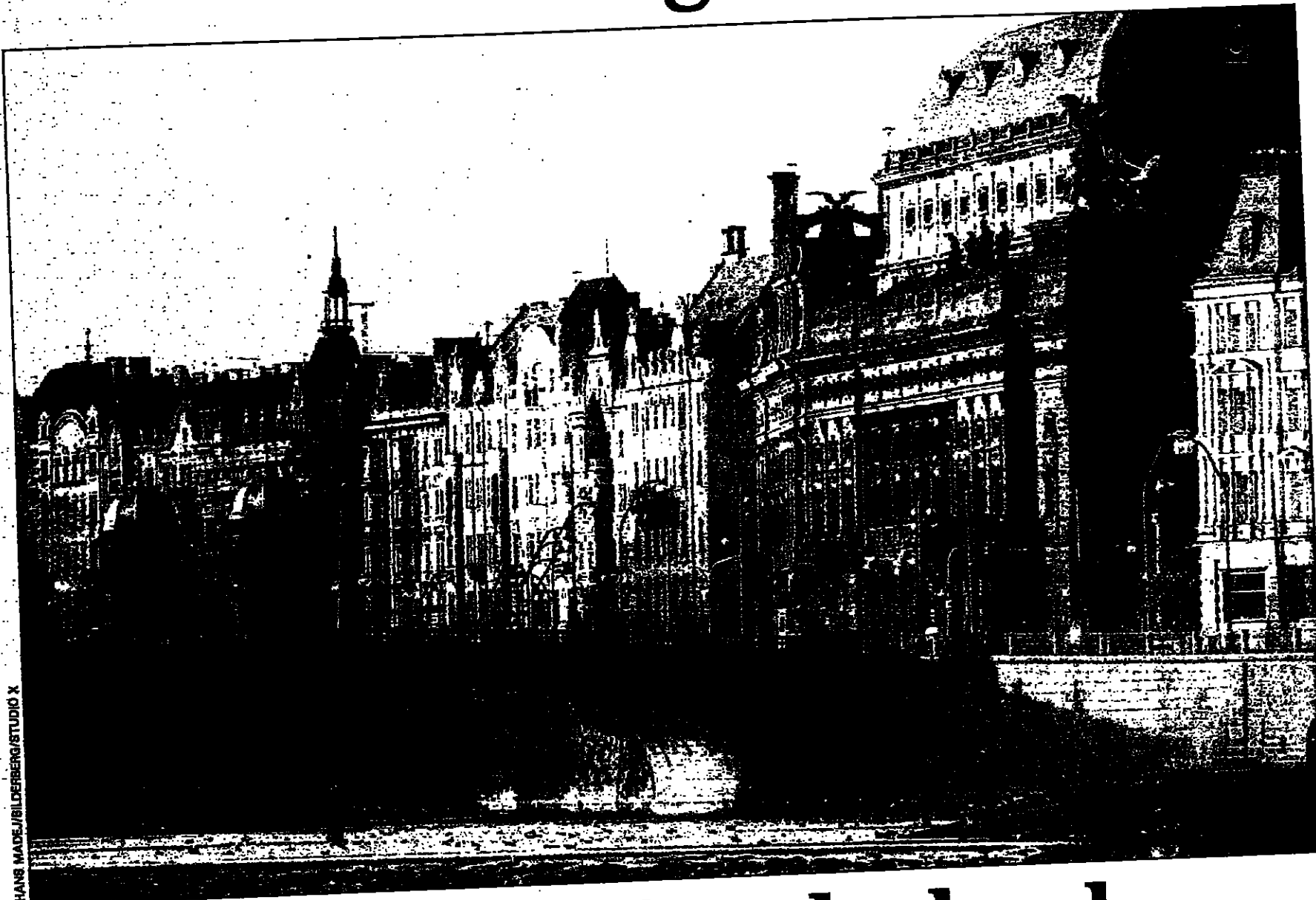
répond aux agriculteurs

Rediffusion à 1 heure du matin

هكذا من الاجل

S A N S • V I S A

Prague



Beignant Prague, la Vltava des Tchèques qui fut le Moldau de Chateaubriand et de Kafka.

les incertitudes du bonheur

PRAGUE, Prague... Comment avions-nous pu l'oublier? En tout cas n'y penser qu'en silence. Edmond de Charles-Roux eut son enfance marquée par ce palais au baroque si latin de la légation de France où elle vécut et qu'elle vient de revoir magnifiquement restauré - mais c'est sur ceux de l'Europe qu'elle s'est étendue. Le communisme, semblait-il, avait emporté Prague au loin, peut-être au fond de la Sibérie, alors que la métropole tchèque est à peine plus éloignée de Paris que Marseille...

Que de réminiscences remontées une à une en surface depuis la « révolution de velours », ce cadavre de Noël 1989 à l'Europe entière! Prague réapparaissait sur

ses sept collines, dans son site fluvial et continental d'ailleurs un peu traité comme celui de la capitale italienne. « Prague, la Rome du Nord » (Rodin).

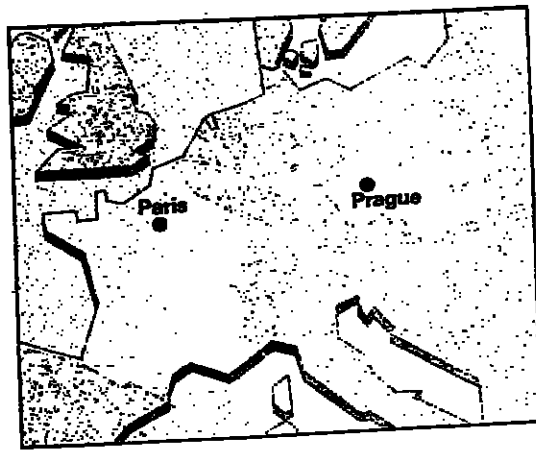
Prague, scandant son histoire, comme ataviquement, au rythme des « défenestrations » (1419, 1618, 1948). Gothiques, rococo ou Art nouveau, les fenêtres pragoises sont les arts de triomphe tragiques des entrées en Histoire.

Nous fûmes très tôt si impressionnés en France par ces « histoires pragoises » (en attendant celles de Rilke, en 1929) que dès 1446 nous baptisâmes « Prague-rie » la rébellion nobiliaire contre Charles VII. Une révolte rappelant le conflit intertchèque achevé treize ans plus tôt sur les bords de cette imprononçable Vltava (encore mieux, Camus vers 1936 écrit : « l'Vltava... ») que nous préféraient longtemps - Chateaubriand encore - appeler « germano-facilement » Moldau.

Du « coup » (1948) au « printemps » (1968), les malheurs de Prague, de cette Tchécoslovaquie inventée en 1918 par la volonté française « d'abaisser pour toujours la Maison d'Autriche » (refrain de nos anciens manuels scolaires) résonnèrent plus douloureusement chez nous que partout ailleurs en Occident. Retour de culpabilité pour notre lâchage en 1938 face aux appétits de Hitler, de cet état dont les Anglais s'étaient gaussez : « Ce n'est pas un pays, c'est une saucisse! » (Lloyd George, Premier britannique en 1916-1922). La France, néanmoins, avait fini par oublier qu'en 1870, le peuple tchèque, alors membre de l'Empire austro-hongrois, fut à peu près le seul, avec la nation maronite au Liban, à maudire l'annexion de l'Alsace-Lorraine par le Reich.

Au-delà des événements politiques, on trouve sans doute aussi une nostalgie française de la Bohême - pas celle des cristaux,

A Prague, ville où l'on entre dans l'Histoire en tombant par les fenêtres et où la perfection architecturale voisine avec des forêts abandonnées, le « changement » de 1989 a rendu la liberté à tous et leur primat aux artistes. Mais ce « retour au bonheur » s'accompagne d'un flottement de l'âme quasi général. La France, qui, dans les années 20, fut la marraine de la Tchécoslovaquie, essaie aujourd'hui de n'être pas absente du nouveau destin de ce pays.



des musiciens ou des princes architectes, mais d'une Bohême totalement mythique, imaginée à travers les « Bohémiens », en réalité des Tziganes; symbole apparié de toutes les libertés, ils arrivèrent en France à partir de 1419 pourvus de lettres de recommandation du roi Sigismond de Bohême - d'où leur surnom erroné - trop heureux de débarquer ses Etats de ces nomades venus de l'Indus, insaisissables. Il n'y réussit que très partiellement puisqu'en 1991, Tchèques et Slo-

vaques se trouvent toujours confrontés à la présence parmi eux d'un moins, dit-on, un demi-million de Tziganes aussi peu disciplinés qu'au quinzième siècle...

Scarron, premier époux de M^{me} de Maintenon, fut sans doute l'introduit de la « Bohême » dans notre littérature avec son Bohémillon du *Roman comique*. Au siècle suivant, les Français poussèrent leur intérêt jusqu'à s'emparer de Prague (lors de la guerre de sécession d'Autriche) avec Vauvenargues dans leurs

bagages, encore que le jeune moraliste semble avoir surtout rapporté de Bohême des souvenirs de froidure. Le dix-neuvième siècle devait être la grande époque parisienne du « bohémianisme ».

Il faudrait un livre entier afin de reconstituer cet engouement romantique pour la « vie de bohème », en germe dès les dictionnaires louis-quatorziens. « On dit d'une maison où il n'y a ni ordre ni règle que c'est une maison de Bohême; on dit proverbialement qu'un homme vit comme un bohème pour dire qu'il vit sans feu ni lieu. »

« L'insouciance de la Bohémienne aux théâtres du génie », estima Balzac avant de

composer *Un prince de la Bohême*, où on voit que le « mal » touchait « écrivains, administrateurs, militaires et artistes ». « Vive la Bohême! » C'est par ce cri que George Sand conclut son roman *la Dernière Aldini*. Du Xavier de Montépin des *Confessions d'un bohème* à Gérard de Nerval, dont la vie et l'œuvre forment un seul chef-d'œuvre bohème, et jusqu'au rigide Sainte-Beuve, chaque créateur français regarda alors, peu ou prou, comme culturellement féconde la « vie de bohème ».

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hingoz

Lire la suite page 20

AU SOMMAIRE



| | | |
|-------------|---------------------|-------|
| Ibiza | pleine saison morte | p. 24 |
| Colmar | bastide rhénane | p. 19 |
| Tourisme | après la tornade | p. 21 |
| Artistes | au café Beaubourg | p. 25 |
| Gastronomie | normandissimo | p. 27 |
| Jazz | (p. 26) | |
| Table | (p. 27) | |
| Escapes | (p. 18) | |
| Télé | (p. 18) | |

LES ANTILLES A PARTIR DE 2 800 F A/R

**DE TELS PRIX
RENDENT LE MONDE
PLUS ACCESSIBLE.**

| | | | | | |
|----------------|----------|----------|--------------|----------|----------|
| NEW YORK | A/S 1330 | A/R 2395 | CARACAS | A/S 3085 | A/R 5060 |
| LOS ANGELES | A/S 1980 | A/R 3640 | BUENOS AIRES | A/S 3650 | A/R 6160 |
| SAN FRANCISCO | A/S 1980 | A/R 3660 | SANTIAGO | A/S 3650 | A/R 6160 |
| MIAMI | A/S 1995 | A/R 3690 | NAIROBI | A/S 3045 | A/R 4695 |
| MONTREAL | A/S 1100 | A/R 2280 | DAKAR | A/S 2920 | A/R 3105 |
| RIO DE JANEIRO | A/S 3380 | A/R 5170 | BANGKOK | A/S 4360 | A/R 7920 |
| SAO PAULO | A/S 3625 | A/R 5170 | SYDNEY | A/S 4360 | A/R 7920 |
| MEXICO | A/S 2590 | A/R 4400 | SEYCHELLES | NA | A/R 6270 |

ET D'UNE SÉRIE D'ANTILLES DISPONIBLES EN PLACES EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFRANCHIE. PRESTATIONS HÔTELIÈRES ET LOYERS DE VOITURES, CROISIÈRES ET SÉJOURS À LA CARTE POSSIBLES. DE RÉSERVER ET DE PAYER VOTRE VOYAGE AU 40 RUE DE LA VILLE, 75001 PARIS. DÉPART LONDRES.

ACCESS
voyages

PARIS : MÉTRO ET RER CHATELAIN-LES-HALLS.
6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS.
TEL. (1) 40 15 02 02 et (1) 42 21 46 94 - FAX (1) 45 06 83 35
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU, TEL. 76 63 67 77.

des villes d'Europe
des plus fréquentées
millions de visiteurs
dix mille habitants
mais bien de la
à lustrer ce fond de
Tout le centre est pla
Gare aux voitures
rent aux véhicules
cale une façade d'im
sur regorgeant de pas
teurs, d'explicite

حکذا من الاصل

SANS VISA
EN FRANCE

Colmar bastide rhénane

Entre Suisse, Allemagne et France est ici archivé le mystère des complexités rhénanes. Colmar, «ville mi-française, mi-allemande, mais tout à fait troquaise», selon Voltaire, aime l'ordre, le travail, le patriotisme, la famille et les géranioms.

COMMENT peut-on habiter une ville-musée? Vivre cette fin de siècle-ci dans les ruelles de quelques autres, très reculés, les treizième, quatorzième, quinzième siècles? A Heidelberg comme à Salzbourg, on hausserait les épaules, sans doute. A Colmar, on sourit, compréhensif. C'est bien la question d'habitant de cité normale, c'est-à-dire contemporaine, aux styles mêlés, tatonnants et fuyants.

A Colmar, on vous guide simplement jusqu'au Kœnigsplatz, l'ancienne douane, construit en grès jaune bien avant l'an 1300, et à ses ateliers de monnaie, sa halle aux grains, son grenier à sel. Jusqu'à la maison Pfister, dont l'escalier d'angle, les fenêtres à meneaux, l'escalier à vis furent l'orgueil de son premier occupant, un marchand de toques, un certain Ludwig Scherer, en plein gothique. Jusqu'à la rue des Marchands, où d'autres, vendeurs de draps ou de bonnets, marquèrent leur aisance matérielle par la grâce des colombages de leurs demeures, par les inscriptions enluminées dans les façades, par ces loggias s'avancant au-dessus du pavé, ces sculptures de pierre ou de bois. Tout est là, offert, palpable sur une surface qui paraît infinie — intact. Des familles du vingtième siècle habitent ces maisons préservées, et ce miracle, répété à l'échelle de tout le centre-ville historique, compte pour beaucoup dans leur bonheur de vivre, justement, en cette fin de siècle-ci.

La promenade peut s'émouvoir de l'apparente fragilité de ce décor serpentant de place en venelle, de quoi en jardin. Les Colmariens en vantent l'assise au sol, la sûreté de ses antiques maisons, la résistance des toits à angle aigu, creusés par les ans, cette impression surtout de quiétude, de certitudes éternelles, qui se dégage de ces enseignes moyennages, de ces carreaux de cul-de-bouteille aux fenêtres, qui vous donnent une lumière dorée proche de celle de la peinture flamande des intérieurs. Colmar se restaure et se désaltère comme ses lointains aïeux : dans des winstubs au plafond bas, des coiffeurs aux volutes solides. Ce n'est pas un film, mais leur vie quotidienne à l'échelle d'une ville qui paraît avoir voué sa destinée, justement, à l'amour de ce passé qui, chaque année, le replante de géranioms — parce que le rouge doit bien aller au grès des Vosges et à ces bois sombres, — chaque année, l'astique et l'encaustique.

Depuis la fin des années 70, ce patrimoine est même devenu la principale activité économique de Colmar. Ailleurs, plus loin, dans les faubourgs qui regardent le Rhin, si proche, on les coteaux à vin blanc, il y a une ZUP, moderne, et quelques entreprises. Tout autour, la richesse générale de l'Alsace, dont la presse relevait, l'autre jour, qu'elle était, de toutes les régions, celle qui totalise le moins de faillites. Tout cela compte, doit compter dans le chiffre d'affaires d'une cité qui dépense ses écus à repaver, à soigner ses fontaines, ses bords de Luch, rivière charmante qui vaut à un autre quartier historique son nom de «Petite Venise». Mais cette permanence de son centre, Colmar la finance surtout par la présentation de son histoire.

De toutes les villes d'Europe, elle est l'une des plus fréquentées. Plusieurs millions de visiteurs pour soixante-dix mille habitants! Et la municipalité met bien de la méticulosité à lustrer ce fonds de commerce. Tout le centre est piétonnier. Gare aux voitures oubliées devant une façade classée! On circule en minibus, ou à pied, le décor regorgeant de panneaux indicateurs, d'explications

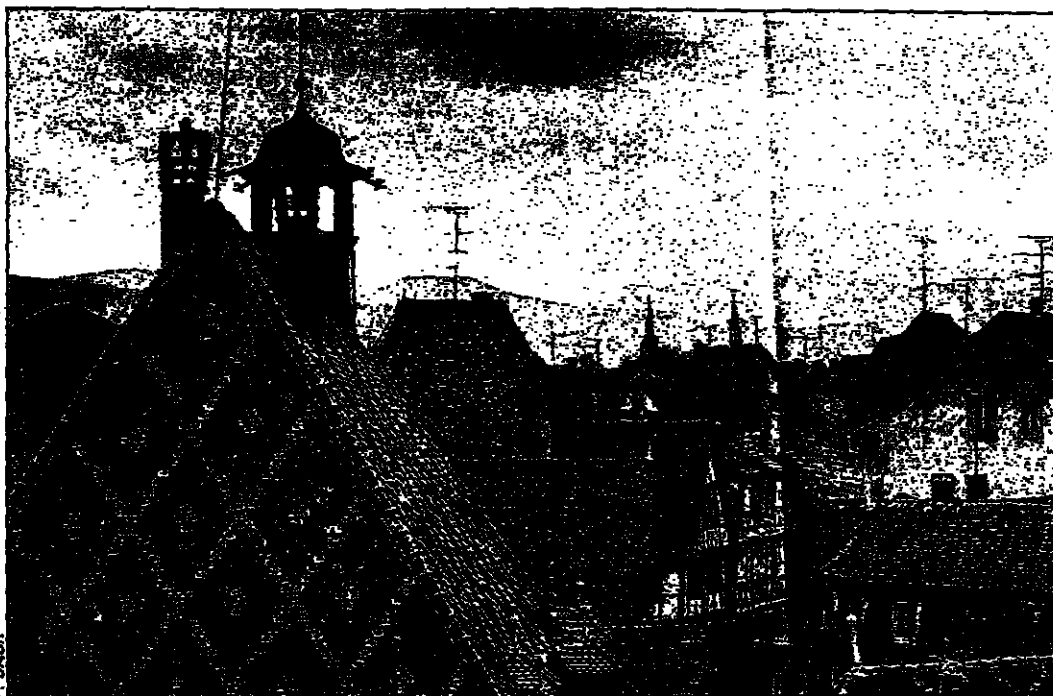
en toutes langues, de plans, de bancs, pour reposer les promeneurs du troisième âge. Sur les trottoirs sont dessinées des silhouettes de chiens, pour les chiens. L'office du tourisme est bien visible, tout contre la mairie, juste en face du fleuron local, le Musée Unterlinden, dont les guides vous répètent sans cesse qu'il est le plus visité des musées de province.

Unterlinden. Tout y renvoie, les arènes, les affiches, les souvenirs des premiers séjours d'enfance dans Colmar. Unterlinden et son retable d'Issenheim, ces panneaux peints de la Crucifixion, de la Tentation de saint Antoine ou de la Nativité, cette œuvre mystérieuse aux antipodes de la façon de la Renaissance. Son attribution divise encore les spécialistes. L'artiste, aujourd'hui connu sous le patronyme de Grünewald, était-il Mathis Gothard Nitard, maître placé au service de l'archevêque de Mayence, en 1516, ou bien Mathis Grin, sculpteur de Francofort décédé vers 1532? L'énigme, autant que la beauté du chef-d'œuvre, fascinent toujours. Certains voyageurs reviennent tous les ans, hantés par la magie des panneaux successifs de la chapelle du vieux musée. Colmar y intercale sa réputation, son présent, justifie, très consciemment, son propre style, perfectionniste et rigoureux, par ces fines traces d'hier.

Et il est vrai que tout, ici, à musarder dans les ruelles impressionnantes de fixité, renvoie à ce retable, à ces siècles enfouis ailleurs, mais retenus ici. Toutes les balades finissent à Unterlinden, comme une constante leçon d'art. La maison des Têtes (1609), construite par un seigneur du vin, et qui aligne ses masques grimés de façade, les églises, la cathédrale, la rue Schongauer, tout, ici, semble introduit à une élévation, une forme de religiosité : le retable, bien sûr, la peinture d'antan baignée de spiritualité et payée, à l'époque, aux artistes par des nobles en quête des bénédictions de l'Eglise. Le retable, ou, comme cet automne, un autre «monument» colmarien, bien nommé cette fois-ci, Martin Schongauer, graveur génial, maître posthume de Dürer, auquel la ville rend hommage (1).

Mais sûr, tout cet art, cet héritage partout présent donne le vertige. Un peu comme si l'on «squat» le Musée du Louvre. Colmar, d'ailleurs, a quelque chose, du sourire ambigu de la Joconde. On y sent vite comme un piège, qui vous priverait du présent. On doit pouvoir s'y inquiéter vite, faute de culture, ou de passion pour la Renaissance et quelques autres époques antérieures. Après une heure de flânerie, on peut y éprouver le besoin de s'asseoir, pour se plonger. Heureusement, pour le non-habitant, Bartholdi, qui se préoccupe d'Auguste, sculpteur, comme disent les guides touristiques, «de la statue de la Liberté et du Lion de Belfort», bref le grand Bartholdi, sans doute le seul Colmarien voyageur, a ici son musée. Dans la rue des Marchands, qui s'égare du treizième au dix-septième siècle, mais tout de même : c'est un peu d'air frais qui entre, un peu de nous, par cet homme du dix-neuvième siècle, dans une cité aux songes trop mystérieux pour le visiteur imprévoyant.

L'étrangeté de Colmar, toutefois, n'est pas notre inquiétude, nos questions modernes. Mais leur capacité, à eux, habitants, d'y rester, et d'y trouver leur aise. Ils sourient toujours, et toujours comme la Joconde. On peut s'en étonner, mais ici, on vit intensément un folklore aux confins du passé européen et rhénan et des



particularismes alsaciens. Ils paraissent aimer ressembler à ces dessins de Hansi, peuple en coiffes et gilets, qu'on trouve dans toutes les échoppes ; à leurs chopos de bière sculptées ; à ces gravures du château du Haut-Koenigsbourg voisin ou à ces affiches naïves et humoristiques vantant le patriotisme profançais de 1918... Pacotille pour le passant qui méconnaît l'Alsace, et plus encore celle qu'Hansi lui-même nommait «la plus alsacienne des villes d'Alsace».

Pacotille trompeuse, car, pour s'y engouffrer corps et âme, pour s'y enfermer parfois, Colmar cultive là, dans ces signes permanents, répétitifs — histoire, gastronomie, vin, goût des uniformes et des costumes — un humanisme appliqué. Ici, les valeurs rhénanes trouvent tout leur sens, et l'Alsace, que le Frère Médard appelait «la petite patrie» (2), son décor le plus précis. François Mitterrand et Helmut Kohl pourraient rendre grâce à ce patient travail, organisé, ordonné, parfois trop rigoureux sur soi-même et le temps : les amitiés franco-allemandes lui doivent sans doute beaucoup.

Car on oublie souvent que les retrouvailles d'après-guerre germèrent ici, dans une ville et une région qui s'étaient imprégnées longtemps des deux entités à la fois. Colmar est aussi alsacienne dans sa façon de vivre, pour avoir été de l'Empire. Son histoire institutionnelle commença par un découpage administratif ; dès le onzième siècle, ses abbayes furent partagées entre les protecteurs de Payenne, en Suisse, et du chapitre de Constance, en Allemagne. Longtemps, jusqu'à la Révolution, les seigneurs locaux possédèrent des châteaux sur les deux rives du fleuve. Ici, on devint ce que l'histoire imposa, avec plus ou moins de paix, et finalement peu de paix, jusqu'aux derniers déchirements. Mais l'on prit aux deux esprits, en gardant soigneusement à soi sa langue propre, ses micro-traditions. «Petite patrie»... Parce que l'alsacien est une langue de petite superficie, mais de racines profondes, sur une terre coincée entre la ligne bleue des Vosges et le fleuve, une bande de terre plutôt, 20 kilomètres de large pour 130 kilomètres de long, du nord au sud, de Haguenau à Mulhouse, et bien des différences entre le nord et le sud, entre le Bas-Rhin et le Haut-Rhin.

Colmar, plus encore que géographiquement, se sent spirituellement placée entre les deux, et au-delà, entre les quatre points cardinaux, responsable de leur cohésion, en tous cas de leur entente si difficile. Cette ville des siècles connaît le prix de chacun d'eux, et c'est sans doute pour cela qu'on y a pris particulièrement l'étude et la lecture. Pour ne rien abîmer de ce qui fut beau ou probe en ces quatre horizons.

Alsacienne, bien sûr, à voir ces touristes allemands se baignant dans le centre-ville. Ailleurs en Alsace, le Wurtemberg d'en face vient acheter au prix du franc ses

marchandises de supermarché, pendant que beaucoup d'Alsaciens traversent en sens contraire, pour gagner leur pain quotidien en marks. Colmar représente un autre but de voyage. Plus profond, plus secret. Le mystère des complexités rhénanes, partagées par les deux rives, entre Suisse, Allemagne et France, et ici archivé. Les Allemands sont dans Colmar pour se retrouver, se comprendre aussi, dans ce retable d'Issenheim. Voltaire, en séjour en 1754,

n'aima pas la ville, «mi-française, mi-allemande, mais tout à fait troquaise». «Une petite ville dévote, remplie de tracasseries, où tout le monde se confesse, où tout le monde se déteste», écrivait-il (3). Il est vrai qu'on y collectionne les valeurs comme les gravures ou les colombages, le goût de l'ordre, du travail, de la famille et de la religion. Le patriotisme y est ici exacerbé, comme les jeux des vendanges, le patrimoine, et toutes les petites choses sans importance qui

s'y rattachent. Le Nord doit commencer là, avec les passions alsaciennes pour l'écologie, la marche en forêt et la vie associative. Ici naît le bonheur du confort, qui s'exprime jusqu'en Suède, des veillées, et du silence réformiste.

Tout cela peut paraître fade, à force. Mais Colmar n'a jamais demandé à personne de résider en ses murs. La cité prise l'entre-soi, et c'est une fonction nécessaire à qui veut, comme elle, conserver ce qui, à ses yeux, doit l'être, pour la curiosité et l'enrichissement de ses visiteurs. Nul n'est obligé d'habiter ce centre-ville d'un autre temps. D'ailleurs Voltaire s'en alla. Les Colmariens sont faits d'une autre nature, voués, sans se forcer, à préserver ce musée à ciel ouvert — et d'un ciel sec, car les précipitations y sont les plus faibles de l'hexagone, — à sauvegarder ce miracle, donc, de microclimat et d'histoire de tout danger de ville-fantôme. Eux y vivent. A chacun son rôle.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio

(1) Exposition «Le beau Martin», Martin Schongauer (vers 1490-1491), gravures et dessins, Musée d'Unterlinden. Du 13 septembre au 1^{er} décembre. De 9 heures à 18 heures, sauf le mardi.

(2) «L'Alsace fidèle à elle-même?», par le Frère Médard, fondateur du Foyer des étudiants catholiques (FEC) de Strasbourg, grande figure de l'humanisme alsacien, décédé en 1988. «La Bibliothèque alsacienne», éditions de la Nue bleue, 1988.

(3) Cité dans l'ouvrage consacré à Colmar par les Guides bleus, Colmar et ses environs, Hachette, 1991.

L'Atlantique en Business Class, l'Amérique en First Class.

Partez de Paris pour les Etats-Unis sur TWA en classe Ambassador : vous choisirez ainsi la classe affaires qui a été élue la meilleure de tous les transporteurs internationaux Américains par les lecteurs du Business Traveler International Magazine, pour la troisième année consécutive. Encore mieux, quel que soit votre point d'arrivée, vous continuerez votre voyage en 1^{re} classe sans supplément vers plus d'une centaine de destinations du réseau intérieur TWA.

TWA
LE MEILLEUR DE L'AMERIQUE

Offre valable dans la mesure des places disponibles lors de la réservation.

صكنا من الامم

Tourisme : après la tornade

FRAGILE tourisme! Les voyageurs avaient pris l'habitude de se détourner de certaines destinations au gré d'événements trop menaçants pour que l'on s'y rende. Le choléra par ci, la dévaluation d'une monnaie par là, un coup d'Etat ou une guérilla à cet autre endroit du globe tarissaient, pour un été ou pour dix ans, les arrivées des circuits de découverte et des vacanciers habitués des stations balnéaires. Hormis les quelques voyageurs hyper-spécialisés dans le pays classé en zone rouge qui perdaient leur fonds de commerce tout entier, le monde des voyages trouvait des compensations ailleurs. Quand le Péron s'enfonçait dans le Sentier lumineux et l'Iraan dans le chiisme, le Chili et l'Allemagne orientale redevenaient conviviales.

1991 a bouleversé ces cycles en secouant comme jamais la planète abasourdie par des séismes politiques de magnitude exceptionnelle. Ce n'était pas une épidémie qui a frappé, au mois de janvier, mais la guerre, la vraie. En août, une esquisse de coup d'Etat au Kremlin a déclenché une tornade qui a mis bas l'un des deux piliers de la sécurité sur lesquels s'équilibrait le monde.

Comment avoir le goût de voyager alors que les bombes et les appels au djihad résonnent encore dans l'inconscient des foules? Comment se lancer sur les routes quand l'on ne sait plus où est l'Est de fer, si le pauvre Sud ne risque pas d'envahir l'Ouest opulent et qui sont les grands Satans?

Les Occidentaux ont donc choisi de rester à la maison. En attendant de voir ce qui sortira de cette grande pagaille planétaire. En attendant de voir si les professionnels du tourisme ne s'amusent pas à faire sauter les avions au Semtex. En attendant de voir si le ralentissement économique mondial ne leur vaudrait pas avant longtemps un départ en préretraite ou un licenciement pur et simple pour cause de chute des recettes de l'employeur.

Les premiers victimes ont été les compagnies aériennes qui ont vu chuter, en février, de 30 % ou 40 % leur trafic et qui ont tardé à retrouver une fréquentation capable d'assurer leurs lendemains. Les transporteurs américains, fragilisés par la lutte au couteau provoquée par la déréglementation, sont allés au tapis les premiers : Eastern, Continental, America West, Midway, Braniff et même le monstre sacré Pan Am y

ont laissé leur indépendance et, parfois, leur existence.

Les deuxième écopés du tourisme sont, à l'évidence, les pays proches des épicentres politiques, des bombes, de l'islam ou des coups d'Etat. Ils ont perdu par milliards de dollars les précieuses devises qui leur permettaient de développer, vaillant que vaillant, des économies peu vaillantes : l'Egypte, la Turquie, les pays du Maghreb, mais aussi l'Extrême-Orient, dont le chemin ancien passe au-dessus de la zone à haut risque qu'est le Proche-Orient, l'URSS et l'Afrique noire. Leurs statistiques embryonnaires ne permettent pas d'appréhender le chômage et les drames économiques qui en sont résultés.

Le tempête a aussi atteint la France. Le Syndicat national des agents de voyages (SNAV) vient d'élaborer la liste des dégâts. Chez les voyageurs, c'est la morosité qui règne. Bien sûr, il y a des agences

1991 aura été l'année de tous les risques pour les professionnels du tourisme, confrontés à des événements internationaux hautement déstabilisateurs. A période difficile, réflexions et solutions de fond. Nul doute que le salon Top Resa, qui se tient à Deauville du 26 au 29 septembre, ne soit la tribune où sauront s'exprimer les tenants des stratégies de reprise et des relances d'avenir.

inévitables en bonne santé, comme le suisse Kuoni France qui pense réaliser 1 % de chiffre d'affaires de mieux cette année, mais, dans l'ensemble, 31,4 % seulement des professionnels français se disent satisfaits de leur saison au lieu de 37 % l'année dernière à la même date; 51 % de ceux qui ont été interrogés par le syndicat ont constaté une baisse de leurs activités. Ils citent parmi les destinations qui ont

progressé, cet été, l'Espagne, l'Italie et le Portugal (la maison «Europe» rassure) et l'Amérique du Nord et les Antilles (au-delà de l'Océan protecteur). Eux qui assurent leur trésorerie avec les acomptes de leurs clients se plaignent de plus en plus des réservations tardives : 31,5 % des futurs voyageurs s'inscrivent moins de quinze jours avant le départ. Il faudrait plutôt s'étonner que les redressements judiciaires ne

se soient pas multipliés après ceux de Turban France Tours et d'Uniclam et que seulement 20 % des voyageurs déclarent avoir licencié. On a beaucoup dit que la saison avait été excellente en France même. Il est vrai que la Bretagne, les stations de montagne et les arrière-pays ont fait le plein. Pourtant, tout n'est pas devenu rose parce que les Français ont choisi de visiter les mêmes de leurs ancêtres paysans. Car les étrangers, affligés du même réflexe casanier, ont été moins nombreux et notamment les Américains (- 43 %), bien que les Espagnols (+ 18 %) aient franchi en masse les Pyrénées. Aussi, n'est-il pas surprenant que 35 % des agences de voyages «réceptives», c'est-à-dire spécialistes dans l'accueil des étrangers, se déclarent satisfaites de leur été, au lieu de 62 % en 1990. A Paris, en juillet, on a noté une chute de 34 % des nuitées.

Enfin, les agences distributrices déplorent une diminution de 29 % du nombre des billets de train ou d'avion au cours des huit premiers mois de l'année. Cette activité ne leur procure pas une marge importante, mais elle assure jusqu'à 70 % du chiffre d'affaires. Le SNAV estime qu'un millier d'emplois ont disparu, dans les premiers mois de 1991, du fait de cette contraction des affaires.

Ce n'est pas, en définitive, le grand marché européen de 1993 qui va relancer la nécessaire concentration du monde des voyages, mais les contraintes de ce secteur économique. Ne vivront et ne survivront que les entreprises qui auront atteint une taille critique capable de les mettre à l'abri des à-coups inévitables de la conjoncture ou de l'actualité, de leur permettre de rémunérer plus convenablement des salariés qui tardent à améliorer leurs qualifications, d'investir pour maîtriser la qualité de leurs produits et d'assurer un service après-vente digne de ce nom.

Concentrations donc, mais pas n'importe lesquelles. Les déboires du Club Méditerranée apportent de l'eau au moulin de ceux qui estiment que les concentrations «verticales», associant, par exemple, un voyageur, une compagnie aérienne, de l'hôtellerie et un distributeur, sont vouées à l'échec. Le Club, qui a repris les compagnies Minerve et Air Liberté, peine à les transformer en compagnies régulières capables de concurrencer Air Inter ou Air France. Il se trouve frappé par la récession qui touche, en même temps, les voyageurs et les transporteurs aériens.

L'investissement - autrement dit les pertes - nécessaire à la ligne Paris-Nice s'est révélé beaucoup plus lourd que prévu parce que la clientèle s'est dérobée. Après le démantèlement d'United Airlines, il y a quelques années, qui avait aggloméré compagnie aérienne, hôtellerie, location de voitures, et la faillite - cette année - d'Air Europe, associant transporteur et voyageur, l'exemple du Club donne à penser qu'il ne suffit pas d'être un bon professionnel. Encore faut-il rester dans le domaine où l'on excelle pour n'avoir pas à payer trop cher l'apprentissage d'un nouveau métier. Surtout quand le vent tourne à la tempête.

Alain Fanjas

HAMMAMET • JERBA MONASTIR • SKANES ZARZIS

Il y a toujours un CLUB TANIT ou un CLUB SANGHO pour vos vacances dans les plus beaux sites de la Tunisie.

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu - 75001 Paris
Tél. : (1) 42.96.02.25

pour vos vacances dans "l'Etat du Soleil" la FLORIDE

la meilleure location en qualité et en prix DOLLAR

\$79* par semaine

TAPEZ 3615

le monde PUBLICITE TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements : 46-62-73-75

deserts

voyages à l'infini

ITINÉRAIRES A TRAVERS LE SAHARA ET LES DÉSERTS DU MONDE

Brochure sur simple demande

TAPEZ 3615 DESERTS

Demander de brochure Deserts :
NOM _____
Prénom _____
Adresse _____
Code _____ Ville _____

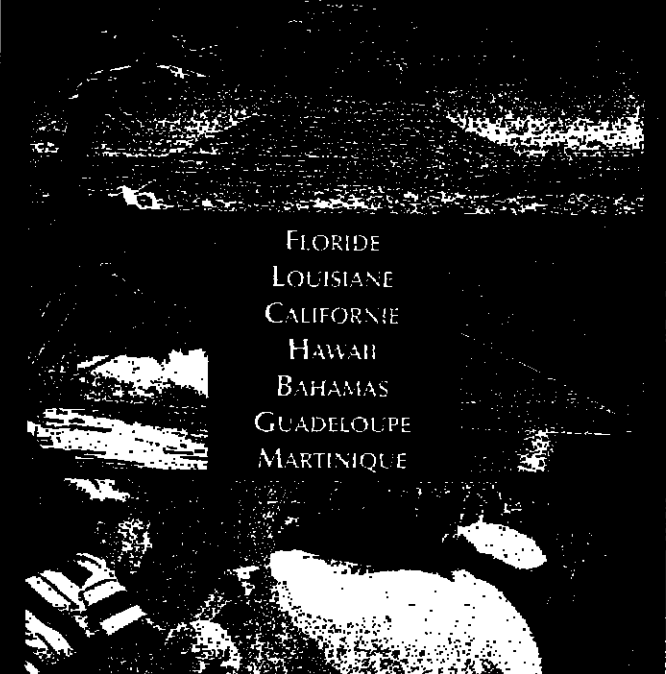
DESERTS :
6/8 rue Quincampoix
75004 PARIS
Tél. (1) 48.04.88.40

فكرنا من الأصل

TUNISIE
CONTACT
MAROC
CONTACT



CONTACTOUR
1991-1992



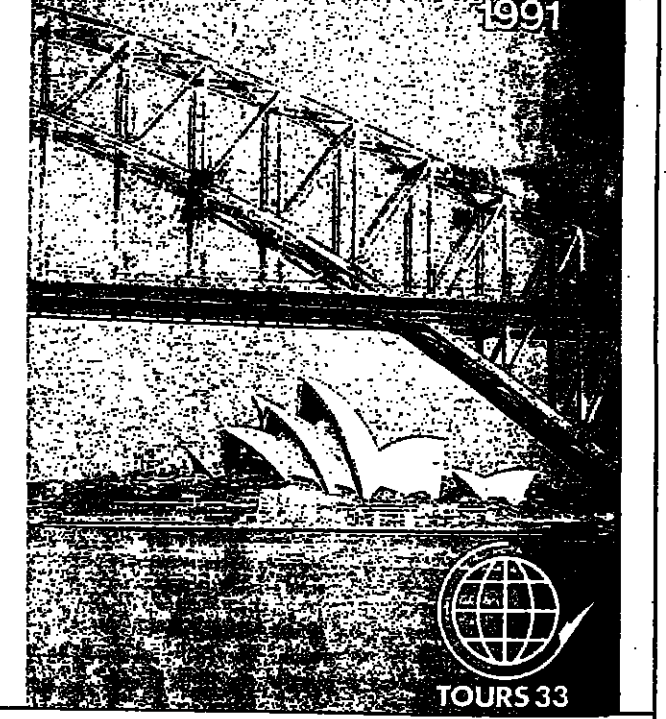
FLORIDE
LOUISIANE
CALIFORNIE
HAWAII
BAHAMAS
GUADELOUPE
MARTINIQUE

CHINE



TRANSTOURS - LA CHINE TOTALE
Brochure sur demande au (1) 42-61-58-28
ou chez votre agent de voyages

DESTINATION AUSTRALIE
1991




TOURS 33

TOURS 33 : 43-29-36-50
Votre spécialiste de l'AUSTRALIE depuis 11 ans

NEW-YORK et CUNARD

Prochains départs de Paris pour New-York
avec aller sur QE2 et retour avion
les 21/10 et 10/11

Prochains départs de Paris pour New-York
avec aller avion et retour sur le QE2
les 4/10, 1^{er} et 23/11



5 jours sur le fabuleux transatlantique
3 jours à New-York et vol retour
à partir de **8 990F**
de Paris à Paris
CUNARD 42.93.81.82

AUTOMNE HAWAÏS
1991-1992

Vacances à la Française

**L'hiver sera chaud
avec la palme du voyage**

ANAGNOSSE
ANTILLES
BAHAMAS
CANARIES
CELANA
CHYPRE
COSTA BLANCA
EGYPTE
GRECE
INDONÉSIE
MALTA
MALTA
MEXIQUE
SENEGAL
TUNISIE
TURQUIE
USA

FRAN le Monde à la Française
Chez votre agent de voyages.


NOMADE
RANDONNÉES



PLUS DE 50 RANDONNÉES
DANS LES
GRANDS ESPACES
SAHARA, AFRIQUE, AMÉRIQUE, EUROPE

BROCHURE SUR DEMANDE :
50 av. des Terres - 75017 Paris - 43.42.45.45

Council Travel



L'AMÉRIQUE AUX MEILLEURS PRIX

ALANTOURS FINLAND



ALANTOURS

هكذا من الاعمال



HIVER 1991-1992

AUTRICHE

Augusto Pauli

L'HIVER AUTRICHIEN VOUS OUVRE SES PORTES - WEEK-ENDS • WEEK-ENDS A THEMES • COMBINES • CIRCUITS • SEJOURS

ARTS & VIE

AMÉRIQUES OCÉANIE EUROPE
AFRIQUE MOYEN-ORIENT
FRANCE ASIE OCÉAN INDIEN

Arts et Vie première association culturelle française de voyages à l'étranger
Téléphone : (1) 40.43.20.21

hiver-printemps 91-92

evasion

ITALIE

SICILE MALTE

Hiver 91-92

ESCAPIADES

PARA

Cet hiver avec la compagnie Chandris, le soleil des Caraïbes à l'horizon.

OCCAU

VACANCES SPORTIVES ET DE DÉCOUVERTES POUR LES JEUNES DE 4 À 17 ANS

AUTOMNE • HIVER • PRINTEMPS • 91/92

EXPLORATOR

EXPÉDITIONS

BROCHURE 1992

CENT ITINÉRAIRES INÉDITS POUR DÉCOUVRIR LES PLUS BEAUX PAYSAGES DU MONDE

16, PLACE DE LA MADELEINE 75008 PARIS
Tél. (1) 42.66.66.24 Minitel 3615 code EXPLO

140 Marches de Rêve!

Les plus beaux itinéraires de trekkings et de randonnées dans le monde entier. Sahara, grands déserts, montagnes de France et d'ailleurs : Maroc, Islande, Grèce, Turquie, Tibet, Tanzanie, Pérou, Antarctique... et en exclusivité + explorations en URSS! Tous niveaux même débutant et à tous les prix. Brochure sur demande.

Terres d'aventure
LE VOYAGE A PIED

10, rue Saint-Victor 75005 PARIS - Tél. 43.29.94.50, Minitel 3615 Terlas
9, rue des Renquiers d'Anzy 69002 Lyon - Tél. 78.42.09.94, Larcene A 1148

1291-1991 Suisse

La Suisse a 700 ans
700 bonnes raisons d'avoir de la Suisse dans les idées.

Le Monde *Evasion*

Je désire recevoir les brochures suivantes :

| | | | | | | | |
|---|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
| 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

A retourner à : **IDA LEFÈVRE LE MONDE PUBLICITÉ**
15/17, rue du Colonel-Avis, 75002 Paris Cedex 15

NOM : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____

Le Monde *Evasion*

Je désire recevoir les brochures suivantes :

| | | | | | | | |
|---|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
| 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

A retourner à : **IDA LEFÈVRE LE MONDE PUBLICITÉ**
15/17, rue du Colonel-Avis, 75002 Paris Cedex 15

NOM : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____

هكذا من الأصل

Ibiza, pleine saison morte

Il en faut peu à ces lieux agités pour perdre le moral, et quelque chose semble aujourd'hui détraqué au royaume d'Ibiza. L'île blanche des hippies des années 60 tourne encore très rond, et on s'y dissipe toujours beaucoup, mais avec moins de conviction. Les excès nouveaux ne sont pas encore arrivés...

La pulsation saisis l'arrivant dès la salle de débarquement de l'aéroport, ou, pour ceux venus par mer de Barcelone, dès la veille au soir dans le « bar-disco » du bateau. Ensuite, elle ne le lâche plus. Elle rythme tout, les achats dans les boutiques de prêt-à-porter, les repas dans les restaurants, les bains de soleil sur la plage branchée de Malibu, à Ses-Salines, au-delà des spectaculaires marais salants, déjà exploités par les Romains, du sud de l'île : et, bien sûr, l'extraordinaire *corso*, le soir, dans le quartier du port, où tout le monde vient afin de voir et d'être vu.

Une drôle de bande-son minimale qui dresse d'emblée, sans ambiguïté, la finalité actuelle de l'île blanche, l'île blanche des hippies. *Sea, sex and sun* : pas besoin d'une longue étude de marketing - elle a été réalisée en février dernier par le « ministère » du tourisme du gouvernement régional des Balears - pour apprendre que le million de visiteurs annuels, à 77 % âgés de moins de quarante-cinq ans (contre 58 % dans l'ensemble de la Méditerranée), ne viennent pas ici pour voir la deuxième collection au monde (après celle du Musée de Tunis), exposée au Musée archéologique de la ville, d'objets puniques, reliefs d'une domination de près de sept siècles de l'île par Carthage ; mais, avant tout, pour se distraire et « s'éclater » dans les boîtes de nuit.

La plus méridionale (plus proche de la côte algérienne que de Barcelone) et petite (572 kilomètres carrés, soit un peu plus que la principauté d'Andorre) des Balears après sa voisine Formentera, qui forme avec elle l'archipel des « Pitiuses », des « îles aux pins », comme les appelaient les Grecs, semble entièrement vouée au culte du Plaisir. Il n'est que de traîner, le soir, dans les rues de La Marina, l'ancien quartier des marins, et de Sa Penya, le vieux quartier populaire, envahies par les terrasses des bars et des restaurants, pour s'en convaincre. Saint-Trop ? puissance 10 ou 20 : entre minuit et 1 heure du matin, impossible de mettre un pied devant l'autre dans les cales Garijo, Olozaga, d'Emmig et de la Virgen, tant la foule est dense. Voir et se montrer, tel est le sport pratiqué.

Tout semble possible et permis. Folie du voir, folie du corps : ici, une belle fille, même accompagnée, se trouve immédiatement déshabillée et commentée de la tête aux pieds par mille regards, et tout le monde, hommes et femmes, se retourne sur tout le monde.

Ce n'est pourtant pas que les charmes de l'ancien paradis des hippies des années 60, consacré par le fameux et bien démodé aujourd'hui film *Monsieur de Barbet* Schroeder, se limitent à cette vie nocturne obsédante. L'île est aussi, sur ses 170 kilomètres de côtes, une fantastique réserve naturelle en *calas*, en criques, désertes, à l'eau d'une clarté de cristal, qui ont échappé à la « baléarisation »

Quelque chose semble aujourd'hui un peu détraqué dans le royaume du *Sea, sex and sun*



parce que, en l'absence d'une route littorale qui n'a jamais été construite, on ne peut les atteindre que par bateau ou par des sentiers étroits et poussiéreux.

Oui, mais voilà ! On ne vient pas à Ibiza pour la contemplation. L'histoire récente a voulu pour ce petit bout de tropiques égaré en plein cœur de la Méditerranée européenne un destin plus remuant. Alors que l'Espagne suffoquait sous le joug du rigorisme moral franquiste, Ibiza, dès le début des années 60, respirait déjà l'air de toutes les libertés. Parce qu'elle était un peu excentrée, on y tolérât pas mal d'écarts.

Dans les *fincas*, les fermes traditionnelles, sans eau ni électricité, du nord rocheux de l'île, après s'être baigné au, on passait des nuits entières à refaire le monde à coups d'hallucinogènes « doux ». Bref, Ibiza était le cheval de Troie d'un nouveau mode de vie, se traduisant bientôt par une mode, un nouveau conformisme et même un courant vestimentaire - qui a, depuis vingt ans, tous les ans en août son « salon » et ses collections à Santa-Eulària - « Ad Lib », abréviation de « Ad Libitum », dont la « morale » tient en une seule recommandation : « Faites et agissez selon votre bon plaisir : l'important est de conserver l'élégance ».

Les cartes postales qui pendent aux présentoirs des échoppes pour touristes à Ibiza semblent avoir oublié le second terme de la proposition, qui donnent de cet hédonisme une version populaire, à destination du plus grand nombre, largement dévoyée. « *Ibiza, mon amour, mi amor, amore mio, my love, meine Liebe* », proclame ainsi l'une d'entre elles, des plus banales, au-dessus de la photo d'une jeune fille dénudée et bronzée. « *Find her ! Fuck her ! Forget her !* » (« Trouve-la ! B... -la ! Oublie-la ! »), semble lui répondre une autre, plus *hard*, d'un goût même carrément douteux, qui montre la silhouette d'un homme courant à perdre haleine sur une plage devant un sculptural buste féminin allongé.

Passé les deux ou trois jours d'acclimatation, on ne vient

vite, à Ibiza, à adopter le rythme « local » : lever vers 11 heures-midi ; *desayuno*, petit déjeuner, à la terrasse du Montetol, le premier grand hôtel (une étoile seulement aujourd'hui, mais toujours du charme) du centre d'Ibiza ; petit stage de bronzette de deux-trois heures sur la plage de Figueretes ou, si l'on a un bateau, dans une *cala* du nord d'Eivissa ; puis, retour à l'hôtel et préparation pour le soir : apéritif au Mar y Sol, le « must » des terrasses du port ; dîner à Sa Penya ; cocktail au Zoo, ou mieux, au Café In, ou à La Cantina, dans l'ancien théâtre désaffecté, au charme très colonial, Pereyra ; où, de là, l'on se décidera, sur le coup de 2 heures du matin, à rallier une discothèque...

Car la sortie en boîte est, bien sûr, la grande affaire d'Ibiza. Il faut dire qu'avec près de trois cents lieux de nuit, de toutes tailles et de toutes obédiences - gay, hétéro et bisexuelle - l'île est une véritable mine à ciel ouvert pour les *night-clubbers*. Les puristes d'*acid-house* vrai, celui que les DJ créent en direct sur leurs platines, éliront domicile au Space, au dos de la plage d'En Bossa, la longue grève rectiligne au sud d'Eivissa, bordée de clubs-hôtels et de résidences. Ceux qui - notamment les Anglais - n'aiment pas trop être dépayés et veulent retrouver exactement la même ambiance que chez eux prendront pension à l'Angel's, un gros cube tout blanc devant le port de plaisance. Les motoristes iront à L'Amnesia, à 6 kilomètres d'Eivissa, sur la route de Sant-Antoni, une espèce de supermarché disco, avec une piste bordée de galeries aériennes très « trou des Halles », un restaurant et une terrasse en plein air. Ceux qui préfèrent les petits endroits fréquenteront le Lola's, le Dome, le Latinos ou encore le Keeper. Et ainsi de suite : un bon mois suffirait à peine - et encore, en courant - pour visiter tous les lieux de culte de cette Lourdes mondiale du *night-clubbing* qu'est devenue Ibiza.

D'où vient alors que, en dépit de toute cette activité frénétique, la fête, cette année, avait un goût un peu fade. L'ambiance, comme l'on dit, n'était

pas tout à fait au rendez-vous. Certes, le célèbre Ku, la plus grande discothèque d'Europe, près de Sant-Rafael, avec ses deux pistes de danse, ses restaurants et sa piscine-aquarium, où il était de bon ton, à 5 heures du matin, de se précipiter tout habillé du haut d'un toboggan en forme de dragon chinois, fermé pour cause de changement de propriétaire et de réfection, a joué tout l'éché à l'Arlesienne - ouvrira, ouvrira pas -, manquant ainsi à l'appel de la nuit ibicoise.

Mais cette valse-hésitation n'était peut-être, après tout, pas fortuite. Même si les nuits d'Ibiza, surtout en période de pleine lune, ont toujours de la magie à revendre ; même si les nouveaux « locaux » - ceux qui, gagnés par l'atmosphère de permissivité et de réussite facile, se sont installés ici, il y a dix ou quinze ans, sur un coup de tête, à la suite, souvent, de simples vacances - se rassemblent en vantant les mérites d'une île où, dit-on, même les couples les plus unis en repartent séparés, tant les tentations sont grandes, quelque chose semble aujourd'hui un peu détraqué dans le royaume du *sea, sex and sun*.

Est-ce, comme l'on dit, la « massification » du tourisme, qui, en remplaçant progressivement la clientèle des *happy few* à gros comptes bancaires par des cohortes de touristes fan-chés arrivés pour des vacances « packages » par charters (près de quatre-vingts rotations d'avions par jour, en haute sai-

son, pour un aéroport qui vient en sixième place en Espagne), a impitoyablement ruiné l'ambiance ? Serait-ce, déjà, l'influence du sida, qui, en retirant à la rencontre sa conséquence « logique », le sexe, fait désertir les discothèques ? Ou bien n'est-ce l'effet que d'une récession passagère des pays occidentaux ? Toujours est-il que, pour un noctambule habitué des boîtes de Paris et de Londres, ayant connu le New-York fou des années 70 et le Berlin déjanté du début des années 80, la vie nocturne d'Ibiza ne semblait, cette année, que l'ombre de sa mythologie. Même les filles, selon les habitudes, étaient moins belles que les années précédentes. Conséquence ou symptôme de cette baisse de tension, une polémique a même retenti, au début du mois d'août, dans les journaux locaux, entre les responsables du tourisme et les hôteliers - les premiers multipliant les communiqués triomphalistes, en parlant de capacités hôtelières remplies à 85 %, tandis que les seconds se plaignaient d'un mauvais début de saison, en arguant d'un taux de remplissage de leurs établissements de « seulement » 75 %. Bref, Ibiza, cette saison, avait le réveil pâle de ceux qui, après des années sur un nuage, redécouvrent une réalité moins exaltante, la terre ferme.

De notre envoyé spécial
Philippe Bollen

PARIS - SÉOUL NON-STOP EN 13 H

LUNDI,
MERCREDI,
VENDREDI,
DIMANCHE

KOREAN AIR
RÉSERVATION ☎ (1) 42 61 51 74

Voilà un café qui n'a pas attendu d'être nommé « artistes » pour le faire. En force, il a pu se faire sa place dans les maîtres sur le plateau de la capitale. Une quinzaine de déjà essayés.

Où se trouve le plus grand musée d'art contemporain du monde ? C'est à Paris, au Centre Pompidou. Mais c'est aussi à Paris, au Centre Pompidou, que se trouve le plus grand musée d'art contemporain du monde.

Une fragment, autre que celui que l'on voit, en passant par le tunnel de croquis de l'art, les archives de l'art, les archives de l'art, les archives de l'art.

Le Centre Pompidou, c'est un lieu où l'art est vivant, où l'art est en mouvement, où l'art est en dialogue avec le monde.

Le Centre Pompidou, c'est un lieu où l'art est vivant, où l'art est en mouvement, où l'art est en dialogue avec le monde. Le Centre Pompidou, c'est un lieu où l'art est vivant, où l'art est en mouvement, où l'art est en dialogue avec le monde.

صكذا من الاصل

SANS VISA
A PARIS



Les artistes du Beaubourg

Voilà un café qui n'a pas attendu d'être qualifié d'« artistes » pour le devenir. En force, il a pris le parti de faire travailler les peintres « sur le motif », le vrai : le plateau de table de bistrot. Une quinzaine s'y sont déjà essayés. Visite du lieu.

ON lit : « soleil, voix lumière... » et les lumières sont là, sur des canotiers d'un corps plus petit : « tout qui s'en va c'est le signe qui va rester suspendu là maintenant... » Ces pages de *Paradis* de Philippe Solers, soigneusement cadrées et agrandies dans leur typographie de livres, affiches qui tiennent lieu de fenêtres, ne sont pas à prendre comme des citations, mais comme une invite à retourner aux mots, pas un élément de décor, mais des pierres constitutives d'un mur, un fragment de la carte d'identité avant que de la carte du jour - de tous les jours - de l'endroit : le Café Beaubourg.

Autre fragment, autre clé, sur le mur qui fait face, en quatre pages d'un carnet de croquis de Pierre Buraglio, agrandies de même, avec leur éclairage de salon. Côté livre et côté dessin, voici exposées les traces parallèles d'une pensée vive qui se cherche dans les mots ou les traits, tend l'espace entre eux, en une seule proposition de s'engager à sa suite par un cheminement qu'on paraît avoir voulu aussi incitatif

d'artistes ou « café littéraire », on le devenait sur le tas, qu'il le devienne des années après, lorsque tout était fini. Lui a fait le pari de l'être par métier autant que par vocation : il l'était, il voulait l'être, sans qu'il ait eu besoin d'écrire une ligne, de tracer une esquisse, de piquer une couleur sur une seule de ses tables. Sa conviction et son assurance étaient telles, qu'il pouvait donner d'emblée à ses auteurs à venir un sujet quasi exclusif : la peinture.

Souvenons-nous : la rive droite, longtemps réputée s'émouvoir moins des fluctuations de la pensée que de celles du CAC 40, s'estiche de l'art contemporain dont elle découvre, à la cote, une image familière. Quelques galeries, précieusement parmi celles représentant les valeurs les plus activement traitées sur le marché international, ont quitté la rive gauche pour se rapprocher de l'acheteur le plus convoité : le Centre Georges-Pompidou. Sur l'autoroute New-York-Berlin, Paris n'est plus le point de départ ou d'arrivée, mais une simple et importante escale technique. Galeristes, peintres, commissaires, critiques, collectionneurs, conservateurs, Parisiens, Allemands ou Américains demeurent pour beaux coup orphelins de leurs repaires de la rive gauche. Il leur manque un lieu de rendez-vous d'évidence, une aire de repos. Costes-Portzamparc ne se proposent rien d'autre que de les réunir pour eux. Mais viendront-ils ?

Ils viennent. Ou plutôt, ils s'installent. L'architecture s'est patinée sous leur premier regard, ils auraient juré qu'elle leur appartenait depuis longtemps, les larges fauteuils de cuir et de bois n'étaient-ils pas à la place où ils avaient toujours rêvé de se poser ? Le reste, qui n'est pas d'évidence, sera élaboré à leur dévotion : on met à la carte les plats qu'ils réclament tous, comme

l'autre, les tables sont trop larges pour être celles d'un simple café, trop rondes pour appartenir à une brasserie, leurs dimensions sont celles de la rencontre à plusieurs, de la parole qui circule.

Le rez-de-chaussée rassemble. L'étage disperse. A lui les solitaires, les couples, les secrets, les voyeurs, les amoureux. Le petit pont qui y conduit au vu de tous (à l'émou, trois mètres au-dessous, des fétichistes du genou), une fois franchi, s'est fortement refermé derrière eux, et rien ne pourra plus les attendre. La rue, qui a fait le succès et l'infortune du Centre Georges-Pompidou, ne parviendra jamais jusque-là. La terrasse au-dessus recueille à l'occasion quelques égarés qui, au premier pas à l'intérieur, ne se reconnaissent déjà plus. N'entrent que ceux qui savent, ceux qui sentent et en prennent le temps. La cérémonie, pour les visiteurs les plus lointains, s'opère dans le plus calme, sur la pointe des pieds, la tête levée vers l'étage. Ils ne perçoivent pas un café, mais une architecture, ils sont à l'œuvre, dans l'œuvre, et s'assoient timidement sur un rebord de chaise, pour ne pas déranger l'office.

Le Café Beaubourg n'est pas sur la route de ceux que n'attire que ce qui brille, ses fenêtres enfouies dans ses murs épais ne sont pas faites pour communiquer avec l'extérieur, mais pour le mettre à distance et pour apporter avec mesure cette lumière du nord sans états d'âme, que le long plafonnier tente de relayer, la seule à laquelle se confient volontiers les peintres. L'absence de miroirs qui la renvoient, si l'on omet quelques éclats semés sur un mur, apporte l'assurance que l'abri n'aura d'autres jours et d'autres nuits que ceux que charient la démarche et la voix des consommateurs. Sons et matières, Christian de Portzamparc a choisi la matière, et Gilbert Costes la fidélité à son architecte. Aussi, à la différence de ces « cafés d'artistes » parisiens recouverts du sol au plafond d'affichettes de galeries où le pire a, de longtemps, le Café Beaubourg paraît n'exposer rien d'autre que ses murs. Chez lui, la reproduction est bannie, seule la production y a sa place, laquelle ne s'achète pas, ne se livre pas clés en main, mais se construit patiemment, aux mesures du lieu, dans les rencontres de l'homme et des habitudes, jusqu'à ce que le maître de maison puisse reconnaître avec l'un d'eux l'évidence qu'il s'agit d'un *normal, naturel de faire une table*. Car il n'est pas question d'offrir un accrochage, mais de demander de se plier à la discipline du cercle horizontal pour affronter une des tables de l'étage.



Si l'on en juge par la quinzaine de plateaux réalisés depuis cinq ans, les élus semblent avoir été pénétrés par la gravité de l'exercice, à la mesure de ce mélange de légèreté et de recueillement que doit offrir un grand café parisien. Avec

la même assurance ou la même conviction qui avait présidé à sa construction, et au lieu de guigner l'immortalité à coups de plaques de cuivre qui n'attribuent de préférence, le Café Beaubourg offre aux vivants une mise en mémoire immédiate, l'assurance d'une œuvre durablement partagée, et de consultation si libre qu'elle échappera à certains consommateurs distraits.

C'est à ceux-là, qu'il convient de ne pas froisser, qu'a dû songer Philippe Favier avec son élégance habituelle. Les amants inquiets, eux, se jeteront sur la lettre peinte de Robert Combas, les insatisfaits du sens s'abîmeront dans le plateau de Jacquet, les faux calmes s'apaisieront avec Viallat, et ceux qui ne peuvent s'ôter de l'idée (horrible)

qu'un crime (horrible) a bien été commis là il y a longtemps en verront pour preuve la table de Le Gac. Une quinzaine de tables donc, mais comment les parcourir ? En revenant quinze jours de suite ? Mais que faire la nuit alors ? En quinze consommations ? Mais qui vous ramènera chez vous ? Et la complicité polie qui régit les lieux interdit de déranger les occupants.

La seule méthode est de s'approprier les œuvres par bribes, avec l'air de celui qui recherche quelque chose, en arrachant à chaque passage un fragment visuel (au moins en retiendra-t-on plus que dans la foule d'un dimanche au Grand Palais), puis de descendre s'asseoir au rez-de-chaussée entre un abonné plongé dans *Qu'est-ce que la philo-*

sophie ? et une longue toréador en mini-jupe exhibant son book. La main tendue au hasard vers les petites bibliothèques de contre-jour en extraira *Ararat*, de Dylan Marlais Thomas, certifié comme appartenant à l'établissement. Bonne pêche décidément.

Jean-Louis Perrier
(1) Le Monde du 25-11-1987.

Le Café Beaubourg est à l'angle de la rue Saint-Martin et de la piazza Beaubourg. Tél. : 48-87-63-96. Ouvert de 8 heures à 2 heures le lendemain. Café express : 14 F (19 F après 19 heures). Salade Beaubourg : 42 F. Steak tartare : 70 F. Verrin de Bordeaux (Château Lamotte) : 25 F. Crème brûlée : 30 F.

LE PORTUGAL À PARTIR DE

1500F*

ALLER/RETOUR

Au départ de :
Paris - Lyon - Nice - Marseille - Toulouse - Bordeaux
100 vols hebdomadaires France - Portugal - France

TAP AIR PORTUGAL

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRES DE TAP AIR PORTUGAL
OU DE VOTRE AGENT DE VOYAGES

*Tarifs valables du 1/10/91 au 15/12/91, soumis à des conditions particulières de vente et de transport

سكننا من الاصل

SANS VISA
TABLE

Echecs

Normandissimo

LES « douzaines » normandes ne manquent point. Mais les folkloriques, vous ne les trouverez que rarement au restaurant. Un ami les énumère sous le sigle B.D.T. (bourdelot, douillon, teurgoule).

Bourdelots et douillons sont frères, mais le premier est aux pommes et le second aux poires. Du moins généralement, mais dans un de ses contes, le Vieux Maupassant parle d'une fermière qui, pour l'entretien du père, prépare « les pommes à cuire pour quatre douzaines de douillons ».

De même il existe de ces bourdelots plusieurs versions. La comète est à base de pâte fouillée, la seconde, paysanne (je l'ai rencontrée du côté de Bayeux), faite d'une pâte obtenue du travail de la farine avec une crème faite de beurre fondu dans du vin blanc tiédi. La pâte reposée, étalée, est découpée en rouleaux de taille à envelopper chacun une pomme pelée ou non, évidée par en dessous et gardant sa queue. Les petits paquets obtenus sont dorés au jaune d'œuf et cuits au four. Plus simplement vous ngrerez de pâte brisée.

Roger Lallemand, dans sa *Vraie Cuisine de Normandie*, explique qu'autrefois les pâtisseries, là-bas, pouvaient s'appeler « bourdes », à l'origine d'une recette ratée, et que les douillons (appelés aussi quel-quefois « rabottes ») sont, eux, à base de pommes mais semblablement préparés.

J'ai donc cherché cette rabotte (ou rabote) dans le Larousse gastronomique, qui nous dit qu'il s'agit là d'une pomme ou d'une poire enfermée dans une abaisse de pâte, cuite au four et servie tiède ou froide, version picarde du douillon et du bourdelot normands et devant son nom à la rabote, nom ancien de la balle du jeu de paume.

L'important, à mon sens, est de servir bourdelots ou douillons bien dorés et chauds, avec de la crème fraîche et un coup de cidre bouché !

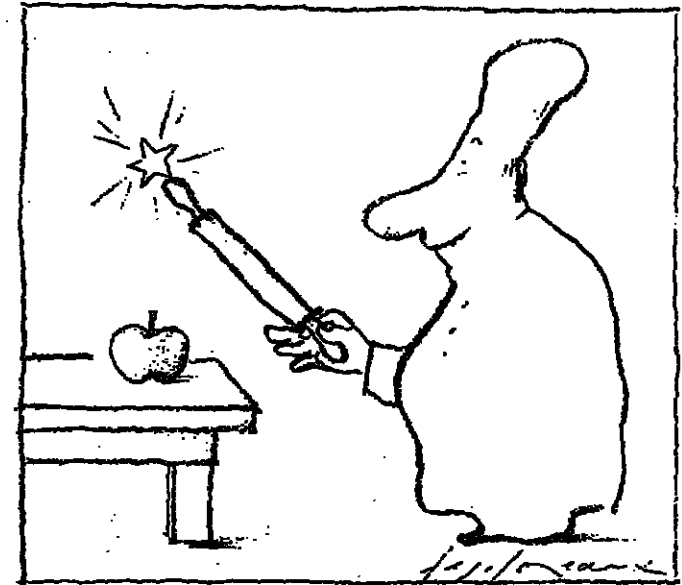
Il y a là de quoi se réjouir la... goulé !

N'y voyez point de grossièreté, ce n'est que la liaison pour arriver à la teurgoule, autre joyeux dessert normand.

C'est la pâtisserie-phare de Basse-Normandie, sorte de flan, mélange de riz, sucre en poudre, pincée de cannelle et de sel, lait non écrémé (2 litres de lait pour 125 grammes de riz), versé dans un plat et cuit au bain-marie, à four doux, une paire d'heures. La peau noire du dessus est alors à cuever et :

Pour s'emplit la goulé,
Y faut d'la teurgoule,
Y a qu'cha d'vrai
por bère un coup !

On dit aussi la terrinée, mais avouez que le nom de teurgoule (ou torgoule) fait mieux image. On s'imaginerait du repas de noces d'Emma Bovary, un peu



ivre de trop de cidre. Mais quel cidre ? S'il est moyen, c'est simplement de la « besson » ; s'il est faible, c'est du « chrétien » (qui a reçu le baptême), mais s'il est fort, gouléant et « justificatif », c'est un cidre « qui pêche à son homme » !

La Reynière

Semaine gourmande

- Le Pavé d'Ange à Beuvron-en-Ange**
Les anciennes halles de ce petit village de trois cents habitants. Une cuisinière était ici, Odile Engel, que vous retrouverez au Beffroi (15, rue du même nom, à Rouen. Tél. : 35-71-55-27). Le successeur a rejoint le cadre mais travaille dans le même style : le cidre du pays figure dans la nage de langoustines, la lotte braisée, les pieds et ris de veau en tripière. Beaux desserts. Menus semaine à 125 F, 160 F et 250 F. A la carte, compter 300 F.
- **Le Pavé d'Ange**, place du village à Beuvron-en-Ange. Tél. : 31-79-26-71. Fermé lundi soir et mardi. Carte bleue.
- Chez Marion à Merville-Franceville-Plage**
A 6 kilomètres de Cabourg, un petit hôtel à rénover mais dont la cuisine est vouée à la mer avec enthousiasme. Somptueux plateaux de fruits de mer, homard et « autour du homard », cotriade de la Manche, poissons grillés. Très belle collection de vieux calvados. Menus à 97 F, 175 F, 231 F et 440 F. A la carte, compter 350 F.
- **Chez Marion**, à Merville-Franceville-Plage, 10, place de la Plage. Tél. : 31-24-23-39. Fermé lundi soir et mardi. C.B., A.E., D.C.
- L'attache à Falaise**
Une petite salle de vingt couverts tout fraîchement rénovée, une quarantaine de couverts viciés et une honorable cuisine : huitres tièdes au vin de Loire, croustillant de saumon au beurre de cidre, pintadeau Suisse normande et son aumônière de pommes fruits. Menus à 85 F, 120 F et 150 F. A la carte, compter 250 F.
- **L'attache**, à Falaise (sur N. 158). Tél. : 31-90-05-38. Fermé mercredi. Carte bleue.
- Auberge du Prieuré à Saint-André-d'Hébertot**
Dans ce petit bourg, la grande cheminée de la salle aux mauvais jours, le joli jardin fleuri aux beaux jours s'accordent avec la cuisine de la patronne, M^{me} Millet use des légumes du jardin, des produits de la ferme voisine et des fruits de la mer proche. Le cidre du pays arrose gentiment la raie beurre fondu et l'andouillette à la crème de ciboulette. Quelques chambres.
- **Auberge du Prieuré**. Tél. : 31-64-03-03. Fermé mercredi. Carte bleue.
- Auberge de la Crémallière à Saint-Sylvain**
Ici pas de carte mais des menus de 88 F à 250 F. La soupe d'huitres maraichère voisine avec le soufflé de saumon coulis de langoustines, le cœur de filet grillé aux pleurotes, le civet de canard purée Soublis.
- **Auberge de la Crémallière**, à Saint-Sylvain. Tél. : 31-78-11-18. Fermé lundi et mardi. A.E., D.C., C.B.
- Manoir de la Pommeraye à Vire**
Un manoir d'autrefois dans un parc, une cuisine de tradition. Le foie gras de canard est aux pommes, le poulet aux queues de langoustines et la cave en situation. Un menu semaine à 102 F et des menus à 153 F, 205 F et 280 F. A la carte, compter 300 F.
- **Manoir de la Pommeraye**, à Roullours (2 kilomètres de Vire sur route de Paris). Tél. : 31-68-07-71. Fermé dimanche soir et lundi. Salon 35 couverts. C.B., A.E., D.C.

VIN L'après-gel

PEUT-ON, à l'heure où débute les vendanges de ce qui aurait dû être à nouveau un grand millésime, prendre la mesure du sinistre causé par les gels de printemps ? S'il ne saurait à lui seul résumer la situation française, c'est bien le vignoble bordelais qui, aujourd'hui, aide à comprendre. On se souvient de cette sale nuit de la fin d'avril qui surprit tous les vigneron de la façade atlantique et au lendemain de laquelle on crut pouvoir annoncer des destructions quasi générales. Avec le recul et le puissant instinct de conservation du végétal, on a vu ici ou là, avec les nouvelles pousses, se réduire les dimensions de la catastrophe. Ainsi dans le val de Loire si Bourgueil et Chinon sont lourdement frappés (80 % de destruction), la plupart des autres appellations, annonçant, certes avec prudence, des bilans globaux moins déplorables.

En Gironde, les porte-parole du plus grand vignoble de vins fins du monde annoncent quant à eux une récolte légèrement inférieure à la moitié de la normale, les différents comptages effectués ces dernières semaines situant ainsi entre 2,7 et 3,1 millions d'hectolitres les volumes attendus. Indicateurs et indispensables pour les responsables syndicaux ou politiques, ces chiffres n'ont en revanche guère de signification pour l'amateur. Ils en ont d'autant moins que la situation est totalement différente selon les appellations, les terroirs et les cépages. Une hétérogénéité inhabituelle, une pathologie qui fera souvent des 91 girondins des vins atypiques difficiles à saisir et à comprendre.

Les caprices de la météorologie font que tous ne sont pas atteints au même degré. Parmi les plus touchés, les vignobles du Libournais et du Saint-Émilionnais ne fourniront pas plus de 15 hectolitres à l'hectare, comme sans doute beaucoup de châteaux du Sauternais et de la région de Graves. L'inégalité des cépages devant le gel fait que c'est le cabernet franc qui a le plus souffert, ce qui compliquera notablement les assemblages de vins rouges à venir. La situation dans le Médoc est plus complexe encore, tout étant fonction de l'éloignement du vignoble par rapport au fleuve protecteur. Ainsi à Saint-Estèphe, Cos d'Estournel est-il frappé lorsque son voisin Montrose l'est beaucoup moins.

A Pétus, tout d'abord, où les fumées d'avril associées à un hélicoptère nocturne ont permis de sauver une bonne partie de la récolte (le Monde du 27 avril), on a, sur les 10 hectares du prestigieux domaine, marqué chaque cep en fonction de l'état de maturité de ses raisins, ce qui permettra, selon M. Christian Moueix, de produire entre 1 000 et 1 500 caisses de grand vin. A Haut-Brion, on est allé plus loin encore dans l'obsessionnel au service de la qualité. Si le volume des blancs est réduit de manière drastique (six barriques au total) les rouges autorisent encore tous les espoirs. Et pour sauver au mieux ce qui peut l'être, M. Jean-Bernard Delmas a entrepris il y a un mois d'identifier toutes les grappes de première génération. On est ainsi passé, muni de pinceaux et de bouillie bordelaise épaissie à la chaux, marquer les raisins du futur grand vin.

Une pluie de septembre ayant cherché à broiiller les pistes, on a depuis recommencé l'inhabituel exercice. Tout cela n'aide sans doute pas à cerner les futures silhouettes girondines. Tout cela alimente aussi des regrets d'autant plus vifs que ce millésime 91, parce qu'il s'inscrivait dans un cycle végétatif toujours croissant, des étés chauds et des automnes qui n'en finissent plus, aurait, sans un bref et cruel moment de gel, été une nouvelle grande et belle année.

Jean-Yves Nau

► Les guides gastronomiques n'aident guère, en général, l'amateur pour ce qui est de la découverte des grands vins. A noter, en terre girondine, deux endroits trop mal connus : Le Lion d'or à Arcins (56-58-96-79) et à Saint-Emilion, le délicieux repaire de Francis Goullée (57-24-70-49).

Le Monde EDITIONS

AUTOUR D'UN PLAT

Les chroniques de La Reynière à la sauce Desclozeaux

EN VENTE EN LIBRAIRIE

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

- Côte d'Azur**
- 06400 CANNES
HÔTEL LIGURE***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
Fax 93-39-19-48
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.
- HÔTEL VICTORIA*****
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plaisance, centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.
- Montagne**
- 05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Été-Hiver, plus haute contrée d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, promenade.
Meublé, chambres studios, chambres,
1/2 pens., pens. complète, séj. libres
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62
Fax : 92-45-80-10
- Paris**
- SORBONNE
HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur. De 280 F à 420 F
Fax : 46-34-24-30
Tél. : 43-54-92-55
- PORTE DES LILAS
HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (290 F à 340 F)
TV couleur. Tél. direct, minibar.
- Provence**
- VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION
AUX BAUX-DE-PROVENCE
LE MAS DE L'OLIVIER***
Un nouvel hôtel grand confort,
avec 20 chambres climatisées, au cœur
d'une oliveraie. Magnifique piscine
paysagée. Tennis. Parking fermé.
A proximité : golf 9 et 18 trous,
équitation, vol à voile.
Et tout autour, le site prestigieux et
typique des BAUX-DE-PROVENCE.
Tél. : 96-54-35-78. Fax : 96-54-44-31.
- Afrique**
- BURKINA-FASO
HÔTEL EDEN PARK***
100 chambres - 10 suites - bars -
4 restaurants - night-club - boutiques
Autour télévision parabolique. Hôtel
situé à 5 minutes de l'aéroport
01 BP 2070 OUAGADOUGOU 01.
Tél. : 31-14-86 - 31-14-87.
Tél. : 5224 - Fax : 31-14-88.
- Italie**
- VENISE
OFFRE SPÉCIALE
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1991
RAMADA HÔTEL VENISE
Seulement 750 FF
par personne pour 3 nuits
avec le petit déjeuner compris
Pour réserver, téléphoner :
1939-41-5310500
Fax : 1939-41-411484
Tél. : 433294 RAMVE
- TOURISME**
- Le logis de Rennebourg
Pour des vacances à la campagne,
maison d'hôtes à 30 km de la
Rocheville dans jolie ferme restaurée
et aux chambres raffinées.
Tél. : (16) 46-32-16-07.

GASTRONOMIE

NOUVELLE ADRESSE
des FRÈRES LAYRAC :
AU CŒUR DE
SAINT-GERMAIN DES PRÉS
face à l'église
17, rue Saint-Benoît

LE MUNICHE
Tél. : 46-33-62-09

LE PETIT ZINC
Tél. : 46-33-51-66

HUITRES, FRUITS DE MER
TOUTE L'ANNÉE
Tous les jours service continu
de midi à 2 heures du matin

**AFFAIRES, ANNIVERSAIRES,
FÊTES, BAPTÊMES,
COMMUNIONS, MARIAGES.**
**LA « PIERRE
DE BACCHUS »**
Cuisine française de tradition
VOUS PROPOSE SES CINQ MENUS
de 150 F à 235 F
(Apéritif, vins, café & services compris)
30, rue Lacépède 75006 Paris - 45-35-53-80

LE SOUFFLÉ
Menu à 190 F
est menu exceptionnel.
35, rue de MONTMARTRE
(près de la place Vendôme)
Réservation : 42-88-27-18
Ouvert tous les jours

WAGON 7 7, RUE BOURSULT - 75017 PARIS
42 93 41 57

Retrouvez
aux Champs-Élysées
le goût
du célèbre gigot

RESTAURANT
SEBILLON

Tous les jours, service continu
de 12 h à 1 h du matin.
Voiturier le soir.

66, rue Pierre-Charron Paris 8^e. Tél. : 43 59 28 15
LE GIGOT A VOLONTÉ EST CHEZ SEBILLON

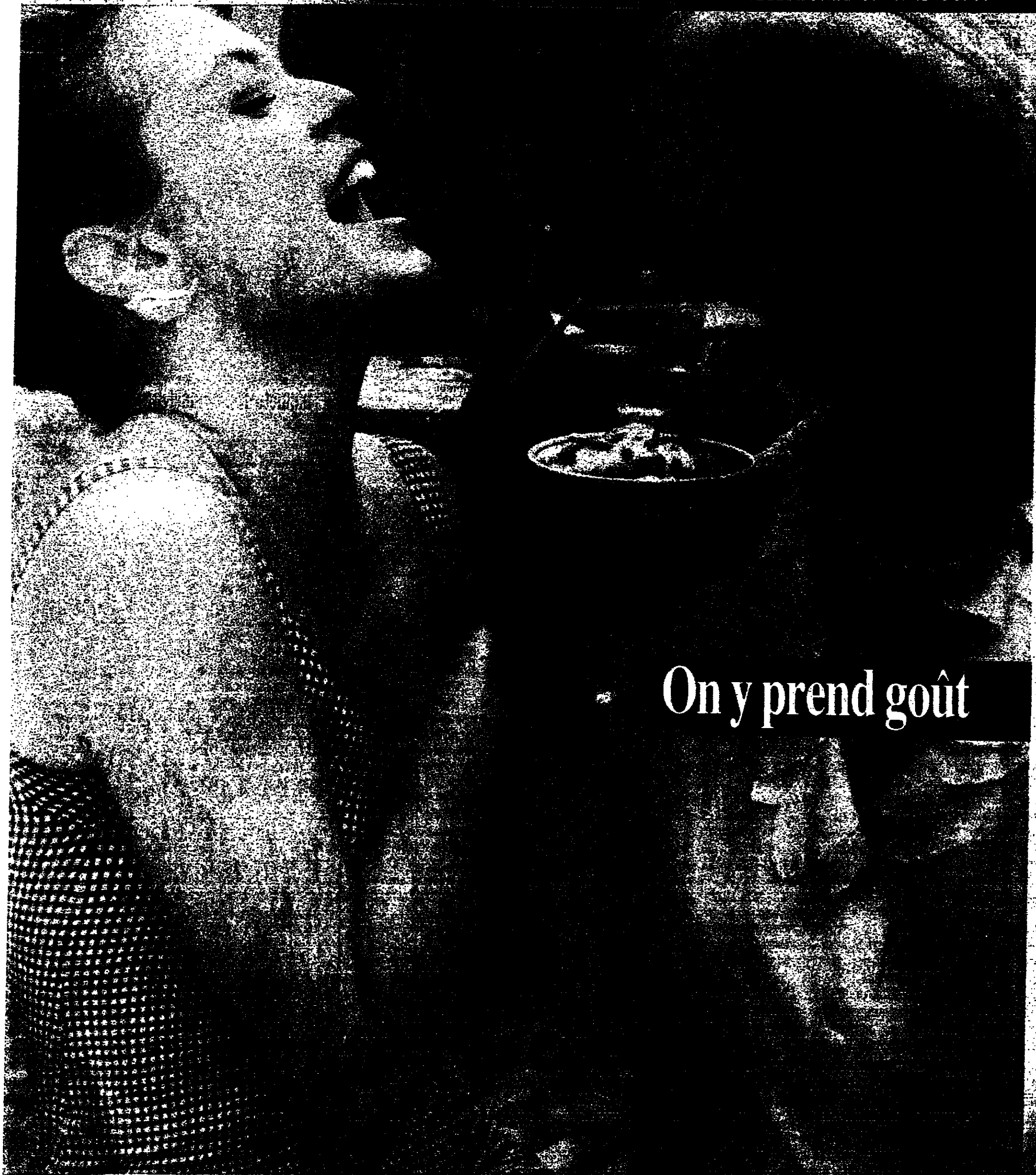
مَكْذَا مِنْ الْأَصْلِ

28 Le Monde • Samedi 28 septembre 1991 •

NOUVELLES FRONTIERES

LA THAILANDE 6995 F

PARCOURS EN 14 JOURS. PRIX A CERTAINES DATES. TAPEZ 3615 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64



On y prend goût